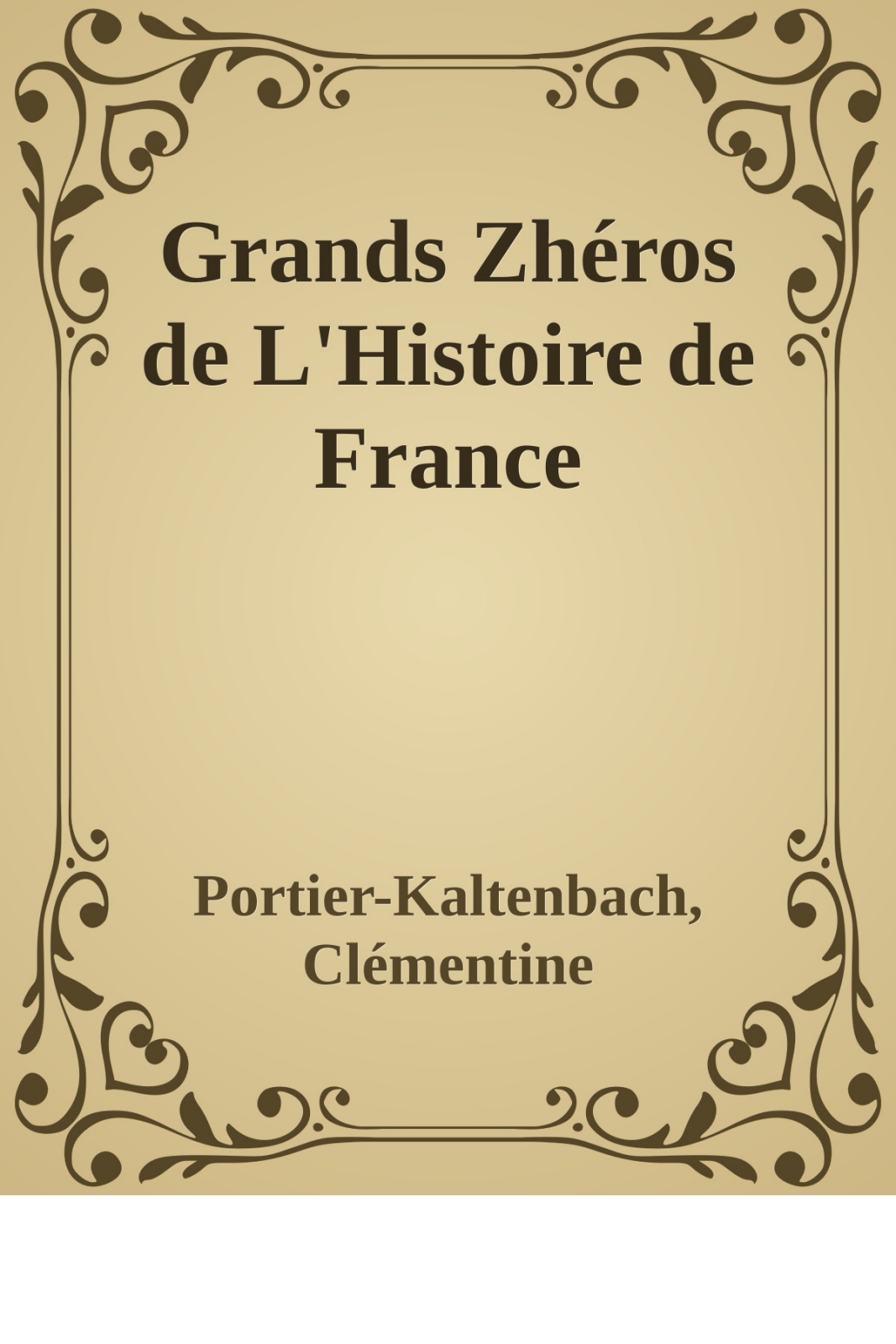


A decorative border with intricate floral and scrollwork patterns in a dark brown color, framing the central text.

Grands Zhéros de L'Histoire de France

**Portier-Kaltenbach,
Clémentine**

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Clémentine Portier-Kaltenbach

Grands Zéros

de l'Histoire de France

Ils firent parler d'eux,
non pour le meilleur
mais pour le pire !



Le
Livre
de
Poche

Clémentine Portier-Kaltenbach

Grands zhéros de l'Histoire de France

Ils firent parler d'eux, non pour le meilleur mais pour le pire !

JC LATTÈS

En entrant dans le néant... il a dû se sentir chez lui !

Clemenceau, à propos de Félix Faure.

Introduction

Nous connaissons bien nos grands hommes et honorons volontiers leur mémoire, mais connaissons-nous nos grands nuls, nos piteux, nos médiocres ? En d'autres termes, nous qui savons tout de nos héros, que savons-nous de nos zéros ?

Si l'histoire de France est faite de moments de grandeurs et de victoires, nos échecs collectifs, nos défaites, nos naufrages – Azincourt, Crécy, Sedan – y occupent une place tout aussi importante, alors que, à l'exception peut-être de Waterloo, nous ne les évoquons plus qu'incidemment à travers des expressions courantes comme : « C'est la Berezina ! » ou : « Ça tombe comme à Gravelotte ! »

Or, derrière chacun de ces grands ratages, il y eut un ou plusieurs individus, authentiques responsables ou boucs émissaires de nos fiascos, dont les noms furent frappés d'opprobre et, pour certains d'entre eux, effacés de notre mémoire collective. Plus ou moins consciemment nous faisons passer à la trappe les épisodes les moins glorieux de notre histoire, ceux qui nous vexent, nous tournent en ridicule, nous rabaissent plutôt que de nous grandir. *Vae victis !* « Malheur aux vaincus ! » Cette sentence laconique, attribuée au chef gaulois Brennus, préside au grand tri de notre linge sale historique.

Rappelons brièvement les circonstances dans lesquelles cette phrase aurait été prononcée.

En 390 avant Jésus-Christ, en échange de la levée du siège de Rome, Brennus exigea de la ville qu'elle s'acquitte d'un lourd tribut. Voyant les Romains pinailler au moment de la pesée de l'or qui lui était dû, le vainqueur indigné jeta sa lourde épée avec son baudrier sur le plateau de la balance, accroissant ainsi considérablement la charge de la rançon exigée, puis il s'exclama : *Vae victis !* Oui, malheur aux vaincus, que leurs noms soient rayés à jamais de nos livres. Ainsi certains pharaons firent-ils marteler les cartouches où figuraient les noms de leurs prédécesseurs. Aux oubliettes de l'histoire les nuls et les perdants de tous poils !

Mais en ces temps de crise et de décroissance où la « valeur succès » a du plomb dans l'aile, le moment n'est-il pas venu de mettre un terme à cette lecture trop partielle de notre histoire ? Les vrais fautifs ou les infortunées victimes expiatoires de nos déboires ne sont-ils pas en

droit, eux aussi, non pour le meilleur, mais bien pour le pire, de passer à la postérité ?

Dans les pages qui suivent, je forme donc le projet de rendre justice à ces personnages qui s'illustrèrent par leurs échecs, et dont les noms sont soit tombés dans l'oubli, soit prononcés avec dédain, du bout des lèvres, parce que associés aux pages les plus calamiteuses de notre histoire ! Curieux sujet sans doute, dont le choix trouve son origine dans le goût immodéré de l'auteur de ces lignes non pour la gloire mais pour les revers de fortune et les héros malheureux qui, se croyant arrivés au sommet, se sont finalement « carbonisés en plein vol » !

C'est un chapitre de mon précédent livre, *Histoires d'os et autres illustres abattis*, et plus précisément le passage consacré au Panthéon, qui m'a conduite à écrire ce livre. Plutôt que de m'intéresser aux soixante-treize résidents condamnés à une glorification perpétuelle soporifique, je me consacrai aux « sortants du Panthéon », à ceux qui n'en furent que les occupants provisoires, à ceux qui y pénétrèrent couverts de lauriers pour en sortir agonis d'injures, ou qui n'y mirent même pas les pieds alors qu'ils avaient été pressentis pour jouir jusqu'à la fin des temps de cet honneur insigne !

Au nombre de ces parias, quelques noms connus : Mirabeau, Marat, Le Peletier de Saint-Fargeau. Mais aussi de plus obscurs : Nicolas-Joseph Beaurepaire (1740-1792), qui préféra se suicider plutôt que d'abandonner Verdun aux Prussiens, Auguste Henri Marie Picot de Dampierre (1756-1793), général mort au combat après s'être distingué à Valmy et à Jemmapes, et enfin deux jeunes garçons, Joseph Bara et Agricol Viala, qui, avant de passer l'arme à gauche, auraient exprimé dans un dernier souffle leur satisfaction à mourir pour la République.

Ce sont ces personnages, auxquels l'opinion tourna le dos après les avoir portés aux nues, qui m'ont mise sur la piste de nos grands « zhéros » nationaux. Lancée sur leurs traces, j'ai rapidement déchanté, constatant qu'en dehors des biographies des plus connus d'entre eux et de récits de bataille il n'existait pas d'ouvrage recensant les grands échecs de notre histoire et de nos grands nuls ! On me rétorquera qu'il existe bien des livres comme *Victoires, conquêtes, désastres, revers et autres guerres civiles des français de 1792 à 1815*, publié sous la Restauration par un collectif anonyme de soldats et de gens de lettres. Ou encore des ouvrages tels que *Sedan, les organisateurs de la défaite*. Certes, mais ces livres concernent à chaque fois des périodes trop ciblées de notre histoire et aucun d'entre eux ne constitue une analyse de nos revers et de nos nuls, de Vercingétorix à nos jours. Dans l'un des tomes de sa *Grande Encyclopédie du dérisoire*, Bruno Léandri esquisse bien une typologie des nuls, mais il ne fait malheureusement qu'effleurer le sujet.

En la matière, nos meilleurs ennemis, les Anglais, ont à l'évidence bien davantage d'esprit critique et d'humour que nous. Non seulement leurs bibliothèques offrent à la curiosité des lecteurs les *Gaffeurs de l'histoire*, ouvrage dont je n'ai pu trouver aucun équivalent en France, mais ce thème générique des « Gaffeurs » a remporté outre-Manche un tel succès qu'il a été décliné en différents opus respectivement intitulés : « Gaffeurs sur terre », « Gaffeurs sur mer », « Gaffeurs royaux » (1). On le constate avec envie, chez les historiens britanniques, la nullité de leur classe politique et celle de leur armée sont d'interminables sources d'inspiration. *L'Histoire totalement impartiale de la Grande-Bretagne ou 2 000 ans de classe dirigeante incompétente* (2) et *Méfais militaires : corruption, incompétence, convoitise et imbécillité totale des forces armées* (3) font encore partie des livres les plus vendus sur Internet, alors qu'ils ont été publiés il y a deux ans !

La télévision anglaise n'est pas en reste. La BBC a en effet produit une série d'émissions intitulées *Les Grands Ratés du XX^e siècle*, portant cette fois non sur des individus mais sur des événements. Cette même chaîne ayant également réalisé *100 Greatest Britons*, un palmarès des cent plus grands Britanniques de l'histoire, sa concurrente, Channel Four, en réaction à cet excès d'autosatisfaction, produisit aussitôt le hit-parade des cent Britanniques les plus mauvais et les plus détestés : *100 Worst Britons we love to hate*. Curieusement, sept sélectionnés du classement des cent meilleurs sur la BBC se retrouvèrent aussi dans le classement des cent plus mauvais sur Channel Four ! Comme quoi, nul n'est prophète en son pays !

Enfin, rappelons pour l'anecdote que l'adaptation française de l'émission des 100 personnalités les plus aimées, diffusée en 2005, plaçait en tête le général de Gaulle suivi de Louis Pasteur, de l'abbé Pierre, de Marie Curie et Coluche, de Victor Hugo, Bourvil, Molière, Jacques Cousteau et Édith Piaf. Conséquence logique de notre incapacité à assumer nos ratages, aucune chaîne française, depuis la diffusion de ce palmarès, n'a pris l'initiative de copier Channel Four en consacrant une émission aux « Cent Français les plus mauvais ».

Finalement, à force de recherches laborieuses, j'entrevis une lueur d'espoir. En feuilletant un vieux numéro d'*Historia*, je trouvai une référence à un certain *Livre des bides* publié aux éditions du Cygne en 1982. *Historia* en reprenait l'anecdote suivante : la guerre de 1914-1918 étant sur le point de prendre fin, un certain Henri Deledicq (1897-1985), attaché au quartier général français, fut affecté le 7 novembre 1918 au fameux wagon de Rethondes, où devait être signé

l'armistice. Le récit se poursuit ainsi : « Sous la dictée du maréchal Foch, il tapa fébrilement les mots historiques qui signifiaient la paix dans le monde. Mais il avait, dans son émoi bien compréhensible, placé les carbones à l'envers, si bien que tous les doubles s'avérèrent illisibles, sauf à l'aide d'un miroir [...]. Dix minutes plus tard, original et doubles étaient signés par les grands chefs de guerre dont aucun ne prit la peine de relire le document [...]. Le maréchal Foch s'aperçut beaucoup plus tard que la guerre s'était achevée en volapük. »

En cherchant à en savoir plus sur Deledicq, j'appris que ce grand émotif devint après la guerre négociant en vins à Valenciennes et qu'il dut à sa longévité (il disparut à quatre-vingt-huit ans en 1985) d'être le dernier témoin oculaire de la signature de l'armistice à Rethondes. Belle histoire et intéressant candidat au titre de nul que ce monsieur Deledicq : des circonstances grandioses, un grouillot inconnu au bataillon et une bourde monumentale concernant l'un des documents les plus importants de l'histoire du monde moderne !

Emoustillée par cette anecdote prometteuse, je cherchai à me procurer ce très confidentiel *Livre des bides*, non d'ailleurs sans difficulté, car, à Paris, seule la réserve centrale des bibliothèques municipales en possédait un exemplaire. Lorsque enfin je l'eus en mains, je découvris avec consternation qu'il s'agissait non pas d'un livre français, mais de la traduction, illustrée par des dessinateurs comme Gotlib, Tardi, Cabu ou Bretécher, de *The Book of Heroic Failures*, ouvrage publié en 1979 par un nommé Stephen Pile, sujet de Sa Très Gracieuse Majesté britannique. Je m'y plongeai néanmoins fébrilement.

Dès l'introduction, l'auteur donne le ton. Il écrit : « Le succès est très surestimé en dépit de l'évidence quotidienne que le véritable génie humain réside au contraire à l'opposé. » Selon lui, il faut donc d'urgence revaloriser l'échec : « L'espèce humaine perd un temps considérable à se vanter des choses qu'elle réussit, alors que ces infimes touffes d'herbes sont entourées d'immenses champs d'incapacité qui sont beaucoup plus intéressants. » Enfin, il conclut : « J'aimerais remercier tous ceux qui se sont aimablement déclarés les plus mauvais dans leur domaine. Tous ceux qui ont aimablement dénoncé d'autres personnes. »

Dès 1976, Stephen Pile créait une association dont les membres, sélectionnés dans tous les domaines de l'incompétence, donnaient régulièrement des démonstrations publiques de toutes les choses qu'ils ne savaient pas faire, organisant notamment des soirées musicales au cours desquelles ils jouaient d'instruments qu'ils n'avaient jamais

pratiqués « jusqu'à accablement total » de leurs auditeurs et d'eux-mêmes ! En 1977, ils organisèrent dans un vieux hangar de l'armée de terre le Salon des incompetents, exposition unique d'« art appauvri », à l'occasion de laquelle leur attachée de presse n'envoya qu'un unique communiqué à un magazine... d'ornithologie ! Cette exposition désastreuse fut suivie du récit mortellement ennuyeux par l'un des membres de l'association de ses vacances ratées au Groenland. Une assemblée générale catastrophique et donc parfaitement conforme aux statuts de l'association.

Publié deux ans plus tard, *The Book of Heroic Failures* remporta un incroyable succès outre-Manche. Il fit même l'objet d'un second tome, *The Return*, comportant cet avertissement au lecteur qui se passe de commentaire. : *The runaway success of The Book of Heroic Failures was a severe embarrassment to its author !*

Pour grisante qu'elle fût, la lecture du livre des « bides anglais » confirmait cependant mon inquiétude : de notre côté de la Manche, la recherche du Nul allait manifestement tourner à la quête du Saint-Graal ! Cette capacité d'autodérision dans laquelle excellent les Britanniques nous ferait-elle totalement défaut à nous Français ? Comment une nation considère-t-elle et « digère-t-elle » ses défaites ? Assume-t-elle ou refoule-t-elle plus ou moins consciemment ses « zhéros » ? N'est-ce pas là un vrai sujet qui mériterait qu'un universitaire lui consacre quelques années d'études ? Sans doute, mais tel n'est pas l'objet du présent livre qui ne prétend ni à l'exhaustivité ni à l'édification des foules, mais à leur divertissement par l'évocation de ces « seconds rôles » qui firent des vagues plus qu'ils ne bouleversèrent notre histoire en profondeur.

Dans les pages qui suivent, je m'en vais donc proposer au lecteur ma sélection personnelle, mon propre « best of » des grands *losers* de l'histoire de France, un pot-pourri dont certains noms lui seront familiers et d'autres parfaitement inconnus.

À l'exception d'un seul individu, ce florilège de « mauvais » ne comportera que des Français, ce qui est bien la moindre des choses : épingler les nuls de nos voisins quand nous-mêmes sommes si chatouilleux sur les nôtres serait parfaitement mesquin. À chacun ses moutons noirs et ses boucs émissaires ! Ainsi, s'il est vrai que le malheureux Deledicq évoqué dans *Historia* était français, sa bourde avec le papier carbone concerna tous les belligérants de la guerre de 1914 ; sa mésaventure mise à part, tous les exemples d'« antiexploits »

répertoriés dans le livre des bides sont britanniques, voire très exceptionnellement américains. Il faut sur ce point rendre un hommage appuyé au fair-play de Stephen Pile !

Enfin, il est évident que cette sélection fera l'objet de critiques, que certains des noms retenus feront pousser des cris d'orfraie. Peut-être même se trouvera-t-il quelques descendants de nuls, dont j'aurais omis de signaler l'existence, pour revendiquer l'insigne déshonneur pour leur aïeul de figurer dans ces pages ? L'avenir le dira. Pour l'heure, afin de parer à toute contestation, tentons de définir au plus près ce que nous entendons par nullité historique.

Pourront à notre sens être considérés comme « zhéros » de l'histoire de France :

- Les hommes providentiels qui décurent tous les espoirs par faiblesse, bêtise ou lâcheté.

- Ceux qui ne furent pas à la hauteur de leur mission ou déclenchèrent des catastrophes par leur incompétence.

- Les boucs émissaires de nos défaites militaires, que leur responsabilité soit fondée ou pas.

- Des individus qui, eux-mêmes assez peu doués, eurent le pouvoir de nuire à de vrais génies.

- Ceux qui reçurent dans leur berceau un capital exceptionnel qu'ils dilapidèrent ; ces malheureux « fils de » que l'on jugea d'autant plus « nuls » qu'ils étaient les rejetons de grands hommes.

Tous seront désignés sous le vocable de « zhéros », terme dont nous croyons qu'il est beaucoup moins désobligeant que celui de « nuls », et plus conforme à la réalité de ces personnages, qui la plupart du temps furent à la fois « héros » et « zéros », ayant souvent connu les feux de la rampe avant d'être voués aux gémonies. La Rochefoucauld en exprima l'idée dans un aphorisme frappé au coin du bon sens : « Il y a des héros en mal comme en bien. »

Entendons-nous bien : il n'est pas question de les accabler, l'histoire s'en est déjà chargée ! Ne soyons pas négatifs : un zhéro est un nul, pas un moins que rien ! Au demeurant, disons-le tout de go, « mes » zhéros, je les aime. Je ressens pour eux sinon de l'estime, en tous cas de l'affection. C'est d'ailleurs pourquoi j'ai souhaité leur consacrer ce livre.

Ultime précision : mes investigations ne franchiront pas le cap du XX^e siècle. Je m'en explique. Lorsque j'ai demandé autour de moi

l'avis de proches et d'autres historiens sur les grands nuls de notre histoire, des noms revenaient régulièrement, comme ceux de généraux de la guerre de 1914-1918, (en particulier celui du général Nivelle, dont la désastreuse offensive fit des dizaines de milliers de morts), et ceux de généraux de la guerre de 1940, (comme Gamelin et Weygand), voire celui du maréchal Pétain. Mais les personnages en question sont bien trop proches de nous, leur entêtement, leurs erreurs ou leur incompétence ont coûté trop cher en vies humaines et leurs noms sont associés à des souvenirs trop douloureux encore. La déculottée de la chevalerie française à Crécy en 1346 peut prêter à sourire, pas le Chemin des Dames ! Voilà pourquoi, révisant à la baisse son ambition initiale de balayer la nullité historique de Vercingétorix à nos jours, ce livre effectuera finalement un rapide survol de la nullité de Vercingétorix à 1899 !

Nous passerons donc en revue les « zhéros pointés », c'est-à-dire ceux dont les noms sont revenus le plus souvent à la question : « Quels sont les grands nuls de l'histoire de France ? » Certains d'entre eux, que nous qualifierons de « faux nuls », n'ont rien à faire dans notre palmarès et, pour ne pas avoir été aussi mauvais qu'ils l'auraient pu ou voulu, en seront impitoyablement exclus ! Nous nous pencherons ensuite sur nos marins d'eau douce, dits aussi « zhér'eaux de mer », ainsi que sur toute une série de piteux militaires réunis sous l'intitulé de « zhéros zhéros 7 ». Enfin, nous évoquerons quelques « doubles zhéros » qui, vivant dans l'ombre d'un génie, lui nuisirent par tous les moyens.

Au terme de cette immersion dans notre médiocrité nationale, quel sera le fleuron de notre collection ? Qui donc marchera en tête de ce calamiteux cortège, tête basse et corde au cou ? Quel malheureux individu concentrera sur ses frêles épaules le poids de la nullité absolue ? Cet individu existe, nous l'avons débusqué, tapi quelque part dans les replis de notre histoire. Vous le connaissez déjà sans le connaître. Et vous savez quoi ? Il était vraiment nul, mais de l'avis de tous ceux qui l'ont connu, c'était un très brave homme !

I

Pot-pourri de zhéros pointés et de faux nuls

Dans notre société malade de succès, les exploits les plus ratés sont difficiles à découvrir.

Stephen Pile.

Dès que m'est venue l'idée de ce livre, je me suis mise à rechercher nos zhéros nationaux dans des manuels d'histoire et à interroger tous les passionnés d'histoire de mon entourage. Qui, selon eux, étaient nos grands nuls ? À chaque fois, j'observai la même réaction chez mes interlocuteurs : ils soupiraient, levaient les yeux au ciel, manifestement accablés par la perspective d'avoir à dénombrer une telle multitude de ratés ! Mais que je leur demande de n'en citer qu'un seul et alors le silence s'installait. De toute évidence, personne ne tenait à prendre la responsabilité de faire peser sur un unique individu le poids de la médiocrité nationale. Passé ce court moment de gêne, les conversations sur nos zhéros historiques prirent un caractère enflammé pour ne pas dire agressif.

« Van Gogh », disait l'un, « un nul, mort dans la misère sans avoir jamais vendu un seul tableau de son vivant ! », « Certainement pas ! répondait un autre, misère ou pas, c'était un génie ! ».

« Raymond Poulidor ? Un super zhéro, qui fut incapable de finir premier du Tour de France une seule fois dans sa vie ! », « Faux ! Ce fut un grand coureur cycliste, adoré de nos compatriotes ».

« Philippe, duc d'Anjou, frère de Louis XIV, dit aussi « Monsieur frère du roi » ? Un insignifiant cadet élevé pour rester un médiocre qui ne porterait jamais ombrage à son aîné le Roi-Soleil », « Mais pas du tout ! Non seulement il fut un esthète et un grand mécène, mais il remporta une victoire militaire si glorieuse contre Guillaume d'Orange en 1677 que son jaloux de frère le priva définitivement de tout commandement ! ».

« Le cardinal de Rohan ? Pas si nul que cela, malgré l'affaire du Collier », me déclarèrent les historiennes Evelyne Lever et Anne Muratori-Philip ; en revanche, « le comte de Chambord, lui, fut un vrai zhéro ». Que devais-je penser de ces affirmations, alors même qu'un autre historien venait de m'exposer la proposition inverse : le cardinal de Rohan nul et Chambord, virtuel Henri V, faux médiocre ?

Ces discussions prirent parfois un tour surréaliste, mes interlocuteurs prétendant faire figurer dans cette liste de zhéros à peu près n'importe qui et rassemblant dans un même panier Brutus, Marie Stuart, Madame de Montpensier et Fouquier-Tinville, Oscar Wilde, François Xavier Mozart, fils de Wolfgang, le capitaine Jean-Baptiste Marchand, contraint de céder aux Britanniques, à la grande honte de la France, la place forte de Fachoda au Soudan, et Bruce Ismay, armateur du *Titanic* !

C'en était trop ! Ouverte à toutes les propositions, je refusais

cependant que l'on galvaudât le noble titre de grand zhéro de l'Histoire de France. Ce qualificatif ne pouvait pas être donné à tout le monde. Il concernait exclusivement une élite « démeritante » dont les représentants devaient remplir certains critères : être français, jouir d'une notoriété minimum pour eux-mêmes ou pour les fiascos auxquels ils avaient été associés, et réaliser un certain consensus autour de leur nom.

Voilà pourquoi le chapitre qui suit aura pour objet d'opérer un premier tri parmi les personnages historiques les plus cités, en excluant notamment ceux qui, offrant pourtant toutes les aptitudes à la médiocrité et à l'échec, ne pourront finalement figurer dans notre palmarès en raison de leur fragilité mentale. Ils seront en quelque sorte les « réformés psychiatriques » de notre conscription ! Effectuer ce premier tri nous permettra de ne conserver que les candidats les plus sérieux au zhéroïsme.

1.

Zhéros pointés

Premier personnage historique par ordre chronologique d'apparition : Vercingétorix ! Bien qu'il figure dans le classement 2005 des cent plus grands Français – à la 80^e place, entre Raimu et Poulidor ! –, il a cependant été cité comme zhéro pour avoir échoué dans sa tentative de bouter les Romains hors de Gaule. Puisqu'il a été mis sur la sellette, nous allons l'évoquer brièvement, mais disons-le dès à présent, nous considérons que le chef gaulois n'a pas sa place dans notre palmarès.

En effet, tout ce que nous connaissons de lui nous a été transmis par des auteurs romains, comme Strabon et Plutarque, mais aussi et surtout par César dans *La Guerre des Gaules*, récit de propagande destiné à servir la gloire de son auteur auprès du Sénat. En aucun cas César ne pouvait donner l'impression qu'il avait passé des années à crapahuter dans les plaines gauloises avec ses légions pour y combattre contre des nuls ! Pour se valoriser, il lui fallait valoriser ses ennemis. C'est pourquoi Vercingétorix devait forcément apparaître comme le plus intelligent et le plus intrépide des chefs gaulois. D'ailleurs, racontant sa reddition à Alésia, César lui fait dire : « Toi le plus valeureux des hommes, tu as vaincu un valeureux ! » On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même ! Cela étant, même si César a embelli la réalité, c'est indéniablement avec Vercingétorix que la Gaule se dota pour la première fois d'un chef unique qui tenta de la faire échapper à son destin de satellite romain. De plus, le nom même de Vercingétorix signifie « le très grand roi des guerriers », ce qui indique que, manipulation de César ou pas, son propre camp le tenait en haute considération. Malheureusement, le vainqueur de Gergovie est mort bien trop jeune, âgé d'à peine plus de trente ans vers – 46 pour avoir pu donner toute la mesure de son talent ou de sa médiocrité. Nous excluons donc Vercingétorix de notre palmarès de zhéros pour fiabilité insuffisante des informations le concernant.

Après lui, les premiers zhéros évoqués par mes interlocuteurs furent, chronologiquement, le roi Dagobert et les fameux « rois fainéants » dont chacun de nous a entendu parler dans sa jeunesse mais ignore à peu près tout. Et pour cause, les souverains rassemblés sous ce qualificatif peu flatteur forment une cohorte informe de bons à

rien mérovingiens dont la mémoire populaire a retenu qu'ils passaient leurs journées vautrés dans des chars à bœufs, tandis que d'énigmatiques « maires du palais », considérés comme les plus hauts dignitaires après les rois, exerçaient le pouvoir à leur place. À quelques exceptions près, les rois mérovingiens « sont des brutes ou des incapables, des sadiques ou des débauchés », confirme l'historien Marcel Brion dans son livre *De César à Charlemagne*.

Dans le chaos dantesque où se prélassèrent ces ectoplasmes, non seulement les zhéros se ramassaient à la pelle, mais il n'y avait pour ainsi dire que cela ! Clovis II, Sigebert III, Dagobert II, Childéric II, Thierry III, Childebert III, Clovis III, Dagobert III, Chilpéric II, Clotaire IV, Thierry IV... J'en passe et des pires, dans une liste de ratés dont l'énumération, pour exaltante qu'elle soit, finirait presque par donner le tournis. Qui furent-ils ? Que firent-ils ? Rien ! N'est-ce pas là précisément la définition même du zéro ? Certes le propagandiste Éginhard a largement contribué à entretenir la mauvaise réputation de ces rois fainéants pour légitimer l'éviction de leur dynastie et son remplacement par la dynastie suivante des Carolingiens. Mais oser prétendre, ainsi qu'il le fait avec aplomb, que toutes ces chiffes molles passaient leur vie à somnoler dans des chariots est assez injuste quand on considère le temps et l'énergie qu'ils consacrèrent également à assassiner les membres de leur famille.

Toujours selon Marcel Brion, leur siècle fut « une interminable suite d'atrocités, exécutées souvent avec des raffinements de perversité et de cruauté abominables ». À cette époque, il est rarissime qu'un prince meure de sa belle mort dans son lit et « ceux qui ne sont pas assassinés se suicident parfois pour échapper aux tortures dont ils sont menacés ».

Dans cette longue liste de souverains médiocres et cruels, l'écrivain Patrick Rambaud, que je questionnai sur l'identité de nos zhéros, me suggéra de chercher à en savoir plus sur les maris de Frédégonde et Brunehaut. « Pour que l'histoire ait conservé le nom de deux femmes, à une époque où elles ne comptaient guère, et effacé ceux de leurs maris, c'est que ces messieurs devaient être de sacrés bras cassés ! » me dit-il.

Les époux de Frédégonde et Brunehaut ? Pour ma part, je n'avais pas la moindre idée de leurs noms ! L'un comme l'autre devaient pourtant être rois ? Vérification faite, ces deux ectoplasmes, petits-fils de Clovis, étaient frères et avaient pour noms Chilpéric, roi de Neustrie, marié à sa servante Frédégonde et Sigebert, roi d'Austrasie, marié lui à Brunehaut, fille du roi des Wisigoths. On ne sait pas grand-

chose d'eux sinon que ces deux sauvages se détestaient cordialement. Frédégonde, elle, fut dévorée d'ambition. Elle pouvait se montrer cruelle et d'autant plus furieuse contre ses ennemis qu'elle était complexée de n'être qu'une servante alors que sa belle-sœur Brunehaut était princesse. « Frédégonde est peut-être la plus terrible figure de ce temps-là. [...] Elle a chargé sa conscience de plus de meurtres que n'en ont commis les autres souverains mérovingiens [...]. Par contraste, Brunehaut fait presque figure de douce victime. Elle aussi eut sa bonne part de crimes et d'atrocités, mais elle avait le génie d'une grande femme d'État(4). »

En gros, ces petites dames furent deux barbares qui portèrent chacune la culotte dans leur ménage ! Même si l'on se contente d'une version très édulcorée du tableau de chasse de Frédégonde, on reste pantois devant un tel déchaînement de violence et de haine. Jugez plutôt : après avoir convaincu son royal concubin Chilpéric de répudier sa première femme légitime, Audovère, Frédégonde le persuada de se débarrasser également de la seconde, Galswinthe, sœur de Brunehaut, retrouvée morte dans son lit. Pour venger sa sœur, Brunehaut incita son mari à entrer en guerre contre son frère ; mais avant que celui-ci n'ait eu le temps de dire ouf, Frédégonde l'avait déjà fait assassiner par ses sicaires à coups de poignards empoisonnés ; dans la foulée, elle fit supprimer les enfants que son mari avait eus avec Audovère. Ensuite, elle fit abattre son propre mari par Landry, maire du palais devenu son amant. Vous suivez toujours ? Après quoi, elle fit occire l'évêque de Rouen, assassiner sa propre fille, tuer « au cas où » l'un des fils de Brunehaut et poussa au suicide son propre beau-fils, Mérovée, parce que celui-ci avait eu le malheur d'épouser Brunehaut sans lui demander son avis ! Est-il besoin de préciser que la délicieuse Frédégonde mourut tranquillement dans son lit en 597, au terme d'une longue existence employée à occire ses prochains ? Quant à Brunehaut, elle fut mise à mort dans des conditions tout à fait atroces par Clotaire, dernier fils de son inexpugnable rivale. Attachée par les cheveux, un bras et une jambe à la queue d'un cheval sauvage, après avoir été exposée nue sur le dos d'un chameau, sa dépouille informe, réduite en lambeaux, fut brûlée et dispersée aux quatre vents.

Après une description aussi bucolique des réunions familiales chez les Mérovingiens, nos lecteurs s'attendent certainement à ce que nous décernions aux deux méchants mous dont nous venons de signaler l'inexistence, le titre de « zhéros de l'histoire de France » ? Que nenni ! Et ce, pour la simple raison que nous ne recherchons pas dans ce livre des inconnus ayant appartenu à des groupes de ratés ou des communautés de nuls, mais uniquement des individualités. Or, leurs

prénoms et leurs numéros mis à part, nous ne savons quasiment rien de Sigebert et Chilpéric et de leurs inconsistants confrères et successeurs ! Ils peuvent donc figurer dans un classement des zhéros par équipes, mais en aucun cas dans notre classement individuel.

À la suite de cette succession de spectres, c'est le nom de l'un des petits-fils de Frédégonde qui revint le plus souvent dans les zhéros proposés : le « bon roi Dagobert ». Sans doute tenait-il davantage de son grand-père Chilpéric que de sa grand-mère, pour avoir laissé depuis des siècles dans notre mémoire collective la réputation d'un benêt, incapable de s'habiller convenablement. Pourquoi Dagobert marqua-t-il à ce point les esprits, alors qu'il régna seulement dix ans contre quarante-cinq ans pour son père ? Est-ce parce que, ayant exercé moins longtemps le pouvoir, il n'eut pas le temps de décimer l'intégralité de son entourage, ou bien parce qu'il fut un inoffensif idiot ? Le bon roi Dagobert, bon candidat zhéro ?

Par chance, la vie de Dagobert nous est assez bien connue grâce à Frédégaire, qui écrivit la chronique de son règne vingt ans après sa mort. Dès son accession au trône, vers 629, ce brave Dagobert poursuit la tradition mérovingienne du « dézingage familial » en faisant assassiner son frère Charibert. Obsédé sexuel sur les bords – dès l'âge de douze ans il viole une bergère au pied de la butte Montmartre –, il sera polygame, spécialiste de la répudiation éclair. Il aura cinq épouses, dont certaines simultanément : Gamatrude, qu'il épouse à quinze ans pour la répudier à trente, Nanthilde, Raintrude, Vulfégonde et Berthilde. Dieu merci, Dagobert compense ses vices par de précieuses qualités politiques et consacre son règne à restaurer l'unité du peuple franc et à le sauver du chaos. Il est vrai qu'il montrera une indéniable perspicacité, notamment dans le choix de ses subordonnés, puisque le principal d'entre eux fut considéré comme un saint par la voix populaire ; il s'agit bien sûr du « bon saint Éloi », maître royal des monnaies, devenu évêque de Noyon. Mais de temps à autre, le sang de sa grand-mère Frédégonde reprend le dessus : en 631, il fait égorger neuf mille Bulgares qui, fuyant le peuple des Avars, lui avaient demandé asile. Une autre fois, pour mater une révolte, il fait décapiter tous les Saxons dont la taille dépasse celle de son épée. Voilà ce qu'à l'époque mérovingienne on appelle un roi juste et sage ! Il est vrai que, succédant à des souverains dont la bestialité le disputait à l'inconsistance, il n'eut pas grand mal à passer pour un ange de douceur et de modération.

Reste une question essentielle : Dagobert était-il aussi bête et tête en l'air que le laisse entendre la chanson ? Pour l'historien Laurent Theis, « ce nerveux, cet agité, cet insomniaque était d'une étourderie incroyable ; cuirassé, il prend sa canne au lieu de sa lance ; raccompagnant un noble visiteur, il met son bonnet sur son diadème ; cet inguérrissable dysentérique a plus d'une fois remis sa culotte à l'envers (5) ». Cette fameuse histoire de culotte serait donc liée aux troubles gastriques dont souffrait Dagobert ? C'est fort possible puisque, toujours selon Frédégaire, il serait mort d'un « flux de ventre ». Quoi qu'il en soit, avec Dagobert, mort le 19 janvier 639 à l'âge de trente-six ans, disparaît le dernier des grands rois mérovingiens.

Après lui, la dynastie s'effondre. Les douze rois qui lui succéderont ne régneront que de nom tandis que reprendront de plus belle crimes, rivalités, guerres civiles et assassinats. Dans la longue nuit de la barbarie mérovingienne, il n'est donc pas si étonnant que son règne ait été considéré comme une « parenthèse enchantée » !

Conclusion : Dagobert est le seul souverain mérovingien qui sortît un peu du lot et s'il mit sa culotte à l'envers, ce fut tout autant par étourderie que par suite de problèmes intestinaux. À exclure par conséquent de notre palmarès de zhéros.

Après toute une smalah de Mérovingiens aux patronymes à coucher dehors, nos investigations nous réservent quelques surprises d'ordre chronologique, puisque à la suite de Vercingétorix, du roi Dagobert et des rois fainéants, furent mentionnés Charles VII, Charles IX et Louis XVI. Chacun d'eux a été cité pour des raisons bien particulières que nous nous contenterons d'évoquer ici brièvement.

Charles VII (1403-1461) a été mis en cause pour avoir laissé tomber Jeanne d'Arc à qui il devait sa couronne. Il était ce « gentil dauphin » un peu falot que Jeanne la Pucelle identifia à Chinon bien qu'il se soit déguisé en courtisan et qu'elle conduisit se faire sacrer à Reims après avoir libéré Orléans des Anglais. Ceux qui tiennent Charles VII pour un zhéro lui reprochent d'avoir abandonné Jeanne qui s'obstinait à guerroyer contre les Anglais. Jeanne prisonnière, Charles VII ne leva pas le petit doigt pour tenter de la sauver, se rendant ainsi indirectement complice de sa mort.

Charles IX (1550-1574) a été cité comme principal responsable de la Saint-Barthélemy. On lui reproche d'avoir préféré les plaisirs de la

chasse aux responsabilités du pouvoir, au moment crucial de notre histoire où couvaient les guerres de Religion. Le jour même de la Saint-Barthélemy, le 24 août 1572, il eut une crise de folie furieuse et, emporté par l'ivresse du meurtre, il tira à l'arquebuse depuis sa fenêtre sur les fuyards, avant de sombrer dans une longue prostration. Ce fait a été rapporté aussi bien par Brantôme que par Goulard dans *L'Estant de la France* et par Agrippa d'Aubigné, témoin oculaire de la Saint-Barthélémy, dans *Les Tragiques*. Charles IX était un habitué de ce genre de crises : son plus grand plaisir était de trancher à la hache la tête des cochons et des ânes qu'il croisait sur son chemin et d'étrangler les oiseaux. Selon Philippe Erlanger, « il souffre d'un déséquilibre qui se traduit par des crises de rage frénétiques, une propension aux jeux sadiques et le goût du sang. À la chasse, il n'emploie guère les armes à feu, pour le plaisir d'enfoncer son couteau dans une chair vivante ». À la mort de son chien préféré, il fit corroyer sa peau pour s'en faire faire des gants ! Sans entrer davantage dans les détails de sa brève existence, disons pour faire vite que le règne de ce roi faible et cruel fut dominé à la fois par la terreur et... par sa mère !

Un contemporain de Charles IX me fut également signalé comme zhéro potentiel par l'écrivain Martin Monestier. Une galerie de portraits de piteux militaires ne pouvait, selon lui, se passer de Concino Concini (1575-1617), aventurier italien, favori de Marie de Médicis dont il avait épousé la sœur de lait, Leonora Dori, dite la Galigai. Il me fallait mentionner Concini non pas tant parce que cet intrigant prétentieux et arrogant avait présidé aux destinées du royaume de France, dont il avait pillé le Trésor sans vergogne à son propre bénéfice, mais parce que ne sachant plus quel titre honorifique lui attribuer, Marie de Médicis, veuve d'Henri IV et régente, l'avait fait maréchal de France alors qu'il n'avait jamais tiré l'épée de sa vie et encore moins mis les pieds sur un champ de bataille ! En son temps, ce maréchal à la noix aurait figuré sans l'ombre d'un doute en tête de liste des Français les plus détestés si l'on s'était avisé d'interroger l'opinion publique à ce sujet ! Le peuple de Paris lui fit d'ailleurs payer ses abus. Après son assassinat le 24 avril 1617 dans la cour du Louvre par un fidèle du jeune Louis XIII, son cadavre fut exhumé, lapidé, bastonné, dépecé puis pendu par les pieds sur une potence que lui-même avait fait élever sur le Pont-Neuf. Seul problème : même si la France fut le théâtre de ses méfaits, Concini était italien ; or ce livre ne s'intéresse qu'aux zhéros français. Concini est donc à exclure lui aussi de notre sélection !

Quant à Louis XVI, aucun roi de France n'a été autant vilipendé, critiqué, caricaturé. Que n'a-t-on dit sur son compte ? Décrit comme un souverain obèse, mou, apathique, velléitaire, s'intéressant davantage à l'horlogerie qu'au sort de son royaume, cédant au moindre caprice de son épouse dispendieuse tandis que son peuple mourait de faim. Dissimulateur, capable de colères violentes, voire, enfant, de sadisme envers les animaux. Pour apporter la preuve de son incapacité à percevoir la colère du peuple, on produisit son journal, dans lequel il avait écrit à la date du 14 juillet 1789 : « Rien ! » comme si rien ne s'était passé de la journée. Il faut dire qu'il s'agissait en fait de son journal de chasse et qu'il souhaitait simplement indiquer qu'il n'avait rien pris ce jour-là.

Louis XVI aura vraiment eu droit à tout ! L'historien Claude Manceron a même été jusqu'à défendre la thèse selon laquelle il fut inapte à gouverner, parce qu'il n'avait pas une goutte de sang français dans les veines : « Ce jeune Allemand tombé en effet par accident sur le trône du plus beau royaume du monde n'a pas un dixième de sang français dans les veines. Sa mère était saxonne [...], sa grand-mère polonaise, ses aïeules paternelles, si l'on continue à remonter, piémontaise, bavarroise, autrichienne, encore autrichienne, avant d'aboutir à Marie, dépositaire du sang pourri des derniers Médicis. Si l'on voulait absolument le rattacher à l'un des troncs généalogiques des familles régnantes, il serait beaucoup plus Habsbourg que Bourbon. » Louis XVI, gros roi nul pas de chez nous ? La thèse est osée ! Comme tout ce qui est excessif est insignifiant, on est revenu ces dernières années sur cette vision caricaturale de Louis XVI. Les biographies les plus récentes, en particulier celles de Jean-Pierre Poirier et de Jean-Christian Petitfils, ont contribué à réhabiliter un roi maltraité par l'histoire, en soulignant sa curiosité d'esprit, sa culture, mais surtout sa droiture, sa simplicité et sa bonté. Il n'est que de lire son testament pour s'émouvoir de la noblesse de cœur de l'infortuné monarque, mais aussi du courage et de la résignation avec lesquels il accepta son sort. Louis XVI, comme Marie-Antoinette, ou Marie Stuart, nommés par notre panel, se sont au moins partiellement rachetés aux yeux de la postérité par la bravoure et la dignité dont ils firent preuve dans leurs derniers instants. Cela étant, au même titre que les différents souverains évoqués avant eux, ils sont trop célèbres – alors que nous recherchons plutôt les seconds couteaux de l'histoire – et sont par ailleurs totalement dépourvus de la part de ridicule et de tragi-comique qui s'attache aux vrais zhéros. Ils seront donc également exclus de notre recensement final.

Serons-nous plus heureux avec le candidat suivant, l'éphémère

Henri V dont le nom a été cité à de nombreuses reprises ? À mi-chemin entre héros malheureux et zhéro absolu, Henri V, duc de Bordeaux, mieux connu sous le nom de comte de Chambord, nous semble un candidat au zhéroïsme particulièrement original. Par son intransigeance, il fit échouer la dernière tentative de restauration monarchique de notre histoire, de sorte qu'il est considéré aussi bien par ses partisans, qui s'en affligent, que par ses détracteurs, qui s'en félicitent, comme le sauveur de la République ! Tout comme le maréchal Grouchy, le général Boulanger et bien d'autres personnages qui seront évoqués dans les pages qui viennent, il présente par ailleurs à nos yeux deux des principales qualités requises pour être un grand zhéro de l'histoire de France : l'indécision et l'obstination !

Aussi inattendu que cela puisse paraître, entre 1883, année de sa mort, et le début des années 1930, près de soixante-dix biographies lui furent consacrées, soit à peine moins qu'à Napoléon, Louis XIV ou Jeanne d'Arc durant la même période. Mais dans les années qui suivirent, la cause royaliste fut accaparée par la très orléaniste Action française, de sorte que Chambord, qui, lui, était un Bourbon, fut oublié et catalogué comme ce *loser* auquel on avait offert le trône de France sur un plateau d'argent, mais qui n'en avait pas voulu. Qui se souvient aujourd'hui de ce triste sire ?

D'abord, qui était-il au juste ? Force est de reconnaître que son existence fut marquée par un certain nombre de drames qui doivent être évoqués comme autant de circonstances atténuantes, susceptibles d'influencer dans un sens ou dans l'autre sa qualification comme zhéro, à commencer par l'assassinat de son père, suivi des années d'exil, d'un mariage malheureux, de l'absence d'enfant, et même de la chute de cheval qui le laissa boiteux.

La mort de son père d'abord. Le 14 février 1820, Charles Ferdinand de Bourbon, duc de Berry, fils de Charles X et futur héritier de la couronne de France, est assassiné par Louvel, un fanatique bonapartiste. Or c'est sur lui que reposaient tous les espoirs de la monarchie, son oncle Louis XVIII n'ayant pas de descendance et son unique frère, le duc d'Angoulême, notoirement impuissant, n'ayant aucune chance d'en avoir. Heureusement, si l'on peut dire compte tenu des circonstances, l'épouse du duc est enceinte d'un peu plus de deux mois lorsque son mari est assassiné. Sans la naissance providentielle, le 29 septembre 1820, d'Henri, fils posthume du duc de Berry, qualifié d'« enfant du miracle », c'en eût été fini de la branche aînée des Bourbons. Cet enfant devient en naissant « le rejeton le plus titré d'Europe », selon la formule de Pierre Miquel : il descend en droite ligne d'Hugues Capet par son père et de François I^{er} par sa mère. Louis XVIII fait saluer sa naissance à coups de canon, tandis que

les royalistes de France lancent une souscription nationale pour lui offrir le château de Chambord dont il tiendra titre et revenus, mais où, de sa vie entière, il ne passera en tout et pour tout que deux nuits ! En effet, à la suite des journées révolutionnaires de juillet 1830, les fameuses Trois Glorieuses, qui font de Louis-Philippe d'Orléans le « roi des Français » et non plus le « roi de France », le jeune Chambord et sa famille sont contraints à l'exil.

Le roi Charles X abdique en faveur de son fils, le duc d'Angoulême, qui, après avoir régné durant trois quarts d'heure sous le nom de Louis XIX – ce qui fit de son règne l'un des plus courts de toute notre histoire ! –, abdique à son tour en faveur de son petit neveu, le tout jeune Chambord. Pourquoi Charles X a-t-il sommé son propre fils d'abdiquer en faveur d'un enfant de dix ans ? Tout simplement parce qu'il pense qu'il est trop marqué par l'Ancien Régime pour pouvoir incarner la nouvelle espérance monarchique.

Voici donc comment le jeune comte de Chambord règne à son tour quelques heures sous le nom d'Henri V, le temps de faire ses bagages et de quitter la France pour l'exil le plus long de toute l'histoire du XIX^e siècle, puisqu'il va durer quarante et un ans ! Durant toutes ces années, la France va expérimenter toutes sortes de régimes politiques, de la monarchie constitutionnelle avec Louis-Philippe, à l'éphémère Deuxième République établie en 1848, puis du Second Empire, de 1852 à 1870, à la Troisième République proclamée au lendemain de la défaite de Sedan contre les Prussiens.

Que ce soit dans les cours européennes qu'il fréquente ou dans sa demeure de Frohsdorf en Autriche, le comte de Chambord ne côtoie pour ainsi dire que des sympathisants qui tous parlent de lui comme du « roi Henri ».

« Pendant bien des années, Frohsdorf fut, pour le commun des mortels, une sorte de tabernacle fermé aux indiscrétions et dont on ne savait rien, sinon qu'y survivait, dans une sorte de majesté brumeuse, le représentant d'un passé oublié (6). »

Dans l'esprit de tous, Henri V, alias Chambord, est ce roi sans royaume dont l'heure viendra. Mais lorsque le moment sera en effet venu de prendre le pouvoir, qu'en fera-t-il ? Entre Charles X, son grand-père, et sa tante, la douloureuse duchesse d'Angoulême, « l'Orpheline du temple », fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette, il est élevé dans l'horreur de la Révolution et la haine de la famille d'Orléans. Il se montre indéfectiblement attaché à une conception révolue – en tout cas en France – de la société et du pouvoir monarchique. Le programme qu'il va passer près de dix-huit ans à concocter est donc très « Ancien Régime ». Cela dit, il faut reconnaître que Chambord eut à la fois le mérite et la particularité d'être le seul et

unique souverain de l'histoire de France à avoir proposé un programme politique à ses futurs sujets !

Alors qu'il a quitté la France depuis plus de quarante ans, une chance unique se présente d'y revenir et d'y voir enfin restaurer la monarchie. La guerre de 1870 ayant balayé l'Empire, les élections de 1871 supervisées par les Prussiens ont porté à la Chambre une écrasante majorité de députés monarchistes. Pour la première fois depuis quarante et un ans, Chambord revient en France. À son arrivée à Paris, le 2 juillet 1871, il se rend à Notre-Dame, l'église de son baptême, pour y dire une prière, se fait ensuite conduire à la Sainte-Chapelle, puis se rend sur son lieu de naissance, le palais des Tuileries, dont il ne reste à présent que des cendres – il a été incendié pendant la Commune. Enfin, il va se recueillir devant la statue d'Henri IV, érigée au beau milieu du Pont-Neuf.

Les partisans du comte de Chambord veulent l'amener doucement à envisager l'établissement d'une monarchie constitutionnelle. Chambord en accepte le principe, mais il ne veut pas d'un régime où le roi n'aurait aucun pouvoir. Quant au drapeau tricolore, qu'on prétend lui faire adopter, il n'en est tout simplement pas question ! C'est viscéral, il ne peut en supporter l'idée ! L'accepter, ce serait se comporter en « roi légitime de la Révolution », en faisant passer la référence au peuple avant l'autorité monarchique. Dans un *Manifeste du drapeau blanc* publié en juillet 1871, Chambord écrit : « Henri V ne peut abandonner le drapeau blanc d'Henri IV. » Ce faisant, il balaie tout espoir d'une restauration rapide. Élu président de la République deux ans plus tard, le 24 mai 1873, Mac-Mahon, vieux maréchal royaliste, est bien décidé à s'effacer si la monarchie est rétablie, ce que souhaite aussi la Chambre des députés. L'accession au trône du comte de Chambord semble donc inévitable et imminente, d'autant plus que le comte de Paris, prétendant au trône de la branche Orléans, s'est rendu à Frohsdorf un mois auparavant pour y rencontrer Chambord et reconnaître sa primauté. Chambord, chef de la branche aînée n'ayant pas d'enfants, le désigne pour successeur. On appellera « fusion monarchique » cette opération qui venait débloquer la situation.

L'affaire était dans le sac ! Tandis que l'on se répartissait les futures charges à la Cour, Paris se préparait pour l'entrée solennelle du roi Henri V. De magnifiques carrosses de gala étaient commandés chez Bender, le meilleur carrossier du moment (l'un de ces véhicules de première main se trouve aujourd'hui encore au château de Chambord), les chevaux destinés au prince et à sa suite porteraient les noms de deux victoires d'Henri IV : « Arques » et « Ivry ». L'industrie

parisienne travaillait à la réalisation de dizaines de milliers de cocardes blanches et d'autant de drapeaux blancs, tandis qu'un commerçant faisait couler quelques centaines de milliers de petits bustes d'Henri V en verre. On poussa même l'enthousiasme et l'optimisme jusqu'à faire frapper des pièces de monnaie à son effigie ! De son côté, le futur roi se fit confectionner un costume royal et commanda un cordon de grand-croix de la Légion d'honneur avec plaque. Tout était fin prêt !

Au cours de l'été 1873, pèlerinages et processions se multiplient dans toute la France pour demander à Dieu le retour du roi. Chacun estime alors que si Chambord fait la moindre concession, la Chambre le proclamera roi sans hésitation. Et comme l'on sent bien que c'est la question du drapeau tricolore qui « coince », on lui fait de nouvelles propositions : un drapeau tricolore parsemé de fleurs de lys ou un drapeau blanc cravaté de tricolore... Alors qu'il ne démord pas de son drapeau blanc, des journaux monarchistes ont le malheur de faire courir le bruit que le futur Henri V pourrait accepter le drapeau tricolore et en changer par la suite, ni vu ni connu, quand son pouvoir serait affermi.

Rendu furieux par cette rumeur colportée par le député Chesnelong, Chambord écrit à ce dernier une lettre ouverte publiée dans le principal journal légitimiste, *L'Union*, le 30 octobre : « On me demande aujourd'hui le sacrifice de mon honneur. Que puis-je répondre sinon que je ne rétracte rien de mes précédentes déclarations [...]. Je ne puis consentir à inaugurer un règne réparateur et fort par un acte de faiblesse. » Il ajoute : « Ma personne n'est rien, mon principe est tout. La France verra la fin de ses épreuves quand elle voudra le comprendre : je suis le pilote nécessaire, le seul capable de conduire le navire au port parce que j'ai mission et autorité pour cela. » Louis XIV ne se serait pas exprimé autrement !

Alors que l'affaire semblait devoir marcher comme sur des roulettes, Chambord remettait tout en cause par son refus de renoncer au drapeau blanc. Comptant sur sa popularité, il tente alors le tout pour le tout : il passe la frontière incognito le 8 novembre, débarque gare de l'Est et se rend à Versailles. Il va se cloîtrer pendant dix jours chez l'un de ses fidèles partisans. En fait, il espère retourner la situation à son avantage en apparaissant à la Chambre au bras de Mac-Mahon pour s'y faire acclamer et reconnaître roi. Il somme Mac-Mahon de venir le voir, mais celui-ci ne veut pas en entendre parler. C'est donc

depuis sa cache versaillaise qu'Henri V apprend que les députés viennent de voter la reconduction du vieux maréchal pour sept ans. D'ici là, pense-t-on, le comte de Chambord sera peut-être mort et l'on aura tout le temps de mettre sur le trône un Orléans qui s'accommodera d'une monarchie parlementaire moderne et auquel le drapeau bleu-blanc-rouge ne donnera pas de vapeurs !

Dépité, Chambord retourne en Autriche le 20 novembre : il ne sera jamais roi ! Au rencart, lui et son carrosse ! Il mourra dix ans plus tard à Frohsdorf et sera enterré à Goritz, aujourd'hui Nova Gorica, en Slovénie. Pour ce qui est de la restauration de la monarchie, les carottes sont cuites : la France est désormais républicaine et pour longtemps !

Finalement, et c'est un comble, le comte de Chambord restera dans l'histoire comme le fondateur de la Troisième République. Du point de vue des monarchistes, ce fut un vrai drame, mais les républicains, eux, peuvent lui tresser des couronnes. Voilà pourquoi Chambord est un cas de zhéro un peu à part : il est à la fois héros et zhéro pour les deux camps : bête noire des républicains, qui cependant lui doivent beaucoup, et héros éphémère des monarchistes, qui le considèrent comme le *loser* psychorigide qui les priva de roi !

À exclure de nos zhéros pour candidature trop controversée !

Faux nuls

Heureux les fêlés car ils laisseront passer la lumière.

Michel Audiard.

Par « faux nuls », nous entendons ceux qui, nous ayant été signalés comme ratés pour tel ou tel motif, ne peuvent cependant être qualifiés de zhéros, en raison des troubles mentaux dont ils souffraient. Cette rubrique concerne un quatuor hétérogène composé d'un souverain du Moyen Âge, de deux généraux du Premier Empire et d'un président de la Troisième République.

Charles VI

Le premier de nos « faux nuls » est le roi Charles VI le Fou (1368-1422), qui régna pendant la guerre de Cent Ans. L'historien médiéviste Bernard Guenée a publié récemment la biographie de cet étrange monarque en se fondant sur les deux précieux témoignages dont on dispose sur les vingt premières années de son règne : ceux de Jean Froissair, mort en 1404, et du religieux de Saint-Denys, Michel Pintoin, mort en 1420.

S'il avait disparu après ses toutes premières années de règne, jamais Charles VI n'aurait figuré dans un livre sur les grands zhéros de l'histoire de France ! Lorsqu'il devient roi à l'âge de douze ans, vers 1380, au lendemain de la mort prématurée de son père, ce sont ses oncles, le duc de Berry et le duc de Bourgogne qui vont exercer le pouvoir à sa place. L'année de ses vingt ans, en 1388, il les limoge et rappelle auprès de lui les vieux serviteurs de son père. Il devient un roi tout à fait honorable. Il est énergique, volontaire, s'entoure de gens compétents et mène une politique brillante. Malheureusement, ce bon début est stoppé net avec la première crise de folie furieuse qui le frappe en 1392. Le 5 août de cette année-là, alors qu'il se rend en

Bretagne à la tête de son armée pour aller venger la tentative d'assassinat, par Jean de Craon, de son vieil ami le connétable Olivier de Clisson, Charles VI devient fou ! À la sortie du Mans, alors qu'il fait une chaleur étouffante et qu'il est trop chaudement vêtu, un homme en haillons l'interpelle soudain en lui hurlant qu'il est trahi. D'abord effrayé, le roi se ressaisit. Mais dans la minute qui suit, le bruit d'une épée ou d'une lance tombant à terre ou heurtant un bouclier le met hors de lui.

Brandissant son épée, il se rue sur son frère Louis, duc d'Orléans, et tente de le tuer. Il le manque de justesse, mais tue au passage quatre autres personnes de son entourage. Bientôt, on le maîtrise : il est exténué, ne reconnaît plus personne et sombre dans l'inconscience. Il reste deux jours dans cet état ; on pense qu'il va mourir : malheureusement pour le royaume de France, il se rétablit ! Quelques mois plus tard, le 28 janvier 1393, se déroule le tristement célèbre « bal des Ardents », au cours duquel Charles VI et quatre de ses amis sont déguisés en satyres. Leurs costumes sont faits de toile enduite de poix et d'étaupe. Louis d'Orléans s'approche de l'un d'eux avec une torche pour tenter de le reconnaître sous son déguisement et voilà que, l'un après l'autre, les satyres prennent feu. Ils se consomment et mettront trois jours à mourir. Charles a été sauvé par sa tante, qui s'est jetée sur lui en l'entourant de son manteau, mais à la suite de cette soirée, le roi, dont la santé mentale était déjà chancelante, fait une terrible rechute.

Les trente années qui suivent ne sont qu'une longue et pénible suite de crises de folie et de rémissions. De la première crise, en 1392, à 1422, année de la mort de Charles VI, Bernard Guenée a comptabilisé une cinquantaine de crises et de rémissions (7).

De quoi souffrait au juste le « pauvre roi fol » ? Que nous dit la médecine moderne ? Certains penchent pour une schizophrénie atypique, d'autres pour une psychose maniaco-dépressive atypique ! De toute façon, on ne pourra jamais donner une définition exacte de sa folie, car on ne dispose évidemment d'aucun témoignage médical : les astrologues, magiciens et autres sorciers qui ont été amenés à soigner Charles VI ne comprenaient certainement rien à ce qui lui arrivait et tous ont été exécutés pour avoir échoué à améliorer son état ! Au cours de ses crises de folie furieuse, le roi ne sait plus qui il est : il casse la vaisselle, pousse des hurlements, déchire les rideaux, il oublie qu'il est marié et repousse avec effroi sa femme, Isabeau de Bavière. Ces crises sont suivies d'une léthargie complète, puis il se remet doucement, retrouve toute sa tête et reprend les rênes de son royaume. Le problème, c'est que les moments de rémission vont être de plus en plus rares et de plus en plus courts, et pendant que le roi

perd tout contact avec le réel, le royaume de France privé de chef sombre dans une des crises les plus terribles de son histoire. La défaite d'Azincourt, en 1415, permet à l'Angleterre de récupérer la Normandie et au roi d'Angleterre de se faire reconnaître comme héritier du royaume de France après qu'Isabeau de Bavière aura déshérité à son avantage son propre fils, le dauphin, futur Charles VII. À la mort de Charles VI en 1422, le royaume de France sombre dans une guerre civile qui va le mettre à genoux.

Bien que cela puisse sembler étrange aujourd'hui, plus le roi devenait fou, plus ses sujets l'aimaient ! Le peuple est toujours venu en foule aux processions organisées pour prier qu'il recouvre la santé. Entre 1393 et 1398, on assista à des manifestations de ferveur populaire incroyables et c'est encore le peuple qui quelques années après sa mort lui attribua le qualificatif de « Bien-Aimé ». « Avec Charles VI, nous dit Guénée, on est dans le paradoxe d'avoir un roi inutile et pourtant indispensable ! »

Verdict : indulgence de notre jury pour dérèglements mentaux. Mais, tout de même, un règne qui s'achève avec le sacre d'un Anglais à Notre-Dame comme roi de France, c'est difficile à avaler !

Le général Junot

Autre « faux nul » injustement cité à notre avis parce que réellement pathétique, le général Junot, duc d'Abrantès (1771-1813), ancien sergent de Bonaparte au siège de Toulon devenu par la suite son aide de camp puis son secrétaire. Junot poussait jusqu'au fanatisme son dévouement pour son ami de jeunesse devenu « son » Empereur, au point qu'étant l'un de ses plus courageux officiers, capable de se jeter furieusement à la tête d'ennemis supérieurs en nombre, il pouvait fondre en larmes comme un enfant à la moindre critique de Napoléon. Pour son courage inoxydable sur les champs de bataille, celui-ci l'avait surnommé « Junot la Tempête ». Il était le prototype même de l'ami qui multiplie les gaffes, mais auquel on finit toujours par tout pardonner. Napoléon fulminait, sévissait, éloignait son ami, lui assignait quelque nouvelle affectation dans laquelle il finissait toujours par commettre quelque bêtise. Entre ses prodigalités, l'abandon de son poste au Portugal pour rejoindre l'Empereur à Austerlitz, ses accointances avec le banquier Récamier, dont la femme recevait tous les opposants au régime, sa liaison affichée avec Caroline, la sœur de Napoléon, Junot en fit voir de toutes les couleurs à son Empereur.

adoré.

« Naître de paysans pauvres, être commis au district d'une petite ville, bien résolu à passer sa vie dans un bureau, s'engager sans grand enthousiasme dans un bataillon de volontaires et, douze ans plus tard, se voir gouverneur de Paris, grand officier de l'Empire, grand aigle de la Légion d'honneur et dépenser par an un million et demi, il y a peut-être là de quoi perdre la tête (8) » Le fait est que, le temps passant, Junot avait une attitude de plus en plus étrange. Était-ce lié aux différentes blessures à la tête qu'il avait reçues au cours des combats ?

Sa femme, Laure, duchesse d'Abrantès que Théophile Gautier qualifiera plus tard de « duchesse d'Abracadabrantes », raconte dans ses mémoires, écrits à quatre mains en 1830 avec Balzac, son amant du moment : « Junot souffrait cruellement de ses blessures depuis son retour de Russie... la dernière surtout qu'il avait reçue en Espagne durant l'hiver 1811 fut d'un effet terrible sur son organisation. Il s'y joignit un renouvellement de souffrances pour une autre blessure reçue en Italie, à Lomato. Cette blessure lui ouvrait le crâne... elle avait laissé un sillon tellement profond qu'on y pouvait mettre un doigt couché en travers [...]. J'ai mis tous ces détails parce que la dernière de ces blessures a probablement attaqué les fibres du cerveau et mis en désordre tout l'équilibre cérébral. »

Attaqué les fibres du cerveau ? Voilà un diagnostic à la Thomas Diafoirus ! Cependant, la duchesse voit juste, car c'est après avoir reçu cette fameuse balle en plein front à Rio Mayor le 19 janvier 1811 que Junot commença à dérailler sérieusement. On l'avait alors rapatrié chez sa femme, quasi mourant, et dans les semaines qui suivirent « Junot était dans un état étrange, il avait souvent une somnolence très marquée pendant le jour... c'était bien douloureux à voir ».

Cette apathie explique peut-être l'erreur gravissime qu'il commettra pendant la campagne de Russie à Valoutina le 19 août 1812. Comme hébété, il n'intervient pas, permettant aux Russes par sa passivité d'échapper à une défaite décisive. Évincé de son commandement, pour « manque de résolution », Junot, dont la santé mentale est déjà très fragilisée, ne résiste pas à cette humiliation. Pourtant, une fois encore et alors même qu'il vient de le priver de son poste et qu'il devient de plus en plus évident que son général commence à travailler du chapeau, Napoléon le nomme gouverneur des Provinces Illyriennes le 20 février 1813.

Dès son arrivée en Italie, Junot est victime d'une attaque et devient de plus en plus irritable et imprévisible. Un jour, il frappe un avocat à coups de bâton. Lançant sa calèche dans les rues de Trieste, il se met à

poursuivre toutes les femmes qu'il aperçoit, puis rentre chez lui épuisé en plein milieu de la nuit. Une autre fois, il fait mettre une table dans une auberge pour des invités imaginaires et, déclarant qu'il a froid, se fait envelopper les jambes de paille et de foin, convoque un lieutenant de gendarmerie à qui il ordonne en chantonnant de les arrêter tous... « tous » mais qui au juste ? Plus grave encore, confondant entonnoir et bicornes, il commence à se prendre pour l'Empereur en personne, attribue par lettre à un amiral anglais des territoires en Chine et dans l'Empire ottoman ! Enfin, scène incroyable qui dut produire une forte impression sur les personnes invitées ce jour-là, Junot se présente entièrement nu à un bal à Raguse ou, plus exactement, vêtu de ses seules décorations ! On a du mal à se retenir de rire en imaginant la scène.

Au lendemain de cet ultime coup d'éclat, Junot est confié aux soins d'un officier et de trois gendarmes et rapatrié discrètement chez son père à Montbard, en Bourgogne. Un soir, dans un accès de délire, il se jette par la fenêtre et se casse la jambe. Il tente de s'amputer lui-même avec un couteau de cuisine. Quelques jours plus tard, le 29 juillet 1813, il succombe à l'infection. On l'inhume au cimetière de Montbard.

Ainsi que nous serons amenés à le constater à plusieurs reprises dans les pages qui suivent, les conditions d'inhumation des personnages historiques sont un bon indicateur de l'image qu'ils ont laissée. Manifestement, la postérité n'a pas tenu compte des dernières extravagances de Junot puisqu'elle lui rend hommage en divers lieux : à Montbard bien sûr, mais aussi au Père-Lachaise, où il dispose d'un cénotaphe dans la 24^e division, à Verdun, où une statue a été érigée devant la citadelle, et à Paris, où une autre statue se trouve dans l'une des niches de la façade nord du Louvre, rue de Rivoli. Cerise sur le gâteau de la renommée, son nom figure également sur l'Arc de Triomphe !

On le voit bien, Junot présente un cas particulier de héros devenu fou ne correspondant pas à nos critères de sélection. Exclu de notre palmarès !

Le général Malet

Avec le général Claude François Malet (1764-1812), un « doux dingue » qui fomenta un coup d'Etat contre Napoléon depuis la maison de repos où il était interné, il s'agit encore, selon nous, d'un

cas de faux nul pour cause de fragilité mentale. Sur le papier, cette histoire paraît indubitablement drolatique. Si seulement elle n'avait été que cela ! Car cette « affaire de fous », au sens propre du terme, fit malheureusement d'innocentes victimes.

Sans revenir sur les détails de la carrière militaire chaotique qui amena Malet à servir successivement, et avec un même enthousiasme, la monarchie, la Révolution puis l'Empire, retrouvons-le en 1807. Il occupe alors les prestigieuses fonctions de gouverneur de Rome, mais il se fait assez rapidement mal voir, car il passe son temps à faire ouvertement état de ses sympathies républicaines. Plus grave encore : il se compromet dans différentes affaires louches, organise un réseau de maisons de jeu et rançonne les navires français qui fréquentent les ports placés sous son autorité.

Démasqué, il est suspendu de ses fonctions par Eugène de Beauharnais, vice-roi d'Italie, revient en France en juillet 1807 et s'installe à Paris. Ce renvoi, dont il s'imagine à tort qu'il sera suivi de graves sanctions, est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Fou de colère et de rancœur, il n'a plus désormais qu'une idée en tête : se venger de Napoléon ! Sans attendre le résultat de l'enquête diligentée à son sujet – enquête au terme de laquelle il sera tout simplement mis à la retraite –, il commence à recruter quelques complices antibonapartistes auxquels il prétend avoir été privé de son poste de gouverneur pour des raisons politiques. La fine équipe ainsi constituée fait réaliser quelques centaines d'affiches dénonçant la dictature et annonçant que le Sénat vient de prononcer la déchéance de Napoléon, puis elle achète toute une série de couteaux – un par conspirateur –, car il est prévu d'assassiner l'Empereur de la même manière que le fut César, frappé, selon le récit de Suétone, de vingt-trois coups de poignard par une ribambelle de sénateurs. Napoléon mort, le futur gouvernement sera dirigé par les généraux Moreau et Malet.

À en juger par la grandiose mise en scène qu'il avait envisagée, probablement inspirée – au moins pour les ustensiles de cuisine – de son expérience romaine, Malet n'était pas seulement un monomane de la conspiration, il était très légèrement mégalomane ! La chose ne datait d'ailleurs pas de 1808 ! Analysant sa correspondance avec son épouse, Louis Garros, qui lui a consacré une biographie, relève quelques signes de déséquilibre chez Claude François bien avant son premier coup d'Etat : « Il cultive le moi avec facilité [...]. Sa correspondance devient de plus en plus exaltée. Il fait part à sa femme de tout ce qui lui passe par la tête. Il a une solution pour toutes les difficultés qui se présentent. S'il était à la place du général en chef, il ferait ceci, s'il était président de l'Assemblée, il ferait cela. Il a réponse à tout. » Quelles sont ses idées politiques ?

Royaliste ? Républicain ? À la vérité, il n'en est pas bien sûr lui-même.

Ce premier complot organisé par Malet et sa bande de pieds nickelés est finalement éventé grâce à la dénonciation de l'un de ses instigateurs. Ses complices et lui-même sont enfermés à la prison de la Force à Paris en juin 1808. Entre les murs où il va passer quatre longues années, Malet a tout loisir de mûrir son prochain coup. Si son complot a échoué, il en est sûr, c'est parce qu'il avait trop de complices. Pour le coup d'État suivant, il mettra le moins de monde possible dans la confidence.

Durant son incarcération à la Force puis à Sainte-Pélagie, il n'a pas du tout l'attitude d'un détenu politique ne voulant rien devoir au tyran qui l'a fait jeter en prison. Au contraire, il ne cesse d'adresser à l'Empereur et au ministre de la Police d'obséquieuses suppliques dans lesquelles il fait état de la « pureté de ses intentions ». En réalité, il est déjà tellement *borderline* qu'il aurait peut-être suffi de le nommer général de division et de le pensionner généreusement pour qu'il renonce sur-le-champ à son projet de renversement de la « dictature » impériale. Lorsqu'il ne flagorne pas l'Empereur dans ses lettres, Malet conspire avec ses codétenus : « Il échafaude des plans de renversement du régime, des combinaisons, des coups de théâtre, des mises en scène grandioses qui trahissent déjà la folie qui le guette » (Louis Garros).

Finalement, il obtient en janvier 1810 d'être transféré dans une maison de santé, la pension Dubuisson. Trop contents de décrire Malet comme un forcené qui faillit renverser le pouvoir depuis sa chambre capitonnée, certains ont décrit un peu vite cet établissement comme un asile d'aliénés. En réalité, c'était plutôt une maison de repos, peu surveillée, où l'on soignait davantage les patients à la poularde aux truffes qu'à la camisole de force. Cela étant, même si cet endroit n'était pas à proprement parler réservé aux fous, c'est bien ici que Malet va progressivement le devenir ! Chasser Napoléon du pouvoir tourne en effet chez lui à l'obsession malade... Il y pense jour et nuit et commence à distribuer en pensée les charges honorifiques du nouveau régime qu'il ne tardera pas à instaurer. Son principal complice, l'abbé Lafon, emprisonné chez Dubuisson pour avoir comploté en faveur du pape, comprend assez rapidement qu'il a affaire à un illuminé prêt à risquer sa vie pour sa lubie et qui, aussi fou soit-il, peut servir à son insu la cause monarchique et catholique.

Malet était un détraqué, sans doute, mais un fou génial, car il a l'idée lumineuse qui peut tout faire basculer en sa faveur : propager la

nouvelle du décès de Napoléon qui se trouve alors en Russie. Il va faire croire que l'Empereur y a été tué le 7 octobre d'un coup de feu. Moscou est au bout du monde, les nouvelles mettent quinze jours à arriver jusqu'à Paris. Depuis l'incendie de la ville par les Russes, on est sans nouvelles de la Grande Armée, dont le dernier bulletin date du 27 septembre. Tout Paris s'en inquiète, la mort de l'Empereur est donc parfaitement crédible. Le temps que le pot aux roses soit découvert, Malet aura déjà pris les rênes du pouvoir sans avoir rencontré trop de résistance, car l'archichancelier Cambacérès, qui occupe la tête du gouvernement en l'absence de Napoléon, se borne à expédier les affaires courantes, n'a ni le droit de signer un décret ni celui de prendre la moindre initiative.

Depuis sa prison, Malet fabrique de toute pièce un sénatus-consulte (décret du Sénat chez les Romains), un ordre du jour de l'armée, une proclamation aux citoyens et une proclamation à l'armée ! L'article premier du sénatus-consulte stipule que, l'Empereur étant mort, le gouvernement impérial et ses institutions sont abolis. Tous ceux qui voudraient s'opposer à la « régénération publique » sont mis hors la loi. La Légion d'honneur est conservée mais, allez savoir pourquoi, les croix et les grands cordons sont supprimés. Malet désigne un gouvernement provisoire dont la plupart des membres ne sont au courant ni de la conspiration ni évidemment de l'intention de Malet de les nommer à un poste quelconque. Puis il propose que soit rédigé au plus vite un projet de Constitution. Quant à la proclamation à l'armée, elle commence en ces termes : « Bonaparte n'est plus... Le tyran est tombé sous les coups des vengeurs de l'humanité. Grâce leur soit rendue. » Malet a tout prévu : commandements, mouvements de garnisons, *etc.* Dans son brillant dispositif, la présidence du gouvernement sera proposée au général Moreau ; mais d'ici à ce qu'on joigne ce monsieur, c'est lui, Malet, qui assurera l'intérim et sera par la suite nommé commandant de la place de Paris. Ainsi ficelé, ce complot imparable est prévu pour la nuit du 22 au 23 octobre 1812.

Le 22 octobre vers 22 heures, Malet et Lafon font le mur et partent à eux deux renverser l'Empire ! Louis Garros nous rapporte leur dialogue :

« Tout de même... quand l'Empereur apprendra ! lui fait remarquer l'abbé Lafon.

— Ne pouvez-vous vous pénétrer de l'idée que cet homme est mort », répondit Mallet.

Il en était persuadé !

Le tandem de comploteurs rejoint des complices rencontrés pendant

leur détention, un certain Boutreux, bachelier en droit de son état, que Malet promet instantanément au poste de commissaire de police, et un nommé Rateau, simple caporal, dont il fait son aide de camp. La veille, Mme Malet a fait porter dans un lieu convenu d'avance une malle contenant un uniforme de général de division pour son mari et des uniformes pour ses comparses. Quatre comploteurs, c'est un bon début, mais il faut maintenant dénicher quelques militaires supplémentaires pour faire plus sérieux. Malet a jeté son dévolu sur la caserne de la garde nationale Popincourt. Après avoir pénétré dans la caserne sans difficulté, car il avait réussi à se procurer le mot de passe du jour, qui par une étonnante ironie du sort était « Conspiration », Malet fait sortir du lit le commandant Soulier, officier supérieur de la caserne. Il lui annonce la mort de l'Empereur et lui donne l'ordre de l'escorter sur-le-champ jusqu'à la prison de la Force.

Le malheureux Soulier, extirpé de son lit de douleur où le tenait une fièvre de cheval, est impressionné par cet officier supérieur galonné aboyant des ordres. L'Empereur mort ? Après tout, pourquoi pas ? Brave, loyal mais pas « malin malin », Soulier obtempère, réunit ses hommes et convoie Malet jusqu'à la Force où l'on procède à la libération de Lahorie, officier royaliste, de Guidal, condamné pour entente avec l'ennemi anglais, et de quelques détenus corses qui se demandent bien ce qui leur arrive et dont l'un sera « parachuté » préfet de la Seine par Malet. Après quoi, Malet donne l'ordre aux uns et aux autres d'aller arrêter le préfet de police, le ministre de la Police, l'archichancelier et le ministre de la Guerre ! À l'exception de ces deux derniers, ces beaux messieurs sont conduits à la Force où ils prennent la place encore chaude de ceux qui viennent à peine de s'en échapper. Boutreux, qui venait de passer en quelques heures à peine de bachelier à commissaire de police, était maintenant promu préfet de police !

Prévenu de la mort de l'Empereur et de tout ce qui est en train de s'ensuivre, le commandant de la garde nationale de Paris, Jean-François Rabe, fait occuper la Trésorerie et les barrières de la capitale.

Malet est maître de Paris.

Pendant les heures qui viennent de s'écouler, il a donné toutes les apparences d'un homme normal, mais, tout à coup, il perd les pédales. Il lui reste encore à circonvier le général Hulin, gouverneur de Paris, commandant la 1^{re} division militaire de la capitale depuis la place Vendôme. Après avoir fait bloquer la place par ses troupes, Malet le surprend au saut du lit et lui fait le même topo qu'à ses précédents

interlocuteurs : mort de l'Empereur à Moscou, 7 octobre, sénatus-consulte, etc. Mais avec Hulin, ça ne prend pas ! Il demande des explications ! Désarçonné par cette attitude inattendue, Malet, perdant son sang-froid, sort son arme et tire sur Hulin qui a la mâchoire fracassée, ce qui lui vaudra par la suite le surnom de général « Bouflaballe ». Alertés, les subalternes du gouverneur se précipitent à son secours, maîtrisent Malet et le font arrêter ainsi que ses complices, tandis que les différents dignitaires emprisonnés à la Force sont libérés.

À midi, tout est rentré dans l'ordre. La conspiration du général Malet aura duré six heures tout au plus ! Un coup d'épée dans l'eau !

Quelques jours plus tard, tous les inculpés dans cette affaire passent devant une commission militaire. Malet prend sur lui toute la responsabilité du complot. Le 29 octobre, il est condamné à mort ainsi que Guidail Lahorie et le malheureux commandant Soulier, brave soldat, père de trois enfants qui l'avait naïvement suivi en pleine nuit, croyant sincèrement obéir aux ordres d'un supérieur hiérarchique.

Sur vingt-cinq accusés, dix sont graciés et quinze condamnés à mort. Pour l'un d'eux, Rabe, la peine de mort sera commuée en peine de prison. En tout, quatorze conjurés seront donc exécutés, dont le détenu corse qui avait eu le malheur de se laisser nommer préfet de la Seine et le jeune Boutreux qui avait accepté le poste de préfet de police ! Escortés de cent trente hommes à pied et cent quatre-vingts cavaliers, les condamnés sont fusillés dans la plaine de Grenelle. En chemin, Malet aurait dit à un passant : « Je tombe, mais je ne suis pas le dernier des Romains ! » Décidément, son séjour en Italie l'avait marqué !

Sa femme est arrêtée, incarcérée aux Madelonnettes, où elle restera un an. Le corps de troupe de Soulier, qui avait participé au coup de main sans même l'avoir réalisé, fut également sévèrement châtié. Au cours d'une cérémonie solennelle au Champ-de-Mars, les soldats qui le composent « devront déposer leurs sabres, leurs épaulettes et toutes les marques distinctives de leurs grades comme ayant été jugés indignes de toute espèce de distinction qui n'appartient qu'aux braves et fidèles soldats de Sa Majesté ». Ensuite, ils seront provisoirement emprisonnés à la maison de sûreté de Saint-Denis, avant de recevoir leur nouvelle affectation.

Un cousin de Malet sera également inquiété à cause de lui. Musicien, compositeur d'un *Chant de guerre pour l'armée du Rhin*, le

cousin en question sera interrogé puis relâché. Fort heureusement d'ailleurs, car il se nommait Rouget de Lisle et son chant de guerre faisait déjà un tabac sous le titre mieux connu de *Marseillaise*. Imaginez un instant le compositeur de notre hymne national aligné devant un peloton d'exécution dans la plaine de Grenelle pour complicité avec un déséquilibré mégalomane...

Quant à Napoléon, il se trouve sur la route de Smolensk lorsqu'il est informé, la semaine suivante, du complot et de l'exécution de Malet et de ses complices. Il est fou de rage. D'abord parce que cet événement a montré la fragilité du régime impérial, ensuite parce que Cambacérès avait selon lui expédié bien trop vite et bien trop impitoyablement tous les accusés ad patres, le privant ainsi de la possibilité de se montrer magnanime en gracieant certains d'entre eux. Enfin, parce qu'il réalisait amèrement que, le croyant mort, personne ne semblait avoir pensé que c'était vers son fils, l'Aiglon, qu'il aurait alors fallu se tourner. C'était à vous dégoûter de vous être donné tant de mal pour créer votre propre dynastie ! Aussi piteuse qu'elle se soit finalement avérée, l'équipée de Malet et de ses infortunés complices avait tout de même de quoi donner des sueurs froides à Napoléon : il avait bien compris que « si le complot s'était un peu prolongé, il se serait trouvé des sages pour conduire ces fous-là » !

Paul Deschanel

Notre ultime « faux nul », disqualifié comme zhéro pour cause de fragilité mentale, est le politicien Paul Deschanel, président de la République durant sept mois, de février à septembre 1920. Certes, son cas nous fait franchir le cap du XX^e siècle, mais nous croyons cependant pouvoir l'évoquer ici, car il vécut de 1855 à 1922, c'est-à-dire à la charnière des deux siècles. Deschanel fut ce président de la République si souvent brocardé pour être tombé d'un train en pleine nuit et avoir été retrouvé en pyjama, hébété, ensanglanté, errant en pleine campagne quelque part du côté de Montargis. Il aurait évidemment été tentant d'inscrire sa mésaventure dans la lignée de celle d'un Junot, venu entièrement nu au bal de Raguse, et d'en tirer des conclusions hâtives quant à sa qualité de zhéro. Il est vrai que lorsque l'accidenté leur déclara être le président de la République, les gardes-barrière le prirent pour un fou jusqu'à ce que la femme de l'un d'entre eux constate avec un rude bon sens paysan qu'un « monsieur » ayant les pieds aussi propres ne pouvait être que quelqu'un

d'important ! La presse d'opposition, faisant aussitôt ses choux gras de sa mésaventure, décrivit Deschanel comme un irresponsable qui, publiait-elle, signait ses lettres officielles « Napoléon » ou « Vercingétorix » ! Mais la vérité était beaucoup moins amusante. Dans cette histoire, Deschanel avait tout simplement été victime d'une crise de somnambulisme ou d'un abus de médicaments, car, depuis qu'il était président de la République, il était surmené, épuisé et, pour tout dire, en pleine dépression.

Après avoir démissionné de ses fonctions, il entra de son plein gré dans une maison de repos et recouvra rapidement la santé. Quelques mois après cet épisode tragi-comique, Deschanel fut élu sénateur, faisant mentir Clemenceau, qui avait déclaré à son propos : « Deschanel ? Il a un bel avenir derrière lui ! »

Vercingétorix, les rois fainéants, le roi Dagobert, Charles VI, VII, IX, Louis XVI, le comte de Chambord, les généraux Junot et Malet, Deschanel... tous ces personnages historiques ont été évoqués dans ce chapitre pour avoir été traités de zhéros par le panel d'historiens consulté. Il me fallait donc me pencher sur leurs candidatures. Mais, ainsi que nous avons pu en juger et en exposer les différentes raisons, les protagonistes de ce « pot-pourri » ne sont pas de vrais zhéros au sens où nous l'entendons.

L'ivraie, qui seule nous intéresse, ayant été triée du bon grain, nous pouvons désormais nous consacrer aux authentiques et incontestables « grands zhéros de l'histoire de France », sur mer, sur terre et partout ailleurs où ils exercèrent leur médiocrité...

II

Zhér'eaux de mer, marins d'eau douce et autres naufrageurs...

*Les chanceux sont ceux qui arrivent à tout ; les
malchanceux ceux à qui tout arrive.*

Eugène Labiche.

Si l'histoire de la marine française présente quelques cas intéressants de navigateurs calamiteux, aucun d'entre eux ne semble en mesure de rivaliser avec le plus magistral des zhéros des mers, l'Espagnol Medina Sidonia (1550-1619), à l'aune duquel il conviendra de jauger avec lucidité et fair-play notre moisson de marins d'eau douce métropolitains.

Medina Sidonia

Au chapitre « Nullités historiques » de sa *Grande Encyclopédie du dérisoire*, Bruno Léandri qualifie Don Alonso Pérez de Guzman, marquis de Sanlúcar de Barremeda, comte de Niebla et duc de Medina Sidonia, de « cas le plus déchirant des nuls historiques, héros d'une des plus grandes gamelles de l'histoire » ; un titre qui, davantage que son patronyme à tiroirs, force l'admiration ! Un nul au demeurant tout à fait exemplaire, puisque contrairement aux zhéros classiques qui plastronnent et cherchent systématiquement à se justifier, lui se sait nul et totalement incapable de remplir la mission qui lui est assignée par le roi d'Espagne Philippe II, à tel point qu'il commence par la refuser ! Qu'attend-on de lui au juste ? Peu de chose en somme : qu'il prenne la tête de la plus grande flotte de toute l'histoire de la chrétienté pour se lancer à la conquête de l'Angleterre !

Espagne et Angleterre sont alors farouchement opposées sur le plan religieux et se livrent une âpre guerre commerciale. Au plan religieux d'abord, Philippe II, fils de Charles Quint, champion de la ContreRéforme, considère Elisabeth I^{re}, reine d'Angleterre, comme une hérétique. Henri VIII, père d'Élisabeth, n'a-t-il pas substitué l'anglicanisme au catholicisme pour pouvoir épouser sa deuxième femme, Anne Boleyn, qu'il fera d'ailleurs décapiter ?

Philippe II n'est pas du genre tolérant. Non seulement il fait persécuter les protestants sur son propre sol, mais il établit aux Pays-Bas un tribunal de l'Inquisition. Il déclare volontiers qu'il apportera lui-même les fagots pour brûler son propre fils si celui-ci trempe

seulement un pied dans l'hérésie. De son côté, Elisabeth n'est guère plus modérée, qui condamne à la prison et met à l'amende quiconque aurait l'impudence d'assister à une messe !

Guerre commerciale ensuite : l'Espagne est alors le pays le plus puissant d'Europe. En plus de régner sur la péninsule Ibérique, Philippe II possède une grande partie de l'Italie, la Franche-Comté, les Pays-Bas (dont les provinces en révolte sont soutenues par Élisabeth I^{re}) et, à partir de 1580, devient roi du Portugal. Au-delà des mers, il règne sur les Philippines, nommées ainsi en son honneur, sur le Pérou, le Mexique, ainsi que sur les colonies portugaises de Macao, du Mozambique et de Ceylan. Soit un empire vingt fois plus grand que ne le fut l'Empire romain !

Tandis que les navires marchands espagnols reviennent au pays les soutes pleines à craquer d'or et d'argent, les corsaires anglais, au premier rang desquels le meilleur d'entre eux, Francis Drake, n'ont de cesse de les arraisonner afin de s'approprier leurs riches cargaisons. En 1585, des escadres anglaises attaquent Saint-Domingue sans déclaration de guerre. Un an plus tard, Drake détruit à Cadix une flotte entière de navires de transport espagnols. Cette fois, c'en est trop ! Philippe II décide de corriger l'Angleterre.

L'homme de la situation ? Le vainqueur de la grande bataille navale de Lépante contre les Turcs en 1571, le vice-amiral Marco-Antonio Colonna, duc de Paliano. Hélas, il tombe malade et meurt le 1^{er} août 1584. Le brillant navigateur Don Alvaro de Bazan, marquis de Santa Cruz, va lui succéder, non pas comme espéré à la tête de la flotte espagnole, mais en le suivant dans la tombe, le 9 février 1588, victime du typhus.

Philippe II « en est réduit à prendre pour amiral un haut seigneur, homme de cour, Medina Sidonia, qui n'avait guère de mérite que sa grande docilité. Celui-là, Philippe II en était sûr, il le dirigerait toujours, le tiendrait en laisse. Et, en effet, le pauvre homme obéit mais ne fit rien (9) ».

Fidèle à son habitude, Michelet a tendance à noircir le tableau : n'écrit-il pas que Santa Cruz meurt non pas de maladie mais de dépit parce que Philippe II lui aurait adressé un « mot amer » ? En réalité, les raisons ne manquaient pas de choisir Médina Sidonia : il était l'un des hommes les plus riches d'Europe et financerait, qu'il le veuille ou non, une partie de l'expédition ; il était alors le confident et le favori de Philippe II et il appartenait à l'une des plus grandes familles

d'Espagne, ce qui lui vaudrait, pensait-on, d'être obéi de ses fiers subalternes. En somme, dans l'esprit du souverain, son nom, son rang et son autorité devaient lui tenir lieu de « permis bateau » !

Infortuné Sidonia ! Essayons un instant d'imaginer ce malheureux accablé par la charge qu'il va devoir assumer, arpentant son hacienda de long en large, s'arrachant les cheveux en gémissant : « Pourquoi moi ? »

Que fait alors notre zhéro ? Prenant son absence de courage à deux mains, il adresse au roi une lettre dans laquelle il décline poliment l'honneur d'aller au « casse-pipe ». Il écrit : « Je n'ai pas une santé suffisante pour la mer... Je sais par les quelques rares expériences que j'ai pu avoir de la navigation que je suis rapidement sujet au mal de mer et que je prends toujours froid. La flotte est si grande, et le commandement si important, que cela ne convient guère à une personne comme moi, ne possédant aucune expérience de la guerre en haute mer. Il ne fait aucun doute que Sa Majesté me fera la faveur dont je la prie humblement, et ne m'en voudra pas si je décline un honneur pour lequel je ne suis pas fait [...]. »

Le futur capitaine de l'Invincible Armada déclinant avec l'énergie du désespoir le commandement de la flotte espagnole pour cause de mal de mer ? C'est presque trop beau pour être vrai !

Toujours est-il qu'en cette occasion Philippe II se conforma parfaitement à sa réputation de roi orgueilleux et étroit d'esprit. Il avait décidé que Medina Sidonia ferait l'affaire et n'en voulut pas démordre ; ainsi notre homme fut-il promu « à l'insu de son plein gré » capitaine général de la mer océane. On ne connaît hélas que trop les conséquences de ce choix catastrophique !

Les Espagnols vont réunir dans le port de Lisbonne la plus grande concentration de bateaux jamais rassemblée par la chrétienté : cent trente navires et près de trente mille hommes. Côté anglais : cent quatre-vingt-dix-sept navires et près de seize mille hommes, soit moitié moins que côté espagnol. Si les bateaux anglais sont plus petits, équipés de moins de canons, ils sont en revanche plus légers et plus rapides. Par ailleurs, les marins anglais sont plus que motivés pour envoyer l'adversaire par le fond, car depuis des mois des libelles diffusés par les protestants hollandais prétendent que l'un des bateaux espagnols contient assez de corde pour pendre tous les Anglais, des fers pour marquer les joues des enfants hérétiques, des fouets pour fustiger l'ensemble de la population anglaise et des nourrices

espagnoles pour remplacer les mères anglaises !

Le 28 mai 1588, la flotte espagnole quitte le port. Sidonia doit faire la jonction aux Pays-Bas avec le duc de Parme, qui a pris la tête de l'armée des Flandres, et débarquer avec lui en Angleterre. Entretemps, il est censé longer les côtes françaises et éviter le combat. La mort dans l'âme, il met les voiles vers la France, non sans tenter une dernière fois en cours de route d'infléchir Philippe II, qu'il supplie d'abandonner cette expédition.

Menée par un chef incapable d'exercer son commandement, n'ayant aucune stratégie, victime de son impréparation (notamment l'absence de système de signaux pour communiquer entre bateaux) et de la défection de certains amiraux rétifs à toute autorité, la flotte espagnole va par ailleurs jouer de malchance avec la météo : tempêtes successives, naufrages en séries, avaries, échauffourées avec des vaisseaux anglais plus maniables dont les Espagnols sortent affaiblis et démoralisés, échec de la jonction avec l'armée des Flandres. Le tout se termine en explosion générale dans le port de Calais, où les Anglais envoient de nuit des barques chargées de poudre : près de cent bateaux échappent à l'explosion, fuient les Anglais par la mer du Nord, voguent à vau-l'eau, bourrés de soldats malades, terrorisés et affamés, pour finir, pour la plupart d'entre eux, disloqués par les tempêtes de l'Atlantique ou échoués sur les côtes d'Irlande. Au total, seuls soixante-six navires dans un état pitoyable parviennent à regagner l'Espagne. La moitié des hommes sont morts ou portés disparus. Chez les Anglais, on peut maintenant pavoiser : Medina Sidonia fait les frais de ce triomphalisme. Les récits anglais le traitent de lâche et de bouffon, puis relatent complaisamment qu'il avait fait renforcer les cloisons d'une pièce de son bateau pour s'y terrer pendant les combats.

Pour l'Espagne, c'est un échec cuisant. Cette catastrophe va influencer pour longtemps la physionomie de l'Europe. Mais question plus cruciale à nos yeux que le sort de l'Europe de l'époque : que devient Medina Sidonia ? Il sort indemne de cette tragique mésaventure et devra vivre jusqu'à sa mort, plus de trente ans plus tard, avec le sentiment d'être responsable d'une débâcle qu'il avait pourtant bien annoncée. Chose curieuse, Philippe II va manifester une grande placidité face au désastre, en ne prenant ni sanction ni représailles à l'encontre de son « amiral de bateau-lavoir », (expression de circonstance empruntée au capitaine Haddock) ; il va même le

traiter avec la plus grande indifférence, ce qui, sans nul doute, fut plus humiliant encore pour notre zhéro. Le roi portait beau, mais à la cour d'Espagne nul n'ignorait qu'il valait mieux bannir définitivement des conversations l'épineuse question de la conquête de l'Angleterre !

Selon l'historien Philippe Masson, le souverain espagnol était convaincu de mener une guerre sainte : « Puisque c'est pour sa cause, Dieu nous enverra du beau temps », disait-il. Ayant déduit du déchaînement des intempéries que Dieu n'était pas favorable à son projet, il pouvait difficilement imputer à Medina Sidonia, simple mortel, ce dont Dieu en personne était responsable ! Par ailleurs, peut-être Philippe II eut-il quelque scrupule à reprocher à un subordonné une pusillanimité et une irrésolution dont lui-même avait fait preuve en d'autres circonstances : à la bataille de Saint-Quentin contre la France en 1557, il était en effet arrivé trois jours après le début de la bataille, avait passé davantage de temps confit en dévotion que sous les murs de la ville assiégée et, pire encore, alors qu'il pouvait pousser son avantage et marcher sur Paris, il s'entêta à rester sur place. À cette occasion, la bravoure de l'amiral de Coligny qui tenait le siège sauva la France du désastre et fit manquer à Philippe II une chance historique de faire de notre pays une nouvelle colonie espagnole !

Que Medina Sidonia se console en son terne paradis des « incriminables ». Certes, son nom ne dit plus rien à personne aujourd'hui ; mais Philippe II, déjà surnommé de son vivant « Rey Paplaro », le roi paperassier, est quant à lui entré dans l'histoire affublé du qualificatif peu flatteur de « roi Prudent » : « Le roi Prudent, par scrupule, se noie dans un océan d'encre, de sable à sécher et de papier (10). »

En point d'orgue au récit de la piteuse équipée maritime qui vient d'être évoquée, une précision s'impose : le mot « invincible » n'a jamais été employé par les Espagnols pour qualifier leur flotte. Ce sont les Anglais qui l'ont utilisé et popularisé, afin de donner à leur victoire un lustre plus éclatant encore. De son côté, Philippe II d'Espagne, roi sombre et taciturne qui n'aimait rien tant que la solitude de son cabinet de travail, allait avoir tout loisir d'y méditer jusqu'à sa mort en 1598, l'adage bien connu des vieux loups de mer : « Mieux vaut un bon marin sur un mauvais bateau qu'un mauvais marin sur un bon ! »

Après avoir complaisamment accablé nos voisins espagnols en la personne de leur grand zhéro des mers océanes, partons maintenant à la pêche aux zhéros de la marine française. Quels gros poissons ramènerons-nous dans nos filets qui soient assez mauvais pour rivaliser avec Medina Sidonia ?

Au risque de me faire quelques ennemis dans la « Royale », force est de reconnaître que la France n'a jamais été une grande puissance maritime. Certes, quelques grandes figures de marins et de découvreurs français sortent du lot : Jacques Cartier bien sûr. Mais aussi Surcouf, le corsaire qui affirma la présence de la France dans l'océan Indien et dont les Anglais mirent la tête à prix. Il était apparenté par son trisaïeul au célèbre marin Duguay-Trouin. Surcouf était un héros pur sucre, d'une témérité sans pareille. Il arraisonna les navires anglais par dizaines sans jamais connaître de revers. Il était doté d'une force herculéenne, si bien qu'à la suite d'un pari avec des membres de son équipage il enfourcha un caïman et le « chevaucha » tout au long d'une plage ! Pas vraiment le genre Medina Sidonia à s'accrocher au bastingage au premier roulis ! Autres grands marins français : Jean Bart, La Motte-Piquet, Suffren, ou encore le grand La Pérouse, qui fit un tour du monde avant de s'échouer sur un récif de corail à Vanikoro (1788). On pourrait également ajouter à cette liste les noms de Bougainville, Dumont d'Urville ou Tourville.

Oui, nous eûmes quelques brillants marins et les vellétés d'avoir une grande marine, en particulier sous le Premier Empire. Mais cette période ne fut-elle pas justement le théâtre des deux plus grandes défaites navales de l'histoire de la marine française : Aboukir et Trafalgar ? Nous y reviendrons, car il est temps à présent de pousser sur le devant de la scène les acteurs oubliés ou vilipendés des moments les plus « zhéroïques », autrement dit les plus médiocres de nos aventures aquatiques.

Le premier, dans l'ordre d'apparition : Kerguelen. Tout le monde connaît ce nom ou, plutôt, tout le monde connaît l'archipel auquel Kerguelen a donné son nom, mais on sait moins que le navigateur n'y mit jamais les pieds ! Nous nous pencherons ensuite sur le triste sort de l'amiral Villeneuve, coupable désigné du désastre de Trafalgar. Nous poursuivrons en évoquant le misérable capitaine Chaumareys, naufrageur dont le patronyme est injustement tombé dans l'oubli, alors que ce marin d'eau douce fut responsable d'une tragédie universellement connue, celle du radeau de la Méduse. Enfin, nous évoquerons à titre subsidiaire les cas du contre-amiral de Grasse et de l'amiral d'Estaing dont la nullité nous semble discutable.

Kerguelen et « son » archipel ?

Yves Joseph de Kerguelen de Trémarec (1734-1797) est déjà un

marin aguerri de trente-huit ans lorsqu'il part à la recherche du continent austral dont on suppose alors qu'il se trouve quelque part dans l'océan Indien. Ayant quitté l'île de France (actuelle île Maurice) le 16 janvier 1772 à bord d'un trois-mâts baptisé la *Fortune*, suivi de la gabarre le *Gros Ventre*, il aperçoit moins d'un mois plus tard des îles dont il pense, à vue de nez, qu'elles appartiennent au continent mythique. Il baptise aussitôt l'endroit du beau nom de France australe.

Mais, baptiser une terre inconnue, cela signifie à l'époque satisfaire un certain nombre d'obligations formelles, à commencer par mettre le pied sur la terre en question ! Il convient de déposer sur place une bouteille contenant un parchemin où l'on déclare par écrit prendre possession du lieu au nom du roi. Ce « dépôt de bouteille » est généralement suivi d'une salve de mousqueterie en l'honneur de la découverte, et, si l'on veut faire les choses bien et que l'on dispose du matériel requis, on clouera, bien en évidence sur quelque rocher, des plaques de cuivre mentionnant jour et année de l'exploit, état civil, pays d'origine des découvreurs et toute autre information jugée utile.

Or Kerguelen ne va pas mettre le pied sur la terre qu'il vient de découvrir, ce qui ne l'empêchera évidemment pas d'en vanter les nombreux mérites au roi Louis XV. À sa décharge, il faut reconnaître qu'accoster ces îles n'a rien d'une promenade de santé : la plupart du temps, la mer y est déchaînée, les vents violents, il y a une forte barre et une brume épaisse, d'immenses rochers abrupts de plusieurs centaines de mètres rendent tout débarquement hasardeux. À dire vrai, si Kerguelen pense bien avoir découvert le continent austral, c'est à peine s'il l'aperçoit ! Biographe de Kerguelen, Alain Boulaire résume cela avec esprit : « Il faut bien avouer que, lors du premier voyage, il n'a pas vu grand-chose de ses découvertes (11). »

Notre explorateur reste donc au large. Par la suite, il fera porter le chapeau de sa propre passivité et de son retrait au second de l'expédition, un certain de Saint-Allouarn, capitaine du *Gros Ventre*. Dans son récit de voyage, il justifie son attitude en ces termes : « Monsieur de Saint-Allouarn, faisant attention à l'état de ma mâturation, me conseilla de rester dans la position où j'étais. » En d'autres termes, s'il ne débarque pas, c'est sur l'amicale sollicitation de son second et en raison d'un vague problème de mât endommagé !

D'un naturel optimiste, Kerguelen baptise l'île sur laquelle sera effectuée une première tentative de débarquement « île de la Fortune », du nom de son bâtiment. Plus tard, avec une lucidité qui décidément semble faire défaut en toute occasion aux Français, le grand explorateur anglais James Cook estimera plus pertinent de

nommer l'archipel en question « îles de la Désolation ». Mais nous n'en sommes pas encore là et Kerguelen a bon moral : la découverte du continent austral, tout de même, ça n'est pas rien !

Il envoie donc deux enseignes de vaisseau, de Boisguéhenneuc, second du *Gros Ventre*, et de Rosily, second de la *Fortune*, exécuter un périlleux débarquement au fond d'une petite baie. Les jeunes gens prennent possession du territoire au nom de Louis XV, mais quand ils reviennent : surprise ! la *Fortune* a disparu, seul reste le *Gros Ventre* ! Sans attendre le retour du canot, sans convenir de rien avec le *Gros Ventre*, Kerguelen a mis les voiles. Le *Gros Ventre* va le chercher pendant une semaine, faire signaux sur signaux, en vain. Kerguelen a regagné seul l'île de France, puis Brest, où il parvient le 16 juillet 1772.

S'il est parti toutes voiles dehors, c'est qu'il veut annoncer au plus vite sa merveilleuse découverte à qui de droit. Dès son arrivée à Brest, il écrit donc un petit billet pour l'officier de port : « J'ai fait la découverte d'un continent magnifique », écrit-il ; puis il se précipite à Compiègne où il rencontre Louis XV le 25 juillet et où, nous dit La Pérouse dans ses mémoires, il est reçu « comme un nouveau Christophe Colomb » (12). Fièremment, l'ambitieux Kerguelen présente la France australe dans son rapport comme la cinquième partie du monde et fait à Louis XV un exposé édifiant sur le mode « Perrette et le pot au lait ». Il décrit les richesses dont regorge cette terre fertile, ce pays de cocagne où il suffira de se baisser pour trouver du bois, des diamants, des rubis... Aurait-il alors ajouté les veaux, vaches, cochons, poulets de la fable qu'il eût sans aucun doute été cru sur parole !

Il donne de ces lieux une image paradisiaque : « Le pays est très beau et très fertile, il est peuplé d'un grand nombre d'habitants d'une couleur noirâtre [et pour cause, ce sont des colonies de manchots] et de nombreux bestiaux [qui, hélas, ne sont pas des vaches à traire, mais bien des éléphants de mer vautrés sur les plages]. » Kerguelen conclut en ces termes son dithyrambe : « La France australe fournira de merveilleux spectacles physiques et moraux », montrant par là qu'il se fait déjà une idée assez précise de la beauté et de la moralité des pingouins !

À l'époque, ce fut surtout ce tableau par trop flatteur de sa découverte qui lui fut reproché. À le lire, il paraît cependant évident que lui-même croyait vraiment ce qu'il disait. Gracié Delépine va même jusqu'à parler d'« autosuggestion ». Quoi qu'il en soit, sur le

moment, tout le monde le croit. Louis XV, enthousiaste, le décore de la croix de Saint-Louis, lui accorde le grade de capitaine de vaisseau et lui confie une seconde expédition, afin qu'il pousse plus loin l'exploration des terres australes et qu'il y fonde un établissement. Deux imposants navires sont armés à cet effet, le *Rolland* et l'*Oiseau* qui quittent Brest le 26 mars 1773. Dès le départ, ce nouveau périple est mal engagé : pour son agrément personnel et en infraction absolue avec le règlement de la marine, Kerguelen fait monter à bord sa maîtresse, une jeune fille nommée Louise Seguin, âgée selon les biographes de quatorze ou seize ans. Cette toute jeune femme va être à l'origine du scandale qui brisera la carrière de Kerguelen. Il la cache à bord puis, une fois qu'elle sera découverte, la fera passer pour la servante de l'une des passagères devant être débarquées à l'île de France.

Kerguelen aggrave son cas en chargeant à son bord de la « pacotille » – c'est-à-dire des marchandises sans valeur qu'il compte vendre à son profit –, ce qui est également formellement proscrit par le règlement de la marine. À bord, l'ambiance est délétère : l'expédition essuie plusieurs tempêtes, des hommes tombent malades. Il n'y a d'ailleurs là rien que de très normal, pense chacun en son for intérieur, puisque avoir des femmes à bord porte malheur, la chose est bien connue des marins. Les amants terribles se disputent constamment, au point d'ailleurs que Kerguelen tentera de faire passer Louise par-dessus bord.

Entretemps, Rosily, le second de Kerguelen, qui, lui, a vraiment vu de près l'île de la Fortune, adresse son rapport au ministre. Il décrit une « côte inaccessible », déclare cette terre « inhabitable » et ajoute qu'elle « ne vaut pas la peine qu'on y retourne ». Le jour même, une lettre part de Versailles pour exiger de Kerguelen qu'il mette un terme à son équipée, mais il est trop tard ; après avoir fait escale à l'île de France où il s'est adjoint un bateau supplémentaire, la *Dauphine*, Kerguelen fait route vers son continent imaginaire.

Le 1^{er} décembre, la France australe est à nouveau en vue. Enfin, « en vue », il faut le dire vite, car il fait un temps épouvantable et c'est entre deux bourrasques de neige que les passagers des trois bateaux finissent par distinguer l'évidence : le nouveau continent, dépeint sous un jour si attrayant à Louis XV, n'est point le vert paradis où foisonnent rubis et diamants, mais un îlot inhospitalier où la seule chose susceptible de briller au soleil est la glace !

Malgré ces conditions très défavorables, Kerguelen va-t-il avoir à cœur de mettre le pied sur le continent qu'il croyait naguère avoir découvert ? Selon Alain Boulaire, l'explorateur, il n'est pas en état de le faire, car il souffre depuis plusieurs jours d'« un douloureux érysipèle qui lui met les nerfs à vif ». Érysipèle ou pas, les voyages dans ces eaux inhospitalières se suivent et se ressemblent : pendant vingt-cinq jours, les trois navires tentent de s'approcher de la côte, se suivent, sont séparés par des coups de vent, se perdent de vue. Le 25 décembre, Kerguelen désigne deux marins chargés de mettre pied à terre avec l'un des canots de la *Dauphine*, tandis qu'il se tiendra à bord de son navire au large d'une île en forme de soulier qu'il a lui-même surnommée la Pantoufle. En effet « pan-toufler » est à proprement parler ce qu'il va faire pendant que ses compagnons s'escriment à accoster.

Finalement, le 8 janvier 1774, les deux enseignes de vaisseau parviennent à débarquer. On retrouve la première bouteille, on cloue les plaques de cuivre, mais le plus gros reste à faire : pousser plus loin la découverte et créer un établissement, puisque ce sont là les ordres de Louis XV. Seulement voilà, Kerguelen semble avoir pris l'archipel en grippe.

Lors de la précédente expédition, il était parti sans attendre le *Gros Ventre*. Cette fois-ci, le 18 janvier, il va purement et simplement désobéir aux ordres et partir vers le nord, direction Madagascar. Découragement, maladie, épuisement, peut-être aussi espoir de découvrir une terre plus intéressante et de rattraper sa bévée ? Toujours est-il que, reniant totalement sa mission, il décampe une fois encore sans avoir mis le pied sur ces îles qui bientôt porteront son nom. Dans un accès inhabituel de clairvoyance, il écrit à de Boynes, secrétaire d'État à la Marine, que les terres découvertes ne présentent aucune ressource, qu'il n'y a que des pingouins et des loups marins, et qu'il ne semble pas que cette terre soit habitée.

Quand enfin Kerguelen retourne en France, Louis XV vient de mourir, tous les ministres ont changé, notamment de Boynes, il n'a donc plus de protecteur et Louis XVI, qui raffole des vrais explorateurs (ne dit-on pas qu'à quelques minutes de son exécution il demanda si l'on avait des nouvelles de La Pérouse disparu en 1788 au cours de son périple autour du monde), a une grande aversion pour l'indiscipline.

Kerguelen sera donc traduit devant le conseil de guerre. Il ne sera d'ailleurs pas le seul à être jugé, certains officiers avec lesquels il est

entré en conflit à cause de Louise le seront aussi. On va lui reprocher sa désobéissance, l'embarquement d'une jeune femme à bord et d'avoir également fait de la pacotille. Décrété de « prise de corps », il est emprisonné le 22 janvier 1775. Il sera durement traité et surveillé en permanence. Finalement, au terme du conseil de guerre, il est déclaré coupable le 15 mai 1775, démis de son grade de capitaine de vaisseau, destitué de son statut d'officier de marine du roi et condamné à six ans de forteresse. En 1782, il tentera de se justifier en publiant le récit de ses deux voyages dans les mers australes, mais il n'y fournira aucune explication valable à sa conduite et l'ouvrage sera brûlé pour offense à la justice du roi.

Pendant que Kerguelen purge sa peine au château de Saumur, l'Anglais James Cook parvient à son tour aux îles de la Fortune ; c'est d'ailleurs lui qui va établir à cette occasion la nature insulaire de l'archipel. À propos du nom que porteront désormais ces lieux, il écrit : « J'aurais dû appeler ces îles, îles de la Désolation, mais j'ai préféré leur donner le nom de M. de Kerguelen, qui le premier les a découvertes. »

Les biographies de Kerguelen consultées pour écrire le présent chapitre ne s'accordent pas sur la motivation de Cook au sujet de ce nom de baptême : l'a-t-il choisi en hommage sincère au navigateur français ? Était-ce au contraire une façon de se moquer de sa décevante découverte ou encore pour braver la France en donnant à ces îles le nom d'un officier qui est alors un proscrit dans son propre pays ?

Il est certain que James Cook devait dans une certaine mesure aux Français d'être parvenu jusqu'à l'archipel des Kerguelen. En effet, lors de son troisième voyage, il avait rencontré à Ténériffe un ancien pilote du capitaine français et, l'année précédente, il avait déjà rencontré au Cap le capitaine Crozet, qui lui avait communiqué la position de sa découverte. (Les îles Crozet se trouvent dans la même zone que les Kerguelen et constituent de nos jours l'un des cinq districts des terres Australes et Antarctiques françaises dites TAAF). Quoi qu'il en soit, une chose est sûre : ce sont des cartes anglaises qui les premières mentionneront le nom d'« archipel des Kerguelen ». Quant à s'approprier ces îles, jamais les Anglais ne semblent y avoir songé, s'intéressant à juste titre bien davantage à l'Australasie – future Australie – qu'à un archipel inhospitalier perdu entre 50° hurlants et 40° rugissants !

Qu'advient-il de Kerguelen après sa captivité ? Libéré en août 1778, il armera un bateau corsaire pendant la guerre d'indépendance américaine, sera capturé par les Anglais, promu contre-amiral sous la Révolution, puis démis de son commandement et emprisonné. À ses heures perdues, il écrira un mémoire portant sur l'*Absurdité de ne composer le corps de la marine que de nobles* et nous verrons en examinant le cas de Chaumareys et de la *Méduse*, qu'il ne croyait pas si bien dire.

Le navigateur meurt à Paris le 3 mars 1797, âgé de soixante-trois ans. À l'image de sa vie entière, ses dernières années sont marquées par de constants ballottages entre honneurs, prison et oubli. Il est bien, selon l'expression d'Alain Boulaire, ce « phénix des mers australes », qui jamais ne cesse de renaître de ses cendres et cela restera vrai jusqu'à la fin, puisque au moment même où il meurt dans la solitude, Kerguelen était pressenti pour devenir ministre de la Marine !

Récapitulons les éléments à charge du dossier Kerguelen : abandon intempestif du *Gros Ventre*, mensonges sur sa découverte, embarquement d'une femme à son bord, trafics en tous genres, désobéissance aux ordres du roi, découverte d'une terre qu'il pourrait par deux fois être le premier à fouler, mais où il ne met jamais le pied, préférant y envoyer des subalternes... il y a là largement de quoi garnir le plateau de la balance côté « zhéros ». Mais considérons maintenant les éléments à décharge.

Qu'ils soient écrits par des navigateurs comme Isabelle Autissier ou par des Bretons comme Alain Boulaire ou Jean-Paul Kauffman, qui nous apprend d'ailleurs dans son livre qu'aucune des bouteilles déposées sur l'archipel n'y fut jamais retrouvée, les ouvrages consacrés à Kerguelen manifestent toujours une grande indulgence envers lui. Sans doute parce que leurs auteurs savent quelle prouesse constitue la navigation dans les eaux souvent déchaînées de l'océan Indien austral. Les rafales de vent peuvent y atteindre plus de 300 kilomètres/heure et les vagues 35 mètres de haut ! Sans même avoir jamais navigué, il suffit de visionner quelques images de l'archipel des Kerguelen battu par les vents pour perdre à jamais toute velléité de mettre un pied dans ses eaux ou sur son sol réfrigéré ! Par ailleurs, l'île frigorigène est par sa superficie la troisième île française après la Corse et la Nouvelle-Calédonie, mais elle se fait nettement moins remarquer et son acquisition par la France a permis d'augmenter de manière

significative notre cheptel de baleines à bosse, manchots, otaries et autres éléphants de mer.

Autre sujet de satisfaction de nature à flatter notre esprit cocardier : c'est sur la Grande Terre, île principale de Kerguelen, que se trouve le plus grand glacier français. Mais ce glacier, qui en 1963 avait encore une superficie de près de 500 kilomètres carrés, porte le nom de « calotte Cook ». Or, selon une récente étude menée par des glaciologues, elle est en train de fondre à vue d'œil ! En quarante ans, elle s'est amincie de près d'un mètre et demi par an, sa surface a diminué de 20 %. et son recul est deux fois plus rapide depuis ces vingt dernières années. Conclusion douce-amère : même si nous perdons le plus grand glacier de France, d'ici quelques décennies, il n'y aura plus trace de Cook aux Kerguelen !

Resteront naturellement les îles Cook et le souvenir d'un grand explorateur britannique qui fut le premier Européen à débarquer sur la côte Est de l'Australie ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie, et le premier navigateur à faire le tour de la Nouvelle-Zélande. Mais là encore, en guise de baroud d'honneur, nous mentionnerons ici que si la gloire de Cook ne connut jamais d'éclipse contrairement à celle de Kerguelen, en revanche lorsque sonna l'heure du trépas, le navigateur français mourut de sa belle mort dans son lit, tandis que James Cook fut mangé par des Hawaïens quelque part dans les îles Sandwich !

Après ce coup de pied de l'âne dont on conviendra sans peine du caractère aussi mesquin qu'anglophobe, évoquons plus sérieusement ce qui restera peut-être « le » grand mérite d'Yves de Kerguelen : avoir su transmettre aux autres son amour de la mer, son goût pour l'aventure. Faire rêver ceux qui l'écoutaient, les transporter en imagination dans des contrées lointaines, des îles paradisiaques aux fleurs odorantes et aux fruits inconnus, ça il savait faire ! Louis XV avait été payé pour le savoir !

Au château de Saumur où Kerguelen purgea sa peine, le directeur de la prison était un certain Louis Henri Georges Dupetit-Thouars. Ses neveux Louis Marie Aubert et Aristide Dupetit-Thouars, nés au château de Boumois à 6 kilomètres de Saumur, élèves à l'école militaire de La Flèche, fréquentaient régulièrement le château et passèrent de longues heures à écouter les récits de voyage de Kerguelen. L'enthousiasme du vieux marin s'avéra une fois encore très communicatif, puisque les deux adolescents, sans avoir jamais vu la mer, n'auront qu'une idée en tête, parcourir les océans, voir du pays.

L'ainé, Louis Marie Aubert, devenu botaniste, voyagera à travers le monde sur les traces de Kerguelen, publiera une *Histoire des végétaux recueillis dans les îles de France, de Bourbon et de Madagascar* et sera admis à l'Académie des sciences.

Quant à son petit frère, Aristide Dupetit-Thouars (1760-1798), il va devenir l'un des plus grands marins de notre histoire, le héros légendaire de la bataille navale d'Aboukir.

Âgé de vingt ans à peine, il a déjà participé à plusieurs batailles navales contre les Anglais à Ouessant, puis à Saint-Louis du Sénégal et aux Antilles. En 1792, il vend tous ses biens pour pouvoir partir à la recherche du grand explorateur La Pérouse, alors disparu depuis quatre ans au cours de son tour du monde. Pour infructueuse qu'elle fût, l'expédition en question en dit assez long sur l'impétuosité, le courage et l'esprit romanesque de cet homme. Par la suite, commandant du *Tonnant* pendant l'expédition d'Égypte avec Bonaparte, il meurt glorieusement à la bataille navale d'Aboukir le 1^{er} août 1798, après avoir contraint le *Bellerophon* à amener son pavillon et s'être dégagé d'un autre vaisseau anglais, le *Majestic*. Les deux bras et une jambe emportés par une canonnade, il se fait placer par ses hommes dans un gros baril de son, afin de pouvoir continuer à donner des ordres jusqu'à son dernier souffle. La légende prétend que son dernier ordre fut que le pavillon tricolore soit cloué au mât afin qu'il ne puisse être amené, signe de reddition dans la marine.

Cet homme-là, dans sa jeunesse, avait bu les paroles de Kerguelen, marin brillant mais désobéissant, piètre découvreur, mais très grand conteur dont les fautes furent amendées par les héros qui crurent en ses rêves.

Villeneuve et Trafalgar

Puisque l'évocation de Dupetit-Thouars dans son baril nous a conduits à Aboukir, restons-y ! Si, pour les Égyptiens, Aboukir n'est qu'un modeste village situé à l'est d'Alexandrie, pour les Anglais, ce nom évoque la grande victoire navale de l'amiral Nelson sur la flotte française les 1^{er} et 2 août 1798, tandis que, pour nous Français, il désigne la victoire terrestre remportée par Bonaparte contre les Turcs le 25 juillet 1799.

C'est donc une victoire d'Aboukir contre les Turcs, remportée un an après une défaite d'Aboukir contre les Anglais, qui permit à Bonaparte

de rentrer en France auréolé de gloire et de faire oublier la manière intempestive et peu avouable dont il s'était « carapaté » d'Égypte !

On devinera sans peine que la victoire d'Aboukir évoquée par le sculpteur Bernard-Gabriel Seurre sur la face sud de l'Arc de triomphe est plutôt la bataille terrestre !

Les exemples ne manquent pas dans l'histoire de ces petits accommodements avec les noms : la défaite de Gravelotte contre les Prussiens, qui fut un désastre pour l'armée française, est qualifiée de « victoire de Saint-Privat » dans les livres d'histoire allemands. Dans un autre genre, en 1904, afin d'éviter les sujets qui fâchaient lors de la signature de l'Entente cordiale, il fut décidé que Fachoda, gros caillou dans le soulier franco-anglais, s'appellerait désormais Kodok ! La France ayant dû rendre sept ans auparavant à l'Angleterre cette forteresse du Soudan emportée de haute lutte par la mission Marchand, il n'était pas question que ce nom humiliant pour la France figure sur quelque carte que ce fut.

Mais revenons en Égypte en 1798. Côté anglais, le grand vainqueur d'Aboukir et de Trafalgar est évidemment l'amiral Horatio Nelson (1758-1805), sans doute le plus grand héros de l'histoire militaire britannique. Dans son pays, il fait l'objet d'une véritable vénération. Sa statue trône à Trafalgar Square, en plein cœur de Londres placée bien haut afin que l'amiral puisse voir la mer et protégée à sa base par quatre lions monumentaux fondus dans le bronze de canons pris aux Français.

Tué le jour même de la bataille de Trafalgar, le 21 octobre 1805, selon le *Journal de L'Empire* du 2 décembre, par une balle française ou espagnole, qui vint se loger dans sa colonne vertébrale, l'amiral Nelson fut inhumé en grande pompe en la cathédrale Saint-Paul de Londres, le 8 janvier 1806, après que sa dépouille eut été rapatriée dans un fût de rhum. Son cercueil, placé dans un sarcophage de marbre, fut confectionné à partir du mât de l'*Orient*, navire français capturé à Aboukir. Tous les objets liés à cet épisode ont été pieusement conservés : la balle qui tua Nelson est exposée dans le grand vestibule du château de Windsor et l'uniforme qu'il portait sur lui le jour de la bataille est présenté au musée national de la Marine de Greenwich. Quand l'Angleterre veut vraiment marquer le coup, elle « offre du Nelson » ! C'est ainsi qu'après la guerre russo-japonaise de 1905 la Royal Navy offrit une mèche de cheveux du grand amiral à la marine impériale japonaise, à l'occasion de la commémoration de sa victoire de Tsushima. Toute relique ayant de près ou de loin touché Nelson vaut de l'or. En 2002, lors de la vente aux enchères, chez

Sotheby's, à Londres, des souvenirs de Nelson, la bourse de tissu vert remplie de pièces d'or qu'il portait sur lui le jour de sa mort, réticule taché de son sang, s'est vendue 423 000 euros. La même année, dans l'émission de la BBC déjà mentionnée, *100 Greatest Britons*, l'amiral Nelson se retrouva, presque deux cents ans après sa mort, à la neuvième place du classement après John Lennon, là où Napoléon I^{er} ne décrocha chez nous que la seizième place, entre Jules Verne et Louis de Funès !

Voilà donc, on l'aura compris, un héros chouchouté par son peuple reconnaissant ! Par ses anciens adversaires aussi d'ailleurs : en 2005, n'avons-nous pas prêté notre unique porte-avions, le *Charles-de-Gaulle*, afin que les Britanniques puissent célébrer dignement le bicentenaire de Trafalgar ? Et ce, alors même qu'un mois et demi plus tard, nous commémorions en catimini le bicentenaire d'Austerlitz, bataille pourtant saluée dans l'Europe entière comme la plus belle victoire de la Grande Armée ?

Allons, ne soyons pas amers et, à défaut d'avoir salué dignement la mémoire de nos soldats morts à Pratzen, consolons-nous à la pensée du magnifique spectacle du *Charles-de-Gaulle*, mouillant à quelques encablures du Victory, le navire de Nelson à Trafalgar, conservé comme bateau musée à Portsmouth et tenu comme un bonbon.

Côté zhéros des mers français, on trouve le « négatif » absolu de l'amiral Nelson en la personne de Pierre Charles Sylvestre de Villeneuve (1763-1806). Désigné par ses contemporains comme le responsable de la défaite française de Trafalgar, il est entré dans les manuels d'histoire sous les traits d'un lâche et d'un incompetent ayant fui l'ennemi et s'étant réfugié à Cadix au prétexte que ses marins avaient la colique et que lui-même n'était pas dans son assiette ! À en juger par les portraits de lui, c'était un bel homme distingué, au regard franc, chez lequel on ne décèle aucune veulerie et, en tout cas, aucune trace de ce petit quelque chose de chafouin que l'on trouve chez Kerguelen ou de la mine ahurie d'un Grouchy ! Nos lecteurs pourront en juger par eux-mêmes (voir cahier-photo). On peut dire que si cela n'avait tenu qu'à lui, il se serait contenté de goûter les joies d'un paisible bonheur domestique dans sa ville natale de Valensole. Soit, mais dans ce cas, qu'alla-t-il faire dans cette galère ?

Pour lui, les vrais ennuis commencent à Aboukir en août 1798. Il commande alors l'arrièregarde de la flotte française, qui a aucun moment ne sera inquiétée par Nelson. Tandis qu'au loin les navires

français sont détruits les uns après les autres, Villeneuve, jugeant tout à fait impossible de venir à leur secours et n'ayant reçu aucun ordre de l'Empereur en ce sens, se tient en retrait jusqu'à la fin du combat ! Il aurait pu esquisser un mouvement pour prendre les Anglais à revers, mais non ! Il le redira par la suite : il avait le vent contre lui et, de toute façon, il n'avait pas reçu d'ordre !

Aboukir, appelée de préférence côté français « bataille du Nil », fut une défaite d'autant plus humiliante pour nous que les forces en présence étaient à peu près équivalentes (quatorze vaisseaux côté anglais, treize navires de ligne et quatre frégates côté français), avec une meilleure position au départ et une puissance de feu supérieure pour les Français, même si les vaisseaux anglais étaient en meilleur état et leurs marins mieux entraînés. La stratégie anglaise, qui prévoyait de scinder la flotte ennemie en deux et de la prendre en tenaille en s'immisçant entre les navires français et la côte, fut parfaitement efficace. Nelson l'emporta haut la main au terme d'un pilonnage de quinze heures de la flotte française. On s'était battu de nuit et ça, les Français ne savaient pas faire !

Les héros du jour sont en capilotade : tandis que Nelson, qui a pris un fragment de balle française dans le front, a eu la vue obstruée par un lambeau de peau qui lui retombait sur l'œil, Dupetit-Thouars hurlait des ordres fiché dans son baquet et le vice-amiral Brueys d'Aigalliers, commandant en chef de la flotte, touché deux fois, a refusé de quitter son poste puis a succombé finalement à une troisième blessure. Le combat a fait mille sept cents morts et trois mille prisonniers chez les Français pour deux cent dix-huit victimes seulement côté anglais. Une belle déculottée ! Pendant ce temps-là, notre zhéro attendait que ça passe !

Seuls deux frégates et deux navires, dont le sien, ont quitté indemnes le champ de bataille et sont parvenus à gagner Malte. Curieusement, Bonaparte ne lui en veut pas plus que cela lorsqu'il l'apprend. Sans doute parce que, en 1798, il n'est pas encore le tout puissant empereur Napoléon, ensuite parce qu'il a toujours aimé ceux qui ont de la chance. Et puis Villeneuve a tout de même sauvé son bateau du désastre, alors que les navires français qui n'avaient pas été détruits par l'ennemi s'apprétaient, eux, à entamer une toute nouvelle carrière dans la Royal Navy !

Villeneuve est très marqué par la défaite, il va en conserver un gros complexe d'infériorité vis-à-vis de Nelson, de sorte que, se retrouvant

sept ans plus tard face à lui dans le détroit de Gibraltar, il partira perdant.

Après Aboukir, il aurait volontiers continué à se faire tout petit, mais il va lui arriver la même chose qu'à Medina Sidonia. Victime, tout comme son prédécesseur espagnol, du laminage du haut commandement de la marine, il bénéficie d'une promotion dont il ne veut pas et dont il demandera en vain à être déchargé. Malheureusement pour lui, sa hiérarchie n'a pas l'embarras du choix, de nombreux officiers de marine issus de l'aristocratie ayant quitté la France pendant la Révolution. Par-dessus le marché, entre Aboukir (1798) et Trafalgar (1805), les amiraux se mettent à tomber comme des mouches, comme pour donner raison à Voltaire lorsqu'il faisait remarquer que « dans ce pays-ci, il [était] bon de tuer de temps en temps un amiral pour encourager les autres ».

L'amiral Latouche-Tréville, qui dirigeait l'escadre de la Méditerranée et avait à plusieurs reprises tenu Nelson en échec, meurt à bord de son bateau le *Bucentaure*, dans la nuit du 18 août 1804, en rade de Toulon. Il refuse d'être transporté à l'hôpital, déclarant qu'« un marin est trop heureux de mourir sous son pavillon ». Tout à fait le genre de phrases sublimes qu'aiment à prononcer les grands hommes avant de passer l'arme à gauche ! Nelson, lui, se voyant mourir, demanda une coupe de cheveux (il souhaitait que sa chevelure soit remise à sa maîtresse, lady Hamilton), puis il susurra avant d'expirer : « Dieu merci, j'ai fait mon devoir », suivi de : « Dieu et mon pays. » Chapeau, amiral Nelson, héroïque jusqu'à la fin !

Exit donc Latouche-Tréville. Restait pour le remplacer l'amiral Bruix, autre brillant marin. Hélas, il souffre de tuberculose et se trouve par conséquent hors d'état de prendre la mer ; il meurt le 18 mars 1805, âgé d'à peine quarante-cinq ans. Nous sommes donc dans un cas de figure semblable en tous points à celui de Medina Sidonia, à ceci près qu'il restait encore deux autres candidats possibles au poste de vice-amiral de l'escadre de Méditerranée. Mais Decrès, ministre de la Marine, ne les apprécie pas et leur préfère de très loin son ami Villeneuve, avec lequel il était à Aboukir. Decrès va donc recommander Villeneuve à l'Empereur, par amitié mais aussi parce que cela va dans le sens de ses intérêts. Chez lui, l'esprit de cour semble l'avoir toujours emporté sur l'altruisme. C'est en tout cas ce qui ressort des propos de l'Empereur, rapportés par Las Cases dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* : « Il avait de l'esprit et beaucoup, seulement pour la conversation. Il ne créait rien, exécutait mesquinement, marchait et ne voulait pas courir. Il eût dû passer la moitié de son temps dans les ponts ou sur les flottes d'exercice. J'en eusse tenu compte, mais le courtisan qu'il était craignait de s'éloigner de son

portefeuille. » L'un des biographes de Decrès enfonce le clou en l'accusant d'avoir toujours préféré s'entourer de médiocres pour ne pas se faire de rivaux auprès de l'Empereur. Avec Villeneuve, ce serait une réussite !

Quoi qu'il en soit, en 1804, le sort en est jeté, Villeneuve poussé par son ami ministre devient vice-amiral de la flotte de Toulon en remplacement de Latouche-Tréville. Il est le plus jeune officier à occuper cette fonction ! Hélas, sa nomination comme enseigne de vaisseau à dix-sept ans, son engagement dans tous les combats de la guerre d'indépendance américaine auprès de De Grasse, et cette promotion brillante quoique partiellement accidentelle, tout cela comptera pour du beurre et sera balayé par Aboukir et Trafalgar.

Dans ces années-là, comme Philippe II en d'autres temps, Napoléon a une idée fixe : envahir l'Angleterre. Il concentre ses troupes à Boulogne, en vue d'un débarquement qu'il envisage de la façon suivante : la flotte de la Méditerranée (escadre de Toulon sous le commandement de Villeneuve) attirera la flotte anglaise vers les Antilles. Puis, ayant fait aux Antilles sa jonction avec la marine alliée espagnole, la flotte de l'Atlantique basée à Brest et l'escadre de Rochefort, elle reviendra en Espagne toutes voiles dehors, bloquant l'accès de la Manche aux Anglais. L'Angleterre ne sera alors plus défendue que par une poignée de bateaux que l'on balayera facilement. Le champ sera libre pour un débarquement de la Grande Armée récupérée entretemps à Boulogne. Dans l'esprit de Napoléon, c'est comme si c'était fait !

Villeneuve va suivre ce plan, à ceci près qu'une fois parvenu aux Antilles, il n'y retrouve pas les escadres françaises, l'une d'entre elles ayant dû faire demi-tour à mi-chemin, l'autre n'ayant même pas pu quitter le port de Brest. Ignorant ces faits, Villeneuve respecte à la lettre les instructions qui sont d'attendre sur place, où il va donc « peigner la girafe » quarante jours durant. Il lui sera violemment reproché de n'avoir rien fait pendant tout ce temps – que n'a-t-il tenté de prendre une île ou deux aux Anglais ? –, alors qu'il avait précisément reçu l'ordre de ne rien faire ! Mais le chef a toujours raison, même lorsqu'il donne des ordres contradictoires et Napoléon est maître en la matière : « Manipulés comme des pions sans connaître la finalité des opérations, soumis, avec les aléas et les délais de la marine à voile, à des ordres qui leur paraissent incohérents et contradictoires, les amiraux de l'Empire se voient accablés de

reproches dès que les événements ne se conforment pas à la volonté du maître (13). »

Obéir aux ordres ne va pas porter bonheur à Villeneuve. En effet, dès qu'il apprend que Nelson arrive en vue des Antilles, il prend le large vers l'Espagne comme prévu, sauf que, vu de Saturne, son départ ressemble fort à une fuite ! Les choses ne vont qu'aller de mal en pis : sur le chemin du retour, il rencontre une escadre anglaise qu'il canarde à l'aveuglette, dans un brouillard à couper au couteau : c'est la bataille des Quinze-Vingts, qui tient son nom à la fois du nombre de bateaux en présence et de l'hôpital parisien réservé aux aveugles.

À l'occasion de cette échauffourée, deux de ses bateaux sont pris, mais il est en supériorité numérique et a le vent pour lui. Il pourrait donc fort bien poursuivre les Anglais et leur reprendre les bateaux enlevés. Il n'en fait rien ! Il « canote vaguement » un ou deux jours en direction du nord, mais renonce bien vite à tenter une percée vers Rochefort ou Brest, ou à regagner la Méditerranée conformément aux ordres reçus. Il va s'enfermer à Cadix en arguant de l'état sanitaire catastrophique de ses équipages. Précisons tout de même au passage que le « coup de la colique » n'est pas une pure invention. Ses marins, comme en son temps le roi Dagobert, souffraient effectivement de dysenterie chronique !

À partir du 19 août, Villeneuve est au chaud dans Cadix et entend bien ne plus en bouger. De fait, il va laisser ses troupes déjà ramollies par la maladie s'y démoraliser des semaines durant, tandis que lui-même adresse à Decrès des lettres qui, selon les termes de ce dernier, ne sont plus que « de longues jérémiades ». Décidément, Villeneuve est l'homme des occasions manquées : ratage à Aboukir, ratage aux Antilles, ratage à la bataille des Quinze-Vingts, grosse déprime à Cadix et ratage magistral à Trafalgar !

Les lettres adressées par Napoléon à Decrès à cette époque attestent la fureur de l'Empereur contre son « scaphandrier d'eau de vaisselle » (après l'expression « amiral de bateau-lavoir » utilisée pour Sidonia, cette autre injure du capitaine Haddock trouve ici une application tout indiquée !). Napoléon qualifie Villeneuve de « lâche », parle de « sa conduite infâme ». Il écrit : « J'estime que Villeneuve n'a pas le caractère nécessaire pour commander une frégate. C'est un homme sans résolution et sans courage moral (14). » Ou encore : « Villeneuve est un misérable qu'il faut chasser ignominieusement. Sans combinaisons, sans courage, sans intérêt général, il sacrifierait tout pourvu qu'il sauve sa peau (15). »

Habillé pour l'hiver par son Empereur, Villeneuve propose sa

démission à Decrès. Malheureusement, ce dernier n'en informe pas Napoléon et encourage au contraire son protégé à faire oublier ses bourdes par une action d'éclat.

Démission ou pas, il est de toute façon trop tard ! Depuis le 15 septembre, Napoléon a chargé le premier amiral qui lui tombait sous la main de se rendre à Cadix pour y relever Villeneuve de son commandement. Le nouvel élu ne nous est pas inconnu, puisqu'il s'agit de Rosily, l'enseigne de vaisseau de Kerguelen qui fut le premier à mettre le pied sur l'île de la Fortune en 1772, et ce n'est pas non plus un perdreau de l'année, puisqu'il est âgé de cinquante-sept ans. Un bon marin, oui, sans doute, mais il n'a plus mis les pieds sur un bâtiment de guerre depuis au moins une quinzaine d'années et ne fréquente plus la mer ailleurs que sur les cartes marines dont il a la responsabilité au service hydrographique du ministère.

Ce vieux loup de mer aurait-il pu sauver la flotte française ? Nous ne le saurons jamais car, tel Philippe II à Saint-Quentin, Rosily ne rejoindra Cadix que trois jours après la bataille ! Cependant, la rumeur de sa nomination vient aux oreilles de Villeneuve et cela va précipiter la catastrophe. Pour laver son honneur, l'amiral déchu se décide à tenter le tout pour le tout et à sortir de Cadix à la tête de ses navires.

Dans la fébrilité et la précipitation, Villeneuve accumule les mauvaises décisions. Il adopte la tactique qui a fait perdre toutes les batailles à la France depuis un siècle : la formation en ligne classique, et alterne bateaux espagnols et français. Pas très pratique de communiquer des ordres et des manœuvres quand on ne parle pas la même langue d'un bateau à l'autre ! Le pire, souligne l'amiral Monaque, c'est que, lorsque quelque temps avant la bataille Villeneuve adresse pour la première et unique fois de sa vie une directive écrite à ses subalternes, il y analyse avec une clairvoyance étonnante ce qui va se passer. Il sait comment Nelson va le contrer, mais il est incapable de mettre au point une contre-attaque efficace. Le combat qui s'annonce est au-dessus de ses forces : « Toute la campagne, il a été totalement déprimé : c'est pour lui un long calvaire dans lequel il reste passif. »

En réalité, Villeneuve se sent écrasé par le charisme de Nelson, il est paralysé par la peur. Fondamentalement pessimiste, il ne croit pas du tout avoir la moindre chance de l'emporter contre lui ! Il a invoqué

pendant des semaines toutes les excuses possibles pour ne rien faire : marins malades, bateaux en mauvais état, encombrés de troupes exténuées, gréments de mauvaise qualité... et maintenant qu'il se décide enfin à sortir de son trou, il écrit noir sur blanc à ses subalternes qu'il convient de tout faire pour éviter l'ennemi. Aller au combat en cherchant à éviter l'affrontement, voilà des dispositions tactiques qui durent jeter un froid dans les rangs français ! Difficile de vaincre quand le Chef n'y croit pas !

Ce chef pourtant ne manque pas de courage physique : tout au long de la bataille, il arpente sous la mitraille le pont de son bâtiment, le *Bucentaure*, mais il assiste impuissant au laminage de ses navires. La flotte franco-espagnole en perdition est inexorablement détruite, les vingt-sept navires anglais écrasent les trente-trois navires de la flotte franco-espagnole. Dix-huit d'entre eux sont coulés, mis hors de combat ou pris par l'ennemi, tandis que la flotte de Nelson ne perd aucun bateau. Les Anglais ne comptent que quatre cent deux tués et mille cent trente-neuf blessés alors que les pertes franco-espagnoles s'élèvent à deux mille cent soixante-dix-sept tués et quatre mille sept cents blessés.

À qui la faute ? À Villeneuve bien sûr ! L'Empereur amer ne se privera pas de le rappeler sous la plume de Las Cases dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* : « Alors, la mollesse de Villeneuve vint tout perdre », se plaint-il.

Villeneuve, unique objet de son ressentiment, Villeneuve le mollasson, le lâche, le velléitaire qui fait tomber à l'eau son doux rêve de succéder à Guillaume le Conquérant, en triomphant de la perfide Albion sur les mers. Si Villeneuve avait fait route pour Brest, « mon armée débarquait et c'en était fait de l'Angleterre ». Dans cette version de l'histoire revue et corrigée depuis Sainte-Hélène par Napoléon, le malheureux amiral endosse la responsabilité du massacre à lui tout seul.

Au lendemain de Trafalgar, Napoléon dépité en revient aux valeurs sûres. Il privilégie à nouveau le plancher des vaches et sa bonne vieille Grande Armée qu'il envoie en Prusse à marche forcée, direction... Austerlitz ! Quant au bilan de Trafalgar pour les autres belligérants, l'amiral Monaque le dresse en ces termes : « La tragédie de Trafalgar reste vivante dans la mémoire collective de trois nations. Pour les Britanniques, c'est avant toute l'apothéose du grand Nelson et la confirmation d'une supériorité maritime qui remplit d'orgueil leur nation tout entière. Pour les Espagnols, c'est une défaite glorieuse, un sacrifice consenti pour l'honneur, au profit d'un allié imposé. Pour les

Français, c'est un malheur et une blessure qui les conduisent à renoncer à disputer la suprématie maritime à l'Angleterre. (16) »

Certains historiens – plutôt français – ont prétendu que Trafalgar aurait été un triomphe au lieu d'un fiasco si Villeneuve avait suivi à la lettre les ordres de l'Empereur. D'autres – Anglais pour la plupart, cela n'étonnera personne ! – jugent Villeneuve coupable, mais attribuent à Decrès et Napoléon, qui sans cesse modifiait ses plans, une part de responsabilité dans la défaite.

Au soir de Trafalgar, Villeneuve devait être complètement déprimé. S'il connaissait l'histoire de l'Invincible Armada, il dut avoir une petite pensée pour Medina Sidonia, son homologue en débandade ! Qu'allait-il devenir, lui, le plus grand zhéro du moment, après cette débâcle dont son Empereur et la France entière le tenaient pour fautif ? Comble de déshonneur : non seulement l'opinion lui imputait la défaite, mais elle lui reprochait aussi d'être le seul des trois amiraux de Trafalgar à avoir survécu à la bataille. Nelson et Gravina étaient en effet morts auréolés de gloire, tandis que lui était condamné à passer les années qui lui restaient dans la honte. Or, aussi justement que l'expriment ces vers de Rotrou : « La vie aux plus heureux passe comme un moment. Et doit être importune à qui vit lâchement » ; pour Villeneuve, le désagrément promettait de traîner en longueur : il n'avait que quarante-trois ans !

Par chance – et compte tenu de sa cote du moment chez ses compatriotes, le mot n'est pas trop fort ! –, le jour même de la bataille, Villeneuve est capturé par les Anglais. Il va rester leur prisonnier près de six mois, d'octobre 1805 à avril 1806. C'est d'ailleurs pendant sa captivité qu'il assiste aux obsèques de Nelson à Saint-Paul et s'incline devant le cercueil de son vainqueur.

Finalement libéré en avril 1806, notre marin d'eau douce regagne la France, où il s'attend à avoir droit à un procès, qui lui permettrait de justifier sa conduite. Sur le chemin du retour, il s'arrête à Rennes, à l'hôtel de la Patrie. Ce sera là sa dernière escale. Le 22 avril 1806, l'amiral Villeneuve s'enferme dans sa chambre et se donne la mort.

Dans une lettre adressée à sa femme, il écrit : « C'en est fait, j'en suis arrivé au terme où la vie est un opprobre et la mort un devoir. Seul ici, frappé d'anathème par l'Empereur, repoussé par son ministre qui fut mon ami, chargé d'une responsabilité immense dans un désastre qui m'est attribué et auquel la fatalité m'a entraîné, je dois mourir [...]. Quel bonheur que je n'aie aucun enfant pour recueillir mon terrible héritage et qui soit chargé du poids de mon nom. Ah ! Je n'étais pas né pour pareil sort, je ne l'ai pas cherché, j'y ai été entraîné

malgré moi. Adieu, adieu. (17) »

Ironie du sort, Villeneuve trouve le moyen de se suicider sur l'autel de la patrie... à l'hôtel de la Patrie ! Un dénouement beau comme l'antique, mais bien trop mélodramatique à mes yeux. Pourquoi ce geste, de la part du zhéro le plus tragique de notre florilège ? Croyait-il vraiment que sa mort viendrait redorer son blason ? Hélas, quand bien même il serait mort au combat plutôt que par sa main, il eût été maudit de la même manière et condamné à voir son nom associé jusqu'à la fin des temps à celui de Trafalgar. Pour ne rien arranger, la postérité a mis en doute la noblesse de son acte en s'empressant de voir dans son suicide une lâcheté supplémentaire de sa part pour éviter le conseil de guerre. La possibilité d'un assassinat a également été évoquée : les Anglais ont fait courir le bruit que Napoléon avait fait exécuter son amiral par ses mameluks. D'autres rumeurs mettent en cause un certain Magendie, ayant servi sous les ordres de Villeneuve à Trafalgar. Cet officier l'aurait assassiné sur ordre de Decrès, parce qu'il trouvait déshonorant que l'amiral vaincu ait survécu à Nelson et Gravina. Anéanti par cette affreuse accusation, le malheureux Magendie va la contester de toutes ses forces dans un livre plaidoyer publié en 1814. Il sera innocenté, des années plus tard, lorsque l'on découvrira dans les *Annales maritimes et coloniales* publiées en 1830 qu'il devait à l'imagination prolifique d'un romancier d'avoir vu son nom jeté en pâture à l'opinion publique. Pour les besoins de son livre, l'auteur, un nommé Lardier, avait inventé de toutes pièces le fameux témoin qui aurait vu Magendie sortir de la chambre de Villeneuve quelques minutes après sa mort. Magendie venait donc de passer vingt ans dans l'enfer de la suspicion pour les seuls besoins d'une intrigue romanesque.

Deux mystères demeurent tout de même autour de la disparition de Villeneuve. Le premier porte sur les circonstances de sa mort. En effet, si l'enquête de police confirme bien l'hypothèse du suicide, le médecin légiste a cependant attesté que Villeneuve avait reçu six coups de couteau dans la poitrine ! Instruits de ces sortes de choses, nos lecteurs ne manqueront pas de nous faire remarquer que dans la Rome antique, où l'on se suicidait couramment de cette manière, Metellus Scipion se serait tué de neuf coups de poignard pour ne pas être pris par les troupes de César après la bataille de Thapsus. Certes, mais les Romains étaient friands de fins spectaculaires et sont bien capables d'en avoir « rajouté » par la suite, au propre comme au figuré ! S'auto-administrer six ou neuf coups de poignard ? Allons donc, la chose est-elle seulement crédible ?

Autre mystère : nul ne sait où fut enterré Villeneuve ! Certes, il est mort dans l'indifférence la plus absolue et l'heure n'était guère à lui offrir des obsèques nationales. Mais s'il n'avait pas d'enfants, il avait bien une épouse, des parents. Comment se fait-il que sa famille n'ait pas réclamé sa dépouille pour l'inhumer à Valensole, d'où il était originaire, ou tout simplement à Rennes, où il était mort ? Interrogées, les archives de la marine ont été dans l'impossibilité d'apporter une réponse à cette question.

Où donc êtes-vous, amiral Villeneuve ? Reposez-vous en paix dans quelque fosse commune bretonne ? Vouloir faire oublier votre existence dans nos livres d'histoire ne suffisait pas, il a fallu que l'on prive aussi vos compatriotes miséricordieux de pouvoir se recueillir sur votre tombe. Vous auriez pourtant eu une épitaphe toute trouvée, émanant de la bouche même de l'empereur Napoléon qui, s'étant montré si dur envers vous, déclara après votre suicide : « Il n'aurait pas dû faire cela, c'était un brave homme... bien qu'il manquât de talent ! »

Depuis le purgatoire, résidence céleste la plus couramment affectée aux zhéros, Villeneuve eut par la suite quelques sujets de consolation. D'abord, son « cher » ami Decrès connut une mort absolument idiote ! Voulant avoir le champ libre pendant qu'il lui déroberait son argent, son valet de chambre déposa une bombe sous son lit. Ainsi, l'ancien amiral devenu ministre de la Marine mourut victime d'une explosion de sommier. Spectaculaire sans doute, mais tant qu'à faire « dans la literie », n'eût-il pas mieux valu imiter La Motte-Piquet, qui, lors d'un combat naval contre les Anglais à la Grenade en juillet 1779, bien qu'il eût la cuisse brisée par une balle, continua d'assurer son commandement au milieu des blessés... allongé sur un matelas !

Quant à l'Empereur, pour un homme que la mer fascinait, (de tous nos chefs d'Etat, il fut celui qui navigua le plus), il fut poursuivi par une étrange fatalité. La flotte qu'il avait fait construire par le prédécesseur de Decrès, lequel portait le patronyme prédestiné de « Forfait », comportait des bâtiments aux noms de baptême plus « ronflants » les uns que les autres : *Aquilon*, *Généreux*, *Guerrier*, *Heureux*, *Spartiate*, *Conquérant*... Mais tant d'arrogance trouva symboliquement sa juste punition dans les noms des trois dernières embarcations qu'emprunta l'empereur des Français. Qu'on en juge plutôt : Napoléon gagne Sainte-Hélène sur le *Bellerophon*, dénomination sous laquelle point n'est besoin d'être Lacan pour déchiffrer : « le bel héros fond », navire qui, ironie du sort, s'était

illustré à Trafalgar, côté anglais bien entendu ! Puis, lors du retour des cendres en 1840, sa dépouille sera convoyée en France à bord de la *Belle Poule* et chargée à Puteaux sur la *Dorade*, sorte de barge cénotaphe décorée par Philastre et Cambon. La *Dorade* connaîtra un destin en tous points conforme aux prouesses navales de l'Empire : rachetée par les héritiers de Deligny, elle sera transformée.... en piscine municipale !

Chaumareys, le naufrageur de la Méduse

Des maux de cœur de Medina Sidonia au suicide de Villeneuve en passant par l'érysipèle de Kerguelen, notre lecteur s'imagine sans doute naïvement être passé de Charybde en Scylla. Que nenni ! Car voici qu'à la proue de notre vaisseau fantôme s'avance l'auteur méconnu d'un naufrage au moins aussi fameux que celui du *Titanic*.

Avec Chaumareys, capitaine de la frégate la *Méduse*, beaucoup moins célèbre que le radeau du même nom, on peut réellement parler de zhéro refoulé aux oubliettes de l'histoire. Non seulement son nom ne dit rien à personne, mais il est très difficile voire impossible de trouver un portrait de lui. En recherchant « Chaumareys » sur Internet, on tombe immédiatement sur la toile de Géricault ou bien alors sur une reproduction du radeau réalisée par l'un des survivants du naufrage. Chaumareys, lui, n'existe plus, il se confond avec le désastre dont il fut responsable. Il a disparu, comme dissous, aspiré, par l'œuvre de Géricault.

Il se révéla pourtant un super-zhéro, digne d'être extirpé de sa gangue de peinture pour répondre de ses actes devant le tribunal de l'histoire. Il a de la chance : notre cour d'assises est indulgente et ne sanctionne que très mollement les coupables.

Alors qu'après la Révolution il est quasiment impossible de trouver des officiers de marine expérimentés, la grande majorité d'entre eux ayant quitté la France pour sauver leur tête, la marine française va devoir faire face, à partir de 1815, à un afflux important et soudain de « main d'œuvre émigrée ». Avec la Restauration et la prise du pouvoir par Louis XVIII, ces officiers issus de la noblesse reviennent en France et réclament des commandements. En vertu d'un décret royal, tous vont être réintégrés dans le grade supérieur à celui qu'ils avaient en partant. On imagine l'effet produit sur les officiers plus jeunes et plus

compétents, évincés au bénéfice de ces « rentrants quinquagénaires », dont la plupart n'ont plus mis le pied sur un bateau depuis un quart de siècle ! Tout le drame du radeau de la *Méduse* est là !

Le vicomte Hugues Duroy de Chaumareys (1763-1841) est en effet l'un de ces officiers. Alors que la dernière embarcation qu'il a pilotée est la chaloupe sur laquelle il a gagné l'Angleterre vingt-cinq ans auparavant, on lui confie, en 1815, le commandement de l'un des fleurons de la flotte française, la frégate la *Méduse*. Il doit diriger l'expédition chargée d'aller reprendre possession du Sénégal, rendu à la France par l'Angleterre à la suite des traités des 30 mai 1814 et 20 novembre 1815.

À quel titre le désigne-t-on, lui, plutôt que tout autre incapable du même tonneau ? Parce que, à cette époque, il jouit encore d'une réputation de héros, ayant participé vingt ans auparavant, le 27 juin 1795, au débarquement royaliste raté de Quiberon, qui fit près de huit cents morts : « Le vicomte de Chaumareys ayant réchappé au massacre de Quiberon est promu de plein droit au grade de capitaine de frégate », stipule sa nomination. Ainsi donc, si la fortune de Medina Sidonia lui avait tenu lieu de licence de voile, c'est à sa survie en terrain hostile que Chaumareys devait à présent son brevet de capitaine ! Ce héros sur le retour est par ailleurs un « pistonné » et un menteur : un pistonné parce qu'il n'aurait jamais obtenu un commandement aussi prestigieux sans l'intervention de son oncle, l'amiral d'Orvilliers, ami du comte d'Artois, frère du roi. Et un menteur, parce qu'il se rajeunit d'un an pour ne pas tomber sous le coup de l'interdiction de commander un bâtiment qui frappe alors les officiers de plus de cinquante ans (il a alors cinquante et un ans).

Résumons : nous avons donc affaire ici à un marin d'eau douce blanchi sous le harnais, n'ayant pas commandé de navire depuis vingt-cinq ans, pistonné par son tonton et mentant sur son âge... Voici un destin de zhéro qui s'engage sous de très prometteurs auspices ! Et, de fait, le voyage à Dakar qui aurait dû être une simple formalité d'une quinzaine de jours tout au plus va tourner à la tragédie absolue, un drame dont les péripéties gastronomiques, hélas bien connues, ne furent pourtant pas les plus dramatiques des rebondissements. Mais plutôt que de nous attarder sur l'art d'accommoder les restes, assimilé à contrecœur par les infortunés passagers du radeau, nous nous concentrerons ici sur les bourdes à répétition de notre zhér'eau de mer.

En plus de la *Méduse*, l'expédition dirigée par Chaumareys se compose de trois bâtiments qui voyageront de conserve : la flûte la *Loire*, la corvette l'*Écho* et le brick l'*Argus*. Le 17 juin 1815, le convoi quitte l'île d'Aix. À bord de la *Méduse* embarquent trois cent quatre-vingt-quinze personnes, marins, soldats et colons, mais aussi le futur gouverneur du Sénégal, le colonel Julien Schmaltz, voyageant avec son épouse et sa fille.

Le voyage s'annonce comme une vraie promenade de santé : on prend l'air sur le pont, on parle météo. En passant au large de Ténériffe, l'un des passagers s'engage dans des considérations sur la bataille de Trafalgar, expliquant doctement que si Villeneuve n'avait pas trahi, la flotte française eût remporté haut la main la bataille ! N'avons-nous pas écrit que le suicide de Villeneuve ne suffirait pas à laver son honneur ? Dix ans plus tard on parle encore de sa trahison à bord de la *Méduse* !

L'atmosphère à bord va se dégrader très rapidement, et pour cause : Chaumareys ne sait pas faire le point, ne sait ni contrôler ni fixer les caps, il semble avoir tout oublié de la navigation. Pire, selon Éric Emptaz, auteur de *La Malédiction de la Méduse*, non seulement Chaumareys a oublié le nom des voiles, mais il boit du matin au soir. Poursuivant dans cette même veine « nuancée », Emptaz qualifie le commandant de la *Méduse* de « baderne gonflée d'orgueil et de vinasse ». Les incidents se multiplient : un mousse tombe à la mer et se noie malgré les efforts de l'équipage pour le récupérer, puis Chaumareys refuse lors d'une escale à Ténériffe d'embarquer six malheureux prisonniers français aussi désespérés que décharnés, retenus par les Espagnols depuis huit ans. Et pour couronner le tout, Chaumareys entretient des relations exécrables avec ses subordonnés qu'il méprise et dont il n'écoute jamais les conseils.

Il accorde davantage de crédit à l'avis de passagers qui n'y connaissent rien qu'à ses seconds qui sont des marins chevronnés. La tension monte, notamment avec les lieutenants Espiaux et Reynaud, qui détestent Chaumareys et entretiennent à bord un laxisme généralisé. Bientôt la division (c'est ainsi que l'on désigne un convoi de plusieurs bâtiments) approche de l'Afrique. À bord, certains ont déjà fait ce voyage et encouragent leur commandant à éviter de longer les côtes où les courants sont dangereux, les récifs et les bancs de sable à éviter nombreux, et à prendre plus au large une route plus longue mais moins périlleuse.

Rien à faire ! L'entêtement n'étant pas le moindre défaut des ratés que nous avons jusqu'à présent passés en revue, Chaumareys ne veut pas en entendre parler. Tout comme l'exigera un siècle plus tard Bruce Ismay, l'armateur du *Titanic*, il veut arriver le plus vite possible et

couper au plus court. Alors que, lorsque des bâtiments progressent en division, le bateau le plus rapide doit toujours s'aligner sur le plus lent, Chaumareys file devant, distancie et perd bientôt de vue les autres navires. Une décision qu'il regrettera bientôt amèrement.

Convaincu d'avoir magistralement évité le banc d'Arguin, immense banc de sable au large de la Mauritanie, le perspicace capitaine met le cap droit dessus ! C'est un tel entêté que même lorsqu'il paraîtra évident à tout le monde que la *Méduse* naviguait à présent sur des hauts-fonds, il ne changera pas de cap ! Autant courir vers un gouffre les yeux bandés ! Chaumareys aurait-il pu éviter le banc d'Arguin sur lequel il échoue la *Méduse* ? « Oui ! » considère Eric Emptaz, rappelant dans son livre que le banc était indiqué sur les cartes marines comme une zone à éviter. « Impossible ! » note Jean-Yves Bloch, auteur de *La Méduse, chronique d'un naufrage ordinaire*, car la seule carte sous-marine dont disposait alors Chaumareys était la carte Belin, qui donnait des indications erronées. « Bien sûr que oui ! » suggère dans ses mémoires Corréard, rescapé du radeau. Que les cartes marines aient été imprécises, Chaumareys le savait. Il avait reçu une dépêche lui indiquant de ne pas trop se fier à l'emplacement où elles situaient le banc d'Arguin. Par ailleurs, il y avait à bord des personnes qui avaient déjà fait ce voyage et qui l'ont alerté en pure perte. Enfin, petite précision tout à fait anecdotique, l'historienne Nicole Raynaud écrit dans un article consacré à Chaumareys qu'il « suit les recommandations du comte de Rosily, directeur du dépôt des cartes marines ». Décidément, ce Rosily est partout, il fait des incursions dans les vies de chacun de nos zhér'eaux de mer : il pose le premier le pied aux Kerguelen, succède à Villeneuve après Trafalgar, conseille Chaumareys !

Mais que Chaumareys ait ou non disposé des bonnes informations ne change pas grand-chose à l'affaire, puisque au moment de la manœuvre cruciale qui aurait pu permettre d'éviter le banc en question... il dort ! Soudain, un raclement épouvantable se fait entendre... c'en est fait ! Au soir du 2 juillet 1815, la *Méduse* est ensablée.

Par son obstination, son aveuglement, son refus d'écouter les autres, Chaumareys vient de réussir le prodige de s'échouer à marée haute, par un temps radieux et une mer d'huile !

Pendant les trois jours qui suivent, il multiplie les manœuvres ineptes, s'agite en pure perte. Un exemple ? Pour essayer de remettre

la frégate à flot, les marins jettent tout ce qu'ils peuvent par-dessus bord, mais Chaumareys leur interdit de toucher aux canons, car il considère que ce serait là un crime de lèse-majesté. Le bateau reste donc bien trop lourd et n'a aucune chance d'être renfloué. Le mauvais temps se met alors de la partie et une grosse lame provoque une large brèche dans la cale. Échouée sur un banc de sable, la *Méduse* ne peut pas couler, mais elle est perdue. L'évacuation s'organise : les différents canots, yoles et chaloupes (six en tout) n'offrent que deux cent cinquante places pour trois cent quatre-vingt-quinze personnes à bord ! Deux cent trente et un privilégiés emprunteront ces embarcations où ils se tiendront assis et bien au sec tandis que les autres s'empileront sur le radeau construit à partir de la mâture de la *Méduse*. Il est prévu que les chaloupes remorquent le radeau jusqu'à la côte, qui n'est qu'à 150 kilomètres et que l'on peut même voir par temps clair.

Lorsque le convoi de fortune est prêt, Chaumareys, contre les lois les plus sacrées de la marine, embarque dans les premiers sur une chaloupe, sous les huées des marins restés à bord et qui, rendus furieux par cette trahison de leur commandant, s'emparent de fusils et le mettent en joue. Des officiers s'interposent. S'étant déjà rendu coupable d'incompétence, Chaumareys signe là sa condamnation. En effet, « la loi de l'Honneur prescrit au commandant d'un bâtiment naufragé de le quitter le dernier ; M. de Chaumareys manqua à cette obligation en s'embarquant dans un canot alors qu'il y avait encore une soixantaine d'hommes sur la frégate (18) ». Dix-sept marins choisissent de rester à bord de la frégate ; trois survivront, que l'on retrouvera hébétés et à moitié fous.

Quant au célèbre radeau, le tableau de Géricault ne lui rend pas justice. Si les naufragés sont effrayants à souhait, plus morts que vifs, exsangues, la peau verdâtre et l'œil hagard, le radeau peint par Géricault est quant à lui vraiment moins réaliste, car tout juste assez grand pour contenir une poignée de rescapés. Or le vrai radeau mesurait 20 mètres de long sur 7 mètres de large, soit 140 mètres carrés, de quoi accueillir près de cent cinquante personnes. Lecteurs qui imaginiez loger dans un cinq-pièces de taille plus qu'honorable, renoncez à cette illusion : votre appartement ne fait guère que la superficie du radeau de la *Méduse* ! À bord du radeau se trouvent, entre autres, le chirurgien Savigny et le géographe Corréard, auteurs du récit dont la publication déclenchera un énorme scandale en France. Les sacrifiés se tiennent debout, disposant chacun d'un mètre carré à peine, sous leur poids le radeau s'enfonce sous l'eau : « Au gré du ressac, l'eau arrive aux genoux ou à la ceinture mais jamais plus bas » (E. Emptaz). Comme l'on s'enfonce trop, on jette à la mer des

tonneaux de biscuits. De toute façon, puisque l'on aperçoit la côte au loin, on devrait toucher terre avant de commencer à avoir faim et soif !

Le radeau est tiré par deux canots qui s'escriment à aller de l'avant, ne pouvant attendre aucune aide des passagers du radeau qui n'ont ni rames ni voiles. À partir de ce moment, les témoignages divergent : pour Savigny et Corréard, c'est indéniablement Chaumareys qui donne l'ordre de rompre les amarres (la « touline ») qui reliait son canot au radeau, estimant que lui-même et les passagers de son canot ne pourraient jamais s'en sortir en tirant ce poids mort derrière eux. Pour Emptaz, c'est le gouverneur Schmaltz qui va donner cet ordre monstrueux et, enfin, pour l'historien Philippe Masson, il s'agit d'un accident que Chaumareys aurait vainement tenté de réparer (19). Quoi qu'il en soit, les passagers du radeau sont désormais condamnés à dériver au gré des vagues. Que l'amarre ait été larguée volontairement ou brisée ne change pas grand-chose pour eux, sinon que cela vient ajouter la rage et l'indignation à leur désespoir et à leur sentiment d'impuissance.

La situation se dégrade rapidement et dès la première nuit, vingt hommes meurent. Les infortunés naufragés se brisent les jambes entre les planches et les poutres dont est constituée leur embarcation de fortune. Quand la mer devient mauvaise, on s'agrippe désespérément les uns aux autres, on se bat pour ne pas être refoulé au bord du radeau. Les crises de violence vont devenir crises de folie, des hommes s'entre-tuent, d'autres se suicident en se précipitant volontairement à la mer. Bientôt, l'eau potable vient à manquer. Assoiffés, les survivants en sont réduits à boire leur urine. Affamés, ils vont tromper quelque temps leur faim grâce à une pêche miraculeuse de poissons volants ; mais, bientôt, les quelques survivants en viennent à dépecer les cadavres ; ils font sécher au soleil les lambeaux de chair humaine et s'en nourrissent en silence, sans échanger un regard.

Douze jours d'errance en mer vont faire de certains d'entre eux des assassins, de tous des cannibales ; voici à quel destin effroyable les a conduits l'incurie de Chaumareys !

Lorsque le brick l'*Argus* retrouve le radeau, celui-ci ne compte plus que quinze survivants, quinze miraculés dont cinq mourront dans les jours qui suivent. Le drame a donc fait cent quarante-deux morts. Mais si les survivants épuisés ne sont qu'une poignée, tous vont s'accrocher à la vie, mus par l'objectif commun de se venger des coupables et de Chaumareys en particulier. Si l'*Argus* ne les avait pas retrouvés, il n'y aurait plus personne pour témoigner et l'incapable commandant aurait

pu couler des jours heureux jusqu'à sa mort. Il aurait pu compter sur la solidarité et la discrétion des passagers des canots et des chaloupes qui, eux non plus, ne sortaient pas grandis de ce drame et n'avaient pas intérêt à en dévoiler les tenants et aboutissants. Pouvaient-ils en vouloir ? Quand il est question de vie ou de mort, se comporter noblement n'est pas donné à tout le monde.

Dès son retour en France, le rescapé Savigny rédige un mémoire dont le *Journal des débats*, journal antiroyaliste, publie l'intégralité le 13 septembre 1816, afin que soient mis sur la place publique l'archaïsme et l'incompétence de la marine royale. Le scandale est immense : tous les journaux de l'époque, *La Gazette de France*, *Le Temps*, *L'Union*, *Le Moniteur*, lui consacrent leur une.

Par la suite, Corréard et Savigny publient leur propre récit de cette tragédie dans un livre de plus de cinq cents pages intitulé *Naufrage de la frégate la Méduse faisant partie de l'expédition du Sénégal en 1815*, livre édité chez... Corréard ! De géographe, naufragé, anthropophage, Corréard est en effet devenu éditeur prospère grâce à son premier livre, ce qui lui permet aussi d'ouvrir à Paris la librairie Au radeau de la Méduse.

Dans le livre de Savigny et Corréard, Chaumareys est dépeint comme « le plus présomptueux, le plus incapable des marins de l'autre siècle ». Le ressentiment des auteurs envers lui est immense. Leur récit est une pièce à conviction précieuse à verser au dossier en nullité de Chaumareys. Ils écrivent : « Il existe parmi les officiers de la marine un intraitable esprit de corps, un prétendu point d'honneur, aussi faux qu'impérieux, qui les porte à regarder comme une insulte faite à toute la marine la révélation d'un coupable. Ce principe insoutenable, qui n'est utile qu'à la nullité, à l'intrigue, aux gens les moins dignes d'invoquer le mot d'honneur a, pour l'État et le service public, les plus funestes conséquences. Par là, l'incapacité et la bassesse sont toujours couvertes d'un voile coupable qu'on ose vouloir rendre sacré [...]. À l'abri de cette loi d'un silence officieux [...] des gens sans talent survivent à toutes les révolutions, traînent dans toutes les antichambres leur incapacité privilégiée [...] et se montrent d'autant plus âpres à enlever les faveurs et les honneurs qu'ils sont moins habiles à s'en rendre dignes. »

Les deux auteurs ont d'autres accusés dans leur collimateur : ils

réclament la condamnation du gouverneur Schmaltz qui, selon eux, ne s'est pas contenté de mentir en affirmant que la corde avait cédé, mais a attendu deux jours après son arrivée à Saint-Louis du Sénégal pour prévenir les Anglais de ce qui s'était passé et envoyer du secours. Les survivants verraient également d'un assez bon œil que l'on juge Dubouchage, le ministre de la Marine, mais aussi l'officier de quart qui signala trop tard la chute à la mer du jeune mousse de quatorze ans et l'officier qui refusa à Ténériffe, au nom du commandant, d'embarquer les malheureux prisonniers français qui croupissaient là depuis huit ans. Enfin, ils exigent la condamnation de tous les officiers qui les ont abandonnés sur le radeau, après leur avoir juré sur l'honneur qu'ils les conduiraient jusqu'à terre. Bref, tout le monde en prend pour son grade, jamais l'expression n'a trouvé application aussi pertinente. Mais celui qui va endosser à lui seul la responsabilité du massacre devant ses contemporains et devant la postérité, c'est Chaumareys. Pour lui, les survivants réclament une stricte application de la loi, laquelle, pour le méfait dont il s'est rendu coupable, prévoit la peine de mort.

Son procès se déroule à bord d'un bateau ancré sur la Charente, à Rochefort, devant un conseil de guerre constitué du contre-amiral de La Toullaye et de sept capitaines de vaisseau. Finalement innocenté pour le chef d'inculpation d'abandon du radeau, Chaumareys est reconnu coupable de ne pas avoir reconnu le cap Blanc, d'avoir échoué la *Méduse* et de l'avoir quittée en laissant des hommes à bord. En conséquence de quoi, il est rayé de la liste des officiers de la marine, interdit de servir, et condamné... à trois ans de prison militaire, là où Kerguelen, lui, avait été condamné à six ans de forteresse ! Il est vrai qu'il avait désobéi aux ordres du roi, chose alors considérée comme bien plus grave que l'abandon de cent cinquante personnes sur un radeau !

Une peine de mort commuée en trois années de forteresse ? Le moins que l'on puisse dire c'est que notre naufrageur bénéficie là d'une peine particulièrement indulgente. Fallait-il que le pouvoir souhaitât étouffer l'affaire ? Il l'avait d'ailleurs déjà clairement manifesté en laissant la marine britannique rapatrier en France des survivants dont on aurait vu d'un assez bon œil qu'ils restent au Sénégal.

Après sa condamnation, Chaumareys fait un séjour à l'hôpital militaire de Rochefort, puis est transféré au fort de Ham pour y purger sa peine. Pendant ces trois ans de captivité, là où un Kerguelen avait écrit mémoires sur mémoires destinés à apporter sa contribution à la

modernisation de la marine, Chaumareys, lui, écrit lettre sur lettre à la Cour et à la ville, pour pleurnicher sur son sort et sur la perte de son grade et de ses décorations. Il réclame à cor et à cri leur restitution, arguant de ses hauts faits à Quiberon. Rien n'y fait ! Personne ne veut plus entendre parler de lui. Il est désormais *persona non grata* à Paris et les suppliques adressées au roi par quelques amis fidèles n'y changeront rien.

Libéré le 3 mars 1820, il se retire donc sur ses terres. Se sent-il seulement un peu coupable de tout ce qui est arrivé ? Sur le site Internet de la municipalité de Vars-sur-Roseix, dans le Limousin, petite commune dont il était originaire, on peut lire : « Après la prison Hugues de Chaumareys ne revint pas à Vars, il se retira au château de Lachenaud, demeure de sa mère, où il mourut vingt-cinq ans après, le 23 novembre 1841. Pendant vingt-cinq ans, harcelé de remords, il fit pénitence, dormant sur un lit de sarments de vigne. » Il est bien compréhensible que le syndicat d'initiative fasse feu de tout bois pour attirer les touristes à Vars-sur-Roseix, où les personnages célèbres ne courent pas les rues à l'exception de Chaumareys et d'un vague écuyer de Louis XI. De là à faire de ce prétentieux naufrageur un humble pénitent, voilà qui nous semble aller un peu vite en besogne. Au reste, il nous a été impossible de retrouver cette anecdote du matelas de sarments de vigne ailleurs que sur le site Internet déjà cité. Dieu sait pourtant si nous sommes bon public pour les histoires de matelas, comme l'ont montré les anecdotes déjà évoquées des morts comparées de Decrès et de La Motte-Piquet !

La petite ville de Bussière-Boffy, où se trouve le château de Lachenaud, y va elle aussi de son couplet lacrymal sur son zhéro local : « Les enfants de Bussière, lui jetaient des pierres », s'émeut-on sur son site Internet. Je m'en excuse par avance auprès des Varsois et des Bussiérand, mais la fréquentation de Chaumareys, triste sire tout à la fois lâche, menteur, incompétent, buté, autoritaire et peut-être même alcoolique, nous incite plutôt à penser qu'il dort sur un bon matelas de plumes jusque à la fin de ses jours, en regrettant uniquement les breloques honorifiques dont il paraît indûment son poitrail avant son naufrage.

Très récemment, l'historienne bussiérande, Nicole Raynaud, s'est vu confier la correspondance de Chaumareys, qui jamais encore n'avait

fait l'objet d'aucune étude approfondie. Il semblerait que son examen vienne adoucir sensiblement l'image terrible de notre zhéro. Chose en tout cas totalement inattendue, on apprend dans une des lettres de Chaumareys que Savigny, son principal accusateur, serait venu le voir au fort de Ham pendant sa captivité. Tous deux seraient tombés d'accord pour faire peser une partie de la responsabilité du désastre sur Joseph Reynaud, second de Chaumareys, qui non seulement ne fut jamais inquiété par la justice, mais fut au contraire promu commandant et reçut la croix de Saint-Louis pour avoir participé au sauvetage des trois rescapés restés sur l'épave de la frégate. Dans une lettre adressée à sa famille, Chaumareys écrit que Savigny et lui-même partagent la même indignation à ce sujet. Par une étrange coïncidence, l'historienne de Bussière-Boffy qui cherche aujourd'hui à alléger la barque de Chaumareys en désignant un autre responsable du drame porte précisément le nom de celui-ci à une lettre près : Reynaud ! Si ce n'est pas un clin d'œil du destin !

Revenons-en une dernière fois au tableau de Géricault. En 1819, le peintre fut autorisé à le présenter au public, mais à la condition expresse de l'exposer sous le titre politiquement correct de *Scène de naufrage*. Cependant, il ne pouvait y avoir aucune ambiguïté sur le drame représenté, puisque Géricault avait fait poser et figurer Corréard et Savigny sur son œuvre. Le public français boudant le tableau jugé trop provocateur ou trop réaliste, le peintre déçu le transporta en Angleterre où, pendant des mois, les Anglais paieront pour le contempler quelques instants ! C'est aussi en Angleterre que cette toile sera exposée pour la première fois sous son titre originel de *Radeau de la Méduse*.

À ce stade de notre récit, il reste une question que nous ne nous sommes pas encore posée : pour quelle raison la frégate la *Méduse* se trouvait-elle amarrée en rade de Rochefort, avant son départ pour le Sénégal ? La réponse est assez piquante : comme elle était l'un des bateaux les plus modernes et les plus rapides de la flotte française, elle y attendait un passager de marque en la personne de... l'empereur Napoléon ! C'est à son bord qu'accompagné de sa suite, il devait gagner l'Amérique. Malheureusement, les Anglais, encore et toujours eux, surveillaient le port et avaient posté au large la frégate l'*Agamemnon*, prête à arraisonner la *Méduse* si celle-ci tentait de quitter Rochefort.

Tout de même, quand on pense qu'au lieu de finir sur un banc de

sable, la *Méduse* aurait pu cingler vers l'Amérique avec Napoléon...

Nuls subsidiaires : de Grasse et d'Estaing ?

Dans la catégorie « zhér'eaux de mer », le nom de l'amiral d'Estaing fut mentionné avec celui de Villeneuve par les historiens que j'interrogeai. Nous allons donc évoquer brièvement celui-ci ainsi que le contre-amiral de Grasse, car ce sont deux candidats dont la nullité nous semble discutable !

Comparé à celui des zhéros répertoriés jusqu'à présent, le « cas de Grasse » constitue indéniablement une nouveauté, car il s'agit d'un homme considéré comme un héros français aux États-Unis et plutôt comme un zhéro en France ! Pendant la guerre d'indépendance américaine, il va jouer un rôle décisif en se portant avec son escadre au secours de Washington et de Rochambeau qui assiègent alors les Anglais retranchés dans Yorktown. Pour le camp des insurgés, cette victoire de Yorktown, le 19 octobre 1781, constitue un tournant majeur dans la guerre contre l'Angleterre. Ce n'est pourtant pas de Grasse qui va en récolter les lauriers, mais La Fayette, qui, de retour en France afin d'y lever des fonds pour les insurgés, reçoit un accueil triomphal à Paris, alors qu'il n'a joué qu'un rôle secondaire dans la bataille. Souvent qualifié dans les livres d'histoire de « héros oublié de Yorktown », de Grasse n'aura pas la chance d'être le « vaincu oublié des Saintes ». En effet, au cours de ce combat naval qui se déroule le 7 avril 1782, il perd le navire amiral *Ville-de-Paris* et doit se rendre aux Anglais non sans les avoir d'ailleurs très courageusement combattus à un contre dix. Prisonnier des Anglais, mais reçu par leur roi qui, solennellement, lui rend son épée, de Grasse apprend à son arrivée en France qu'il doit être traduit en conseil de guerre ! Il est alors la risée de l'opinion publique et son nom est l'objet de toutes sortes de quolibets dont le plus connu reste celui-ci : « Sans l'action de Grasse, nous aurions eu un *Te Deum* ! » Au terme d'un conseil de guerre très spectaculaire au cours duquel près de trois cents témoins défilèrent à la barre, de Grasse est acquitté le 21 mai 1784, mais en disgrâce complète auprès du roi.

Louis XVI, dont nous avons déjà pu juger de la sévérité envers Kerguelen, exige de De Grasse qu'il se retire sur ses terres. Le marin déchu demeurera donc en son château de Tilly, près de Mantes-la-Jolie, jusqu'à sa mort, le 11 janvier 1788. Au moment même où il est discrédité en France, le Congrès américain l'honore en lui faisant

cadeau de quatre canons pris aux Anglais pendant le siège de Yorktown. Ces canons seront fondus pendant la Révolution, mais les Américains en offriront des copies au château de Tilly en 1976, année du bicentenaire des États-Unis. Malheureusement, ces canons ont été volés il y a quelque temps. La première statue parisienne réalisée en hommage à de Grasse se trouve dans les jardins du Trocadéro et a également été offerte en 1931 par un ressortissant américain, M. Kingsley Macomber. Il faudra attendre 1990 pour qu'un buste de De Grasse soit érigé place des États-Unis à l'initiative du maire de Paris. Enfin, manifestation édifiante de l'incompatibilité d'humeur franco-américaine sur le sujet de Grasse, des bâtiments de guerre américains ont porté son nom bien avant que notre marine ne l'attribue à l'un des siens. Héros ou zhéro réhabilité ? Pour de Grasse, cela dépend finalement du côté de l'Atlantique d'où l'on en juge !

Le cas de l'amiral d'Estaing est également discutable, car si l'opinion publique l'a considéré comme un héros, au même titre que La Fayette, les historiens l'accusent volontiers d'avoir tenu entre ses mains le sort de la guerre d'indépendance américaine, qui aurait pu durer trois ans de moins s'il avait été à la hauteur de la situation. Il est vrai que d'Estaing eut l'occasion de détruire l'escadre anglaise dans la baie de New York et de mettre ainsi un terme définitif à la guerre. Hélas, il n'en fit rien, arguant du fait qu'il lui avait été impossible de trouver un pilote pour s'engager dans la baie ! On lui reprochera cette mauvaise décision et ce manque d'audace. Pour la postérité, son principal fait d'armes reste donc la prise de l'île de la Grenade, le 6 juillet 1779, une victoire qui frappa les esprits, car ce fut la première grande bataille navale gagnée sur les Anglais dans les eaux américaines. Rappelons au passage les noms de quelques-uns des « participants » : Bougainville, de Grasse, La Motte-Piquet, Suffren et, du côté anglais, un certain Nelson !

Un d'Estaing héroïque à la Grenade certes, mais très décevant à Rhode Island ! Dans ces conditions, comment trancher entre héros et zhéro ? Appelons à la rescousse témoins et auteurs divers. Pour André Maurois : « C'était un homme brillant dans la conception, faible dans l'exécution. Il voyait grand et agissait petit (20). » Pour le duc de Castries : « Il mena les opérations avec une grande lenteur, sans prévoir les conséquences du retard qu'il prenait. » Pour le marquis de Bouillé : « Tout au long de la guerre, il ne cessa d'étaler son incompétence, ses maladresses et sa démagogie (21). » Le grand Suffren regrette, quant à lui, que d'Estaing n'ait pas été « plus marin que brave » ! Enfin, l'auteur de *Connaissez-vous des Auvergnats célèbres ?*, un certain Georges Hémeret, qualifie d'Estaing de « beau parleur », qui

aurait été désavoué par les Américains sans le soutien de son ami La Fayette, auvergnat comme lui.

Si l'on s'en tient à ces différents commentaires, d'Estaing présente à l'évidence certaines aptitudes à la médiocrité. Cependant, une action héroïque de dernière minute le disqualifie sans discussion possible dans l'âpre compétition pour le titre de zhéro de l'Histoire de France : en effet, alors qu'il allait être guillotiné, il eut sur l'échafaud cette phrase restée célèbre : « Quand vous aurez fait tomber ma tête, envoyez-la aux Anglais, ils vous la paieront cher ! »

Resquiescat in pace ?

Au terme de notre tour d'horizon, nos zhér'eaux de mer français nous semblent avoir tenu toutes leurs promesses ; tous se sont montrés inférieurs ou égaux à leur maître Medina Sidonia en faisant preuve avec brio de la médiocrité requise pour figurer dans ces pages.

Pour ceux qui souhaiteraient aller se recueillir sur leurs tombes, la chose se présente mal. En effet, on a beau dire qu'il ne faut pas vouloir la mort du pécheur, à l'exception de De Grasse, inhumé à l'église Saint-Roch à Paris, tous nous zhéros ont été maudits aussi bien dans leur séjour terrestre que dans leur résidence ad patres. Qu'on en juge plutôt :

Amiral d'Estaing : pas de tombe ! Guillotiné le 27 avril 1794.

Kerguelen : pas de tombe ! Sa mort, le 3 mars 1797, est déclarée à la section des Tuileries à Paris. Il fut donc enterré dans un cimetière du quartier dans une tombe sans plaque ni monument funéraire en présence de sept personnes. Ce cimetière a disparu à l'occasion des travaux d'Hausmann à la fin du XIX^e. Ses ossements se trouvent probablement au milieu des restes des six millions de Parisiens inhumés dans les catacombes.

Villeneuve : pas de tombe ! On ignore où il se trouve.

Chaumareys : pas de tombe ! Contactée, la municipalité de Bussière-Boffy, où se trouve le château de Lachenaud, répond que l'ancien cimetière d'église, où fut très probablement inhumé Chaumareys, a été rasé en 1873. Ses restes auraient donc été transférés dans l'ossuaire du nouveau cimetière. Mme Raynaud, historienne bussiérande, fait état d'une tradition orale selon laquelle Chaumareys aurait pu être enterré dans une commune limitrophe, car sa famille craignait que sa tombe ne fût profanée. De fait, le

déshonneur rejaillissant sur sa famille mit celle-ci sur la paille. Le château de Lachenaud dut être vendu et le fils de Chaumareys s'y donna la mort au moment de la vente.

© Bridgeman Giraudon Index



Medina Sidonia
Pas évident de diriger
l'Invincible Armada
quand on a le mal de mer !

© Costa / Leemage



© D.R.



Yves Joseph de Kerguelen
Au fait, ça ressemble à quoi les Kerguelen ?

Pierre Charles Sylvestre de Villeneuve
Première victime du « coup de Trafalgar ».



© Photo Jossé / Leemage

Charles de Rohan, prince de Soubise
Plus à l'aise dans une cuisine que sur
un champ de bataille.



© Nicole Raynaud

Hugues Duroy de Chaumareys
L'unique portrait du naufrageur
de la *Méduse*.



© Bianchetti / Leemage

Le maréchal Grouchy
Sucrait les fraises pendant que la Grande
Armée se faisait ratatiner à Waterloo.



François Achille Bazaine
De l'air martial à la cour du même nom !



Jules Favre
Négociateur dépressif dont Bismarck ne fit qu'une bouchée.

Le général Boulanger
« Ai-je bien pu vivre
deux mois et demi
sans toi ? »





Jean Baptiste
Antoine Suard
Censeur royal,
il a la tête de l'emploi.

© Roger-Viollet



© Roger-Viollet

Le comte Léon
Voir son papa au même âge !



© Rue des Archives/PVDE

Népomucène Lemerrier
« Hugo Victor ? Connais pas ! »

III

Zhéros Zhéros 7

Les beaux militaires, depuis un siècle, remplissent merveilleusement leurs culottes, mais ils ne remplissent pas leurs destins.

Bernanos.

Quittons maintenant les océans pour revenir sur la terre ferme et nous pencher sur quelques zhéros ayant servi ou plutôt sévi dans l'infanterie, l'artillerie. ou la cavalerie.

De toute évidence, les nuls de l'armée de terre sont bien mieux connus des Français que ceux de la marine, puisque ceux que j'envisageais moi-même de passer en revue ont presque tous été cités par mon petit panel d'amis et d'historiens. Au nombre de sept, ces personnages promus au grade de zhéro ont pour noms Soubise, Grouchy, Bazaine, Favre et Boulanger, et, à titre subsidiaire, Dupleix et Montcalm. Cette aisance relative à désigner nos piteux biffins confirme une fois encore que nous ne sommes pas une nation de marins : gageons que la même question posée en Angleterre donnerait bien davantage d'officiers de marine que d'officiers de l'armée de terre.

Soubise et sa lanterne

Qu'évoque de nos jours le nom de Soubise ? Pour les Parisiens, c'est le nom d'un splendide hôtel particulier du Marais, qui abrite les Archives nationales de France. Pour les gastronomes, c'est une sauce blanche aux oignons agrémentant à ravir le rôti de veau ou les volailles. Pour les amateurs d'histoire enfin, Soubise est ce maréchal de France représenté dans des caricatures en train de rechercher son armée une lanterne à la main.

Si ce candidat à la « zhéroïtude » nous intéresse particulièrement, c'est qu'il fut l'un des soldats les plus brocardés, les plus caricaturés de notre histoire, notamment dans les chansons populaires de l'époque. Or la chanson est une excellente indication de la réputation d'un personnage ; c'est d'ailleurs ce même raisonnement qui nous a conduits précédemment à examiner le cas du bon roi Dagobert.

Pour ses détracteurs, Soubise fut avant tout un maréchal mollasson et velléitaire, le vaincu déshonoré de la bataille de Rossbach contre le

roi de Prusse Frédéric II, le 5 novembre 1757. À ce titre, il est évidemment un candidat pour nous !

Avant de l'accabler à cœur joie, reconnaissons tout de même que Charles de Rohan, prince de Soubise, duc de Ventadour (1715-1787), fut frappé, tout jeune, par un drame affreux qui de nos jours lui vaudrait des circonstances atténuantes aux yeux du plus sévère des tribunaux. En effet, à l'âge de neuf ans, il perd ses parents, qui tous deux meurent de la petite vérole à quelques jours d'intervalle. Charles est alors confié à son grand-père et va passer sa jeunesse à la Cour, où il côtoiera le futur Louis XV, âgé de cinq ans de plus que lui, et dont la famille a elle aussi été décimée. Avoir pour ami un futur souverain constitue indéniablement un gros atout dans l'existence ; mais c'est aussi un privilège à double tranchant, car bien souvent, ainsi que nous l'avons déjà observé pour nos marins d'eau douce, ce sont les amis et protecteurs trop ambitieux pour leurs protégés qui les mettent dans des situations inextricables en leur confiant des responsabilités qu'ils sont incapables d'assumer : voyez Sidonia et Philippe II, Kerguelen et de Boynes, Villeneuve et Decrès, Chaumareys et d'Orvilliers... à chaque zhéro son mentor pour le meilleur et pour le pire ! Hélas, la postérité ne fait pas dans la dentelle : elle a tendance à ne retenir que le meilleur ou le pire. Soubise en est l'exemple type ! L'ensemble de sa carrière militaire n'est pas davantage émaillé de défaites que de victoires, mais selon la formule du chevalier de Lévis, après la retraite de Montcalm dans les plaines d'Abraham, au Québec : « Le général a toujours tort lorsqu'il est battu ! »

Mais nous n'en sommes pas encore là. Car, au moins dans un premier temps, Soubise vole de succès en succès, occupant à ses débuts des fonctions dont les noms font sourire aujourd'hui : « troisième guidon », puis « second guidon » chez les mousquetaires gris, en fait un rôle qui s'apparenterait à celui de porte-étendard. En 1745, il participe en tant qu'aide de camp du roi à la bataille de Fontenoy, l'une des plus éclatantes victoires françaises contre les Anglais, au cours de laquelle il contribue au mouvement qui décide de la victoire. Dans la foulée, il prend part à la prise de Tournai et aux batailles victorieuses de Rocourt (1746) et de Lawfeld (1747) qui permettent à la France d'occuper l'intégralité des Pays-Bas autrichiens. Ces succès militaires lui valent de recevoir, en 1748, le titre de lieutenant général des armées. L'année suivante, la mort du prince de Rohan fait de lui le duc de « Rohan-Rohan », un double titre probablement très prestigieux, niais au moins aussi anachronique à nos yeux que le grade

de troisième guidon ! Quoi qu'il en soit, la gloire de Soubise semble alors devoir suivre un long fleuve tranquille !

Quelques années plus tard, son amitié avec Madame de Pompadour lui fait obtenir le commandement d'une division de vingt-quatre mille hommes, au moment même où commence la guerre de Sept Ans. Ce conflit est considéré de nos jours par les historiens comme la toute première guerre mondiale de l'histoire, parce qu'il se déroula tout à la fois en Europe, aux Indes et en Amérique du Nord. Son enjeu était fondamental, puisqu'il s'agissait de savoir qui de l'Angleterre ou de la France établirait définitivement sa domination sur l'Inde et l'Amérique du Nord. On ne sait malheureusement que trop ce qu'il en fut ! L'Angleterre, une fois encore, dama le pion à la France.

En Europe, la zone de friction essentielle de la guerre de Sept Ans est la Silésie. Faisant valoir son droit à la succession sur cette région prospère, le roi de Prusse Frédéric II se l'est appropriée au grand dam de l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche. C'est donc pour reprendre la Silésie que l'Autriche part en guerre contre la Prusse. Les relations extérieures de la France connaissent alors une parenthèse assez « surréaliste », puisque naguère alliée avec la Prusse contre les Anglais, voici qu'à la suite d'un renversement d'alliances opéré par Louis XV la France est à présent alliée avec l'Autriche, sa rivale depuis deux cent cinquante ans, contre la Prusse.

Sur le terrain des opérations, les camps en présence sont d'un côté l'armée du roi Frédéric II de Prusse, de l'autre les troupes franco-autrichiennes menées par Soubise et son homologue autrichien, le feld-maréchal d'empire Joseph Friedrich von Sachsen-Hildburghausen. L'armée franco-impériale dirigée par Soubise est bien supérieure en nombre (quarante-deux mille hommes contre vingt-deux mille pour les troupes prussiennes). Sur le papier, Soubise et JFSH (Joseph Friedrich von Sachsen-Hildburghausen !) devraient donc logiquement avoir le dessus. Les deux armées s'avancent l'une vers l'autre, mais, contrairement à son « collègue » autrichien qui a hâte d'en découdre, Soubise n'est guère pressé d'aller à l'affrontement et tente d'éviter les Prussiens le plus longtemps possible. Il veut bien gagner la bataille, mais le plus tard sera le mieux !

Frédéric II n'est pas du même avis, qui cherche à tout prix l'affrontement et commence à se lasser de cette armée ennemie qui se

dérobe constamment. Après s'être longtemps tournés autour, les deux camps finissent par se faire face du côté de Rossbach, petite ville de Saxe, à 35 kilomètres au sud-ouest de Leipzig.

Soubise s'avère incapable de coordonner l'action de ses soldats sur le terrain et bien vite règne la confusion la plus grande. D'abord, Soubise décide de déployer ses troupes en formation de marche au-delà des lignes prussiennes pour couper celles-ci en deux, mais finalement, il change d'idée à la dernière minute. Ce faisant, les lignes d'infanterie s'emmêlent les pinceaux avec l'artillerie. Persuadé que ses adversaires sont en train de se retirer, Soubise lance ses troupes à leur poursuite et, pour ce faire, dégarnit dangereusement son aile gauche constituée de sa cavalerie. Frédéric II n'est pas du tout en train de fuir, bien au contraire, il marche droit sur ses ennemis. Stupeur et tremblements chez Soubise et JFSH, qui ne comprennent rien à ce qui est en train de se passer sous leurs yeux. Avant de se mettre en ordre de marche, les alliés ont passé six longues heures à démonter leur campement ; comment est-il possible que le roi de Prusse ait fait démonter le sien dix fois plus vite et soit déjà en position d'attaque ? La réponse est pourtant simple : les troupes de Frédéric II ont progressé depuis Dresde sans équipage ni ravitaillement, se procurant au fur et à mesure de leur avancée ce dont elles avaient besoin. Ainsi allégées, elles se déplacent bien plus vite que les troupes franco-autrichiennes.

Autre handicap de taille pour le malheureux Soubise, « l'équipe adverse » compte dans ses rangs le plus grand héros de l'histoire de la cavalerie prussienne, un certain von Seydlitz, dont on raconte que, dans sa jeunesse, il faisait galoper son cheval entre les ailes d'un moulin en fonctionnement.

Après avoir rassemblé ses cavaliers derrière la colline de Polzen, au-dessus de Rossbach, Seydlitz va fondre par surprise avec ses cavaliers sur les troupes franco-autrichiennes déjà pilonnées par l'artillerie ennemie. Bientôt, l'infanterie alliée rompt les rangs, la cavalerie française décimée en se repliant piétine des fantassins, qui eux-mêmes tentaient de fuir comme des lapins. C'est une débandade générale que Soubise lui-même résumera par la suite en termes aussi onctueux qu'élégants : « L'infanterie combattit sans empressement et céda à son inclination pour la retraite. » Une inclination qui permet à l'armée ennemie d'en finir en moins de deux heures avec une armée deux fois supérieure en nombre, et à Frédéric II de raconter partout que cette bataille fut « une promenade ».

Le roi de Prusse va soulever l'admiration des foules en Angleterre et en Amérique du Nord, où des rues porteront désormais son nom. On ne l'appellera plus que Frédéric II le Grand ! « En une seule journée, le vaincu, le perdu, l'écrasé qui larmoyait dans sa correspondance avec Voltaire sur son prochain suicide se redressa au faite de la puissance, et l'Europe, retournée de pile à face, se prosterna devant lui. » Dans *Le Dernier Chevalier*, livre de Paul Féval dont cette phrase est extraite, l'auteur écrit plus loin à propos de Rossbach : « Soubise s'était laissé surprendre. Le grand Frédéric, méritant, cette fois, les caresses de Voltaire, venait de donner la mesure éclatante de son génie. Acculé comme un sanglier aux abois, cerné par une meute de cent dix mille soldats, il s'était rué avec ses hommes de fer, au nombre de trente mille seulement, mais bardés de pied en cap dans cette armure enchantée qu'on nomme la discipline, sur le quartier franco-bavarois où la discipline manquait. » Bien que très fâché avec les chiffres (cent dix mille hommes c'est presque trois fois plus que n'en comptaient les effectifs franco-autrichiens), Féval donne cependant une analyse assez pertinente de la situation : l'« armure enchantée » de la discipline n'était pas vraiment le « truc » de Soubise ! En revanche, le maréchal avait la réputation d'être particulièrement bienveillant envers ses soldats et de placer leur bien-être et leur santé avant tout. C'est en tout cas ce qui ressort de sa correspondance. Dans une lettre de 1755, il écrit : « Veiller, de préférence à tout, à la conservation des troupes » et, plus loin : « Nos jeunes colonels sont charmants et seraient très affligés si nous étions obligés de décamper, je le crains beaucoup. » N'est-ce pas attendrissant ?

À Rossbach, les troupes alliées ont été laminées : d'un récit à l'autre les chiffres des morts, blessés et prisonniers divergent mais on peut estimer que notre lieutenant général va perdre entre huit et dix mille hommes, là où les Prussiens en perdent à peine plus de cinq cents.

Soubise a-t-il fait preuve de lâcheté, lui qui tout comme le duc von Sachsen-Hildburghausen a été blessé ? Brocardé comme personne ne l'avait été avant lui, il ne sera cependant pas épinglé pour son manque de courage mais pour sa bêtise et sa mollesse. « Il est certain que le prince de Soubise fut un homme de grand courage et d'intelligence dans sa carrière militaire, brave, infatigable, exact sur la discipline, mais malheureusement, à mon avis, il manqua de fermeté et fit preuve de mollesse (22). »

Un vrai lâche eût été ridiculisé différemment. Ce sera le cas du duc d'Aiguillon, contemporain de Soubise. On va l'accuser de s'être mis à couvert dans un moulin durant la descente des Anglais à Saint-Cast en

1758. Un jour, comme l'on disait devant La Chalotais, premier président du parlement de Rennes, que le duc s'était couvert de gloire en cette circonstance, celui-ci répondit : « Vous voulez dire de farine ! » Ce bon mot, on s'en doute, circula dans la France entière ! Soubise, lui, a plutôt été dépassé par les événements. Il avait tout simplement atteint son seuil d'incompétence, ou seuil de Peters, dont le principe est bien connu : « Dans une hiérarchie, tout employé a tendance à s'élever à son niveau d'incompétence », ainsi que son corollaire : « Avec le temps, tout poste sera occupé par un employé incapable d'en assumer la responsabilité. » Voilà ! Soubise à Rossbach, c'est l'employé de Louis XV qui a atteint son seuil de Peters !

Soubise rentre honteux et confus à la cour de France, où il est attendu de pied ferme car on l'y tient pour unique responsable de la honteuse journée de Rossbach. Tout Paris rit à ses dépens et s'égosille en chantant une ritournelle attribuée sans certitude à Voltaire, chanson intitulée *Les Reproches de la Tulipe à Madame de Pompadour*, dans laquelle il reproche à la favorite du roi de s'être entremise pour que soit placé un incompetent notoire à la tête de l'armée française :

« Quand vous nommez pour la guerre,
Certain général Barbichou,
Il est normal que le militaire,
Vienne un peu vous chercher des poux.
[...] Je l'aimais bien mon capitaine,
Il est tombé percé de coups ;
C'était un bon gars de Touraine,
Il ne rira plus avec nous comprenez-vous ?
Tous ces amis, chère Marquise,
Seraient aujourd'hui parmi nous,
Si vous n'aviez nommé Soubise,
Cet incapable ! Ce filou ! »

Dans la même veine, un poème va populariser l'image de Soubise cherchant désespérément son armée :

« Soubise dit, la lanterne à la main,
J'ai beau chercher, où diable est mon armée ?
Elle était là pourtant, hier matin.

Me l'a-t-on prise, ou l'aurais-je égarée ?
Ah ! je perds tout, je suis un étourdi.
Que vois-je ciel ! Que mon âme est ravie !
Prodige heureux, la voilà ! La voilà !
Eh ventrebleu ! Qu'est-ce donc que cela ?
Je me trompais, c'est l'armée ennemie. »

L'armée prend très mal la défaite de Soubise ; le général Dumouriez s'en fait le porte-parole en écrivant dans sa *Galerie des aristocrates militaires et mémoires secrets* ces mots sans pitié : « Conseillé par des fous, servi par des poltrons, Louis XV a reçu les plus sanglants affronts. Le prince de Soubise était le plus riche seigneur de France. Ce général est un fléau national, rien ne le rebute ; il a beau être déshonoré et flétri par les chansons, les brocards et les malédictions, il a une ambition constante et inaltérable ; les injures et les plaisanteries ont été poussées jusqu'à l'indécence, on en a fait un gros recueil, intitulé *La Soubisade*. »

Alors que la France entière se rit de lui et le traite de « fléau national », Louis XV lui reste attaché indéfectiblement. Non seulement il ne prend aucune sanction après Rossbach contre son « ami de cœur », ainsi que l'on surnomme Soubise à la Cour, mais il le nomme ministre d'État en remplacement du ministre de la Guerre, lui alloue une pension considérable de cinquante mille livres, lui affecte un magnifique appartement de fonction à l'Arsenal et le décore du cordon bleu, distinction qui, compte tenu de l'amour de Soubise pour la cuisine, était peut-être de toutes les gratifications obtenues la seule qui fût vraiment méritée ! Mieux encore, Soubise est fait maréchal de France en 1758 et Louis XV lui confie une nouvelle armée pour lui permettre de faire oublier Rossbach. Il y parviendra d'ailleurs plus ou moins la dernière année de sa carrière militaire, en 1762, en faisant suivre sa défaite de Wilhelmstalh par sa victoire de Nauheim. Après quoi, ayant bien mérité ou démérité de la patrie, il put se contenter d'être ce qu'il aurait probablement toujours voulu, un courtisan voluptueux, mélomane passionné et gastronome.

Léger, libertin, accumulant les aventures féminines, n'hésitant pas à s'afficher à cinquante-neuf ans avec une demoiselle Zacharie âgée de quinze, Soubise fut cependant d'une loyauté et d'une fidélité inaltérables envers le roi. À la mort de Louis XV, le 10 mai 1774, il fut le seul de tous les courtisans à accompagner jusqu'à Saint-Denis la dépouille mortelle de son ami. Sur le parcours du convoi, ce ne furent

que cris de joie, danses et rires de la foule, car le roi avait cessé depuis bien longtemps d'être le Bien-Aimé.

Tout compte fait, Soubise est entré dans l'histoire aussi bien pour s'être ridiculisé sur le terrain militaire que pour s'être illustré sur celui de la bonne chère et de l'art de vivre. D'un point de vue français, cela ne vaut-il pas tous les exploits guerriers ? Dans une époque où il n'eût pas été contraint à devenir soldat, il eût sans nul doute préféré au sombre éclat des batteries de canons, le rutillement cuivré d'une batterie de cuisine. Mais allez faire comprendre ça à des Prussiens !

Grouchy et ses fraises

Comme on a pu en juger avec Soubise, devenir un zhéro plutôt qu'un héros aux yeux de la postérité peut s'avérer une simple affaire de « timing ».

Prenons l'exemple du marquis de La Fayette, le plus célèbre engagé volontaire français dans la guerre d'indépendance américaine. Major général à vingt ans, aimé comme un fils par George Washington, il se couvre de gloire aux États-Unis et devient en France une véritable idole. Il sera le héros du premier 14 Juillet de notre histoire, célébré au Champ-de-Mars lors de la fête de la Fédération, le 14 juillet 1790. Les Parisiens l'idolâtraient littéralement, le considérant comme « le fils aîné de la Liberté ». Mais cette popularité acquise trop jeune lui faisait perdre le sens des réalités. Très infatué de sa personne, il écrivait : « Ma situation est bien extraordinaire ; le peuple, dans le délire de son enthousiasme, ne peut être modéré que par moi. Quarante mille âmes s'assemblent, je parais, et un mot de moi les disperse. » En toute simplicité ! Revers de cette popularité, selon Guy Chaussinand-Nogaret (23) : « Les uns le prennent pour un dictateur en puissance, les autres pour un clown. Mirabeau le surnomme Gilles César. » (Car son nom est Gilbert Motier, marquis de La Fayette.)

Très doué pour mener des hommes sur un champ de bataille aux États-Unis, La Fayette le sera cependant beaucoup moins pour la politique, puisque à la suite de son aventure américaine il ne connaîtra plus que des échecs. En 1830, porté par la foule, il aurait pu proclamer la République, dont Chateaubriand écrivit cruellement qu'il « rêvassait », mais il se montra trop timoré et apporta son soutien au futur Louis-Philippe. Il aurait voulu jouer les personnages irremplaçables mais, comme Soubise, il avait atteint son seuil de Peters.

Cela étant, la postérité ne lui en a en aucun cas tenu rigueur,

puisqu'elle n'a conservé de lui que l'image du héros de la guerre d'Indépendance. Aux États-Unis, plus de quarante villes portent son nom. Lui-même fut enterré au cimetière de Picpus, à Paris, sous quelques pelletées de terre américaine, ainsi qu'il en avait exprimé le souhait. Au sein de ce petit cimetière très confidentiel, où reposent les victimes des journées révolutionnaires de juillet 1793, la tombe de La Fayette fut le seul emplacement de Paris où le *Stars and Stripes* ne cessa jamais de flotter, y compris durant l'Occupation. Depuis lors, jamais un président des États-Unis ne vient en voyage officiel en France sans aller s'y recueillir. La Fayette est donc l'exemple typique de ces héros de jeunesse qui se reposent sur leurs lauriers la plus grande partie de leur existence, mais dont la postérité ne retient que le meilleur.

Exemple d'une autre nature, avec cette fois, celui du zhéro auquel l'histoire a donné l'opportunité de se racheter. En octobre 1805, le général en chef de l'armée russe, Koutousov, doit opérer sa jonction avec le général Mack, de l'armée autrichienne. Les deux généraux ont convenu d'un jour précis pour leur rendez-vous. Koutousov et son armée doivent encore traverser la Moravie, mais ils sont dans les temps pour parvenir au jour dit à Ulm, où les attend Mack. Léger hic, si les Russes arrivent bien au jour et à l'heure dans leur calendrier, qui est un calendrier julien, les Autrichiens, eux, les attendent le même jour mais dans leur calendrier grégorien ! Ni Mack ni Koutousov n'ont pensé un instant que leurs « agendas » n'étaient pas les mêmes ! Cette bourde monumentale va contribuer à la défaite du général Mack, lequel, privé du soutien des troupes russes, rend les armes à l'empereur Napoléon le 20 octobre 1805. Le *Bulletin de la Grande Armée* qualifie la victoire d'Ulm d'une des plus belles journées de l'histoire de France. Pour Napoléon, c'est une victoire stratégique extraordinaire, la bataille n'ayant même pas eu lieu. S'adressant à ses soldats, il dira : « Soldats de la Grande Armée, je vous ai annoncé une grande bataille. Mais grâce aux mauvaises combinaisons de l'ennemi, j'ai pu obtenir les mêmes succès sans courir aucun risque. » Cette victoire va donner un avantage décisif à Napoléon à deux semaines de la bataille d'Austerlitz. Au soir de la reddition d'Ulm, Koutousov peut légitimement passer pour un magistral zhéro pointé. Mack aussi d'ailleurs ! Par la suite, Koutousov sera tenu pour responsable de la défaite d'Austerlitz et privé par le tsar de son commandement. Mais il va bénéficier d'un privilège immense par rapport à certains autres zhéros, en ayant ultérieurement l'occasion de s'illustrer brillamment. En mars 1812, alors que les Français sont aux portes de Moscou, Alexandre I^{er} remet Koutousov à la tête de son armée. Bien lui en

prend, car son vieux général, après avoir perdu la bataille de Botodino, prendra finalement le dessus sur une armée française surprise par les rigueurs de l'hiver russe. À ce titre, Koutousov est considéré comme l'un des plus grands généraux de l'histoire de la Russie et l'ordre de Koutousov, créé par l'ex-Union soviétique, est encore de nos jours l'une des plus hautes distinctions russes.

Ainsi, les plus grands héros sont-ils parfois eux aussi des gaffeurs, mais des gaffeurs auxquels le destin a donné une seconde chance. Le maréchal Grouchy, lui, n'aura pas cette seconde chance, ainsi que nous allons le voir.

Allez donc vous illustrer au lendemain de Waterloo, quand tout est consommé, que votre Empereur a abdiqué et s'apprête à embarquer pour Sainte-Hélène ! Que faire sinon fuir le plus loin possible – ce que fera en effet notre pathétique maréchal en gagnant Guernesey, puis Philadelphie, aux États-Unis – et supporter de passer le restant de ses jours en ayant l'image d'un « loser absolu » ? Malheureusement pour Grouchy, avec la Restauration et la prise du pouvoir par Louis XVIII, roi podagre qui ne se déplace qu'en chaise roulante, c'en est bien fini des cavalcades héroïques dans les plaines de l'Europe orientale, et nombreux sont les anciens combattants de Waterloo qui n'ont plus désormais d'autre occupation que de régler leurs comptes par écrit. À commencer par Napoléon, retraité amer et douloureux. Reclus dans sa demeure de Longwood, il dicte ses souvenirs à Las Cases en distribuant bons et mauvais points. Grouchy rejoint ainsi Villeneuve au banc des accusés du *Mémorial de Sainte-Hélène* : « Le maréchal Grouchy avec trente-quatre mille hommes et cent huit pièces de canon a trouvé le secret qui paraissait introuvable de n'être, dans la journée du 18, ni sur le champ de bataille de Mont-Saint-Jean, ni sur Wavre [...]. La conduite du maréchal Grouchy était aussi imprévisible que si, sur sa route, son armée eût éprouvé un tremblement de terre qui l'eût engloutie... »

Le *Mémorial de Sainte-Hélène*, dont la première édition paraît en 1822, sera l'un des plus grands succès éditoriaux du XIX^e siècle. Dans ces conditions, difficile pour Grouchy de passer inaperçu, d'autant que dans la foulée du *Mémorial*, le plus éminent de nos poètes va lui porter le coup de grâce, le privant à tout jamais de l'anonymat dans lequel il eût sans nul doute préféré sombrer. Ce poète est évidemment Victor Hugo, sans qui Grouchy serait probablement passé aux oubliettes. Il fait de lui le plus célèbre et le plus magistral des héros de l'histoire de France en le mentionnant dans son poème « L'Expiation » comme l'homme providentiel, qui aurait rendu la victoire possible par son

intervention, si seulement il avait daigné se présenter sur le champ de bataille. Sous la plume d'Hugo, Grouchy devient le bouc émissaire de la défaite de Waterloo. Sans le fameux vers « Soudain, joyeux, il dit : Grouchy ! – C'était Blücher », qui d'entre nous connaîtrait son nom ?

Avec « Waterloo ! Waterloo ! Waterloo ! morne plaine ! », extrait du même poème, c'est sans nul doute l'un des vers les plus connus de la langue française. Par bonheur, Grouchy mourra sans avoir pu l'entendre, mais il s'en fallut de peu, puisque ce texte est publié en novembre 1852, Grouchy étant mort cinq ans auparavant, en 1847.

Infortuné Grouchy, stigmatisé aux yeux du monde par le poète le plus aimé des Français – je rappelle que Victor Hugo est classé sixième des « Cent plus grands Français », entre Coluche et Bourvil ! Avait-il vraiment mérité ça ?

Il n'est évidemment pas question de revenir ici sur les détails de Waterloo. Nous renvoyons les amateurs de stratégie militaire aux dizaines d'ouvrages retraçant minute après minute les quatre-vingt-seize heures que dura la campagne. Rappelons simplement que la grande bataille finale eut lieu le 18 juin 1815, pendant les Cent-Jours, dans le Brabant, entre Charleroi et Bruxelles. Les « coalisés » (Angleterre, Autriche, Prusse, Russie, Espagne renforcées par des troupes belges et hollandaises) se massent progressivement aux frontières de la France et Napoléon, à peine revenu de son exil à l'île d'Elbe, doit reconstituer d'urgence une armée entière pour les repousser. Fidèle à son habitude, il préfère prendre l'initiative et marcher vers la Belgique pour y battre séparément ses deux adversaires les plus importants, les Anglais et les Prussiens, avant que ceux-ci ne parviennent à faire leur jonction.

Comment Grouchy s'insère-t-il dans le dispositif impérial ? Ce n'est pas lui mais le général Mortier qui devait diriger la cavalerie, mais Mortier, malade, est hors d'état de prendre part à la bataille. Grouchy bénéficie donc d'une nomination « façon Medina Sidonia et Villeneuve » en héritant d'un poste pour lequel il n'est pas fait.

Cela dit, même si Grouchy n'était pas son premier choix, l'Empereur l'estime assez pour lui confier la cavalerie et le nommer maréchal le 15 avril 1815. Grouchy est même le seul et unique maréchal nommé pendant les Cent-Jours, et le dernier général élevé à ce titre par l'Empereur ; ce qui est assez terrible, car ce bâton de maréchal obtenu in extremis avant l'effondrement de l'Empire sera un argument supplémentaire pour l'accabler de reproches après Waterloo.

Que faut-il savoir de Grouchy ? Sans revenir sur l'ensemble de sa biographie, évoquons-en brièvement les éléments essentiels.

Emmanuel de Grouchy (1766-1847) était un fidèle des fidèles de l'Empereur, qu'il suivit dans quasiment toutes ses campagnes. Interrogé à son propos, l'historien militaire Jacques Garnier considère que « c'était un bon cavalier mais qu'il n'était pas fait pour prendre la tête d'une armée. Des années avant Waterloo, alors qu'il participait avec Hoche à une expédition destinée à soutenir les Irlandais dans leur lutte contre les Anglais, il fut séparé de Hoche par une tempête et, alors que lui-même était parvenu à bon port et aurait fort bien pu lancer l'attaque, il ne put se résoudre ni à débarquer ni à attendre son supérieur ; il rebroussa chemin vers Brest. Cette occasion manquée aurait déjà dû poser sérieusement la question de son aptitude au commandement ». Signalons au passage que, tout comme Chaumareys, Grouchy participa à la bataille de Quiberon, mais dans le camp adverse !

Livré à lui-même sans ordre précis, Grouchy n'était pas capable de prendre des initiatives. En revanche, lorsqu'il disposait de directives claires, il s'avérait un excellent exécutant ayant un grand courage physique, ce qu'attestait son corps couturé de toutes parts des blessures reçues au combat. Bien cadré, c'était un excellent général de cavalerie. D'ailleurs, aurait-il reçu le bâton de maréchal, s'il n'avait été qu'un officier médiocre ? Avant Waterloo, il avait eu maintes fois l'occasion de se distinguer sur les champs de bataille : il participa à la campagne de Prusse de 1806, au cours de laquelle il fut le premier à entrer dans Lübeck. À Eylau, le 8 février 1807, sa charge de cavalerie fut héroïque : avec trois mille cinq cents cavaliers, il contint la cavalerie russe de Gallitzin qui faisait le double de la sienne !

Quatre mois plus tard, à Friedland, le 14 juin 1807, il se distinguait encore. Il fut envoyé en Espagne, nommé gouverneur de Madrid, où il dut réprimer la rébellion, puis chargé du commandement de la cavalerie de l'armée d'Italie, il participa aux plus grandes batailles dont Wagram en 1809, où sa division de dragons joua un rôle décisif. Pendant la campagne de Russie, il commandait tout un corps de cavalerie, s'illustra à Borodino et pendant la retraite de Russie, signe manifeste de la confiance qu'il lui portait, l'Empereur lui confia l'Escadron sacré, unité d'élite de la cavalerie chargée de sa propre sécurité. Enfin, pendant la campagne de France qui précéda la première abdication de Napoléon (1814), il se distingua à Vauchamps, où il culbuta littéralement Blücher. Mais ce fut finalement pour la capture du duc d'Angoulême à Pont-Saint-Esprit, rapt qui n'avait rien

d'un exploit militaire, que Napoléon lui attribua un titre de maréchal dont il n'obtiendrait cependant le brevet que pendant les Cent-Jours.

À ce stade de sa carrière militaire, Grouchy avait encore tout du héros et si Napoléon n'avait pas quitté l'île d'Elbe, jamais son nom n'aurait été entaché d'infamie. Hélas pour lui, la notoriété l'attendait non sur le terrain de la gloire mais sur celui du déshonneur.

À Waterloo, Grouchy, nous l'avons dit, commande donc la cavalerie française. Présent à Ligny, dernière victoire militaire de Napoléon, le 16 juin 1815, il reçoit, le lendemain, de l'Empereur l'ordre de poursuivre Blücher à la tête de deux corps d'infanterie et de deux corps de cavalerie, pour empêcher le maréchal prussien de rejoindre Wellington. Grouchy commet une première erreur en laissant les troupes prussiennes le distancer. Circonspect, indécis, il traîne en route. Tandis que Blücher et ses troupes rejoignent Wellington à Mont-Saint-Jean, Grouchy, au lieu de l'y suivre, continue à se diriger vers Wavre où il s' imagine que Blücher doit se trouver encore. À la vérité, si Grouchy a reçu l'ordre de talonner les Prussiens, il ignore totalement où ils se trouvent ! Le plus terrible c'est que, jusqu'à la dernière minute, Grouchy aurait pu aller à marche forcée vers le cœur de la bataille, à Mont-Saint-Jean, mais il s'est entêté jusqu'au bout à courir derrière le vide dans la direction de Wavre. Devant lui, plus rien ni personne, mais ce n'est pas grave, il y va tout de même puisque ce sont les ordres !

C'est à ce moment-là que se déroule le fameux épisode des fraises, popularisé par le célèbre Waterloo réalisé en 1970 par le cinéaste russe Bondartchouk. Faisant une pause dans sa course-poursuite derrière les Prussiens, Grouchy accepte l'invitation à déjeuner du notaire de Perwez, un certain M. Hollert ; on lui présente de belles fraises qu'il s'apprête à déguster. Au loin, on entend un bruit sourd, comme un coup de tonnerre. Il doit s'agir d'un combat d'arrièregarde, pense Grouchy, mais voilà que le grondement s'intensifie. C'est alors que Gérard, son subalterne, l'adjure de renoncer à ses fraises, de renoncer à poursuivre d'hypothétiques Prussiens et de « marcher au canon » sur-le-champ. Devant le refus de Grouchy, qui se retranche derrière les ordres reçus, Gérard le supplie de l'autoriser à se rendre sur place pour se rendre compte par lui-même de la situation. Grouchy reste inflexible et refuse encore, au prétexte qu'il est hors de question de fractionner ses propres troupes. On retrouve chez lui le même entêtement, le même orgueil, le même aveuglement que chez un

Chaumareys ! La catastrophe est en train de se dérouler à quelques heures de marche, mais malgré les supplications de ses officiers, le maréchal de Grouchy refuse de bouger. Il en fait même une affaire personnelle : il ne peut pas se déjuger devant un officier subalterne qui met directement en cause son autorité et les ordres de l'Empereur. Ses subordonnés sont atterrés.

Pendant qu'il se perd en conjectures et s'accroche avec ses officiers, Grouchy prend du retard. Certains passionnés d'histoire militaire ont fait le trajet à marche forcée entre Perwez et Mont-Saint-Jean et ont acquis la conviction que Grouchy aurait pu arriver à temps pour retourner la situation. Il s'en trouve d'ailleurs tout autant pour partager la conviction que, Grouchy ou pas, la bataille était perdue ! Napoléon, lui, fut longtemps persuadé que Grouchy allait se ruer sur les Prussiens là où on ne l'attendait plus, c'est pourquoi Hugo le décrit « joyeux » s'exclamant « Grouchy ! ». Jusqu'à la fin, l'Empereur crut que son dernier maréchal saurait s'élever à la hauteur de l'événement et être à Waterloo ce qu'avait été Desaix à Marengo, lorsque son intervention providentielle avait transformé « une défaite vraisemblable en victoire totale ».

Mais, non ! Grouchy ne serait ni Desaix, ni Murat, ni Kléber, et lorsqu'il reçoit une dépêche de Soult qui pourrait enfin le convaincre de cesser de poursuivre les Prussiens dans le vide, il lit : « La bataille est gagnée », au lieu de « la bataille est engagée », ce qui le conforte dans sa décision de ne rien faire. Inutile de préciser les torrents d'encre que fera couler par la suite la question de l'interprétation de la dépêche de Soult. Lisible ? Illisible ? Bonne ou mauvaise foi de Grouchy ?

Quoi qu'il en soit, la « scène des fraises » illustre assez bien le conflit qui court depuis des jours entre Grouchy et ses officiers supérieurs : ces derniers le méprisent, le jalourent, ne lui reconnaissent aucune légitimité et ont donc le plus grand mal à admettre son autorité. Grouchy le sent ; il sait qu'il ne possède ni l'aura ni le charisme d'un Murat ou d'un Ney, que leurs hommes idolâtraient et suivraient jusqu'au bout du monde. C'est pourquoi il va se braquer contre ses officiers supérieurs, au risque de contrarier gravement le déroulement des opérations, invoquant *ad nauseam* les ordres de l'Empereur, dont le bruit du canon semble pourtant indiquer qu'ils ne sont plus d'actualité !

En somme, nous dit G. le Tuzlo dans *Les Fraises de Grouchy* : « L'ampleur de la tâche, la confiance de l'Empereur, l'hostilité de ses subordonnés, la défiance de ses soldats vont accabler ce brave homme.

» Ce brave homme ? Cet âne bâté serait plus proche de la vérité ! Et la « bravitude » de Grouchy est bien la dernière qualité requise sur un champ de bataille où se joue le sort d'un empire.

Dans cette histoire, Grouchy n'a-t-il été qu'un bouc émissaire injustement désigné ? Pas à proprement parler, car le bouc émissaire est totalement innocent des crimes qu'on entend lui faire porter ; or Grouchy n'est pas innocent, il contribue à la défaite. Mais il s'apparente tout de même au bouc émissaire, dans la mesure où, dans l'esprit du plus grand nombre, hier comme aujourd'hui, lui seul endosse la responsabilité du désastre de Waterloo, alors que les historiens ont établi depuis longtemps d'autres responsabilités que la sienne : à Waterloo, Grouchy est loin d'être le seul zéro présent (ou, en l'occurrence, plutôt absent !) sur le champ de bataille : « Restent l'indiscutable impéritie de Ney, son aveuglement, ses excès ; l'incurie de d'Erlon ; la médiocrité humaine et militaire de Vandamme. Reste enfin le rôle joué par Soult, incompetent major général mais tellement lucide quant à la situation » (G. le Tuzlo). Toutes choses auxquelles il convient d'ajouter les dissensions entre Grouchy, Gérard, soldat de grande qualité mais jaloux et susceptible, et Vandamme... Cela en fait des zéros chez les lampistes ! À Waterloo, il y aurait donc eu tout à la fois des traîtres, des fous, des jaloux, des malades... sans compter la pluie !

Au nombre des traîtres : Bourmont qui commandait une division dans le corps d'armée de Gérard et qui se rallia aux Prussiens. C'était un ancien chouan auquel Napoléon avait offert l'amnistie et un grade dans l'armée impériale. Joli monsieur, à ranger avec les Bernadotte et autres Ganelon de la même eau !

Un fou furieux : Ney qui arrive à deux à l'heure aux Quatre-Bras, emplacement crucial qui lui a été désigné par l'Empereur comme devant être tenu coûte que coûte. Une fois sur place, Ney se met en tête d'attaquer. Il lance alors une charge furieuse, insensée, désordonnée contre les Anglais alors que Napoléon lui a ordonné par neuf billets consécutifs d'attaquer les armées prussiennes que lui-même a mises en déroute à Ligny. Ney doit disperser ce qu'il reste des troupes de Blücher. Au lieu de cela, « ayant complètement perdu la tête dans un état proche de l'hystérie, il se rue, l'écume aux lèvres et les yeux exorbités, à l'assaut des Anglais [...]. Les messagers de l'Empereur ne peuvent même pas tirer de lui une seule phrase cohérente » au point que l'« on est en droit de penser que le Brave des braves est frappé de démence (24) ».

Après les traîtres et les fous, il y eut aussi les subordonnés rebelles et jaloux : d'abord Gérard, qui s'attendait à recevoir le maréchalat et supporte très mal qu'on lui ait préféré Grouchy. Il se sent humilié de commander seulement un corps d'armée et obéit avec réticence à Grouchy. Quant à Vandamme, lui aussi va refuser de se plier aux ordres de Grouchy ; cette tête brûlée a toujours été rebelle à la discipline, c'est à se demander ce qu'il fait dans l'armée. Il a un caractère exécrationnel et son insubordination lui a déjà valu d'être traduit en conseil militaire sous la Révolution. Lui aussi s'attendait à devenir maréchal et ne supporte pas que Grouchy ait été l' élu. Vandamme, lui, est un vrai meneur d'hommes, un combattant brutal qui a la guerre dans le sang ! « Si je devais faire la guerre avec le diable, j'engagerais Vandamme », a dit de lui Napoléon. Le maréchalat lui a échappé à cause de sa défaite de Kulm, dérouté qu'on lui impute d'ailleurs assez injustement.

Trahisons, rivalités, dissensions... Selon certains historiens, il faudrait même leur ajouter un élément trivial certes, mais qui manifestement joua également un rôle à Waterloo : les hémorroïdes de l'Empereur, qui selon le célèbre docteur Cabanes dans *Les Indiscrétions de l'histoire* l'empêchèrent de monter à cheval pour aller étudier le terrain ainsi qu'il en avait toujours l'habitude avant de livrer bataille.

Finalement, Grouchy fut à Waterloo complètement nul dans tous les sens du terme, c'est-à-dire à la fois mauvais et absent quand la victoire était encore possible, et c'est finalement lorsque tout fut perdu qu'il se montra véritablement héroïque. Excédé par l'insubordination de ses officiers, il aurait déclaré : « Si l'on ne peut se faire obéir, il faut savoir se faire tuer [...]. En cet instant, Grouchy est grand, quand tout est perdu » (G. le Tuzlo). Maintenant qu'il sait très précisément ce qu'il a à faire, c'est-à-dire battre en retraite, il se montre enfin à la hauteur et va effectuer un repli remarquable, combattant à Wavre, où décidément il était écrit qu'il devait aller coûte que coûte, et ramenant en France la seule unité encore en état de combattre ! Il sera même félicité pour ce haut fait !

Proscrit à la seconde Restauration, Grouchy quitte la France pour l'Amérique dont il ne rentrera qu'en 1821. Louis XVIII le rétablit dans ses titres, car il était un authentique marquis d'Ancien Régime (son père avait été page du roi Louis XV), mais le prive en revanche de son bâton de maréchal acquis pendant les Cent-Jours. C'est le roi Louis-Philippe qui le lui restituera, ainsi que les émoluments correspondant

à ce titre. Grouchy meurt en 1847 à Saint-Étienne, en revenant d'un voyage en Italie, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Emporté dans son vibrant plaidoyer, l'auteur des *Fraises de Grouchy* conclut son livre en écrivant : « À terme Grouchy n'a jamais trahi son Empereur et ce fut un homme de devoir fidèle. » Voilà une bien émouvante pensée qui dut adoucir la captivité de Napoléon à Sainte-Hélène ! Son dernier maréchal perdu dans la quatrième dimension entre Wavre et Perwez s'était montré bête à manger du foin, mais d'une irréprochable loyauté !

Au vu de son attitude à Waterloo, Grouchy occupe une place méritée parmi les grands zhéros de l'histoire de France. Quand bien même d'ailleurs il n'en aurait pas entièrement eu le comportement, il en avait déjà la physionomie ! Certes, les considérations de cet ordre sont injustes et blessantes et n'ennoblissent pas celui qui les formule, mais on ne peut s'empêcher de constater qu'il avait une tête de parfait abruti, ce qui influence fatalement notre appréciation globale du personnage. Le lecteur en jugera par lui-même (voir le cahier photo).

Pour Grouchy en tout cas, l'ostracisme et la malédiction se sont prolongés jusqu'à aujourd'hui, puisque aucun monument à sa gloire n'a jamais été érigé, alors qu'il avait tout de même « existé », brillé et mérité son bâton de maréchal sur tous les champs de bataille « fréquentés » avant Waterloo !

Bazaine et sa corde

Avant même d'évoquer le cas de Bazaine, considéré par la France entière comme responsable de la défaite de nos armées contre les Prussiens en 1870, rappelons que la veille de cette guerre fut une période faste en zhéros. Certains d'entre eux, plutôt « gratinés », furent cependant assez heureux pour passer entre les mailles du filet de la postérité. Concentrant sa vindicte et son ressentiment sur les seuls Bazaine et Napoléon III, l'opinion publique ignore en effet dédaigneusement ce menu fretin. Pourtant, en fait de nuls, la classe politique aux affaires offrait l'embarras du choix. C'était à qui ferait les déclarations les plus bêtes ! Émile Ollivier, par exemple. Premier ministre occupant le portefeuille de la Justice, il déclare le 30 juin 1870 devant le corps législatif : « À aucune époque, la paix n'a été plus assurée qu'aujourd'hui ! » Quinze jours plus tard, la France déclarait la guerre à la Prusse ! Que le conflit se précise et Ollivier, retournant sa veste, affirmera alors devant le même cénacle accepter « d'un cœur léger » la responsabilité de la guerre. Enfin, répondant à l'académicien Maxime Du Camp s'inquiétant que cette guerre puisse

être le signe de l'effondrement de la France, Ollivier répond : « Vous ne l'aimez pas, votre pays, vous ne savez pas l'aimer ; quand on l'aime, on le croit invincible ; invincible, il l'est, et c'est un crime d'en douter ; si vous l'aimiez comme je l'aime, vous seriez sûr de son triomphe. La Prusse est perdue ; nous n'avons qu'à étendre le bras pour saisir Berlin,... Non, jamais je n'admettrai que nos petits chasseurs, qui ont le pied cambré, que nos grands cuirassiers de Lorraine, que nos chapards d'Algérie et nos vétérans du Mexique soient vaincus par ces lourds Allemands gonflés de choucroute et de bière, lents à se mouvoir, pleurnichards et dont le pied plat est rebelle aux marches prolongées. »

Quelques mois plus tard, les « lourds Allemands gonflés de choucroute » en question camperont à Paris, contraindront la France à signer un armistice humiliant et récupéreront au passage l'Alsace-Lorraine ! Ollivier ne se relèvera pas de ses déclarations intempestives ; sa carrière politique prendra fin avec l'Empire, et son impopularité l'obligera même à quitter la France. Il passera l'essentiel de sa longue retraite (il n'a que quarante-cinq ans à la veille de la guerre et mourra en 1913) à écrire quatorze volumes sur l'Empire libéral, pour justifier son itinéraire politique. Il n'aurait pas dû se donner autant de mal, car nul ne se souvient plus aujourd'hui ni de ses déclarations, ni de son action à la tête du gouvernement, ni moins encore de son nom de famille !

Au moment même où le chef du gouvernement proférait ses âneries, le général Lebœuf, ministre de la Guerre, déclarait : « Nous sommes prêts, archi-prêts, nous avons huit jours d'avance sur la Prusse ; la lutte dût-elle durer deux ans, nous n'aurions pas un bouton de guêtre à acheter. » Il n'avait d'ailleurs pas tout à fait tort, car pendant le siège de la capitale par les Prussiens, les Parisiens affamés allaient acheter davantage de rats que de boutons de guêtre ! À la suite de cette harangue fracassante, il s'illustra encore en déclarant : « L'armée prussienne n'existe pas ! Je la nie ! »

Enfin que dire d'Eugène Chevandier de Valdrome, lui aussi ministre de l'Intérieur qui, à une semaine de la déclaration de guerre, s'exclamait devant la Chambre : « Ne nous précipitons pas tête baissée dans la paix ! » Cette seule phrase ne devrait-elle pas lui valoir de figurer dans le « top 10 » des nuls hexagonaux ? Eh bien, non, oublié, lui aussi !

Au milieu de tant d'arrogance et d'imbécillité, que fit Bazaine pour focaliser sur sa seule personne l'indignation nationale ? En fait, on lui reprocha non seulement de s'être enfermé dans Metz à un moment où il disposait d'un avantage sur les Allemands inférieurs en nombre, mais surtout d'avoir par la suite capitulé dans des conditions honteuses. Napoléon III n'en avait-il pas fait autant à Sedan ? Bien sûr que si, mais à l'annonce de la déchéance de l'Empire et de la proclamation de la République, il avait quitté, la France pour l'Angleterre avec armes et bagages (sans armes serait d'ailleurs plus conforme à la réalité !), de sorte qu'on ne pouvait plus se venger de lui, autrement que par journaux interposés. Restait François Achille Bazaine (1811-1888), commandant en chef de l'armée du Rhin. Celui-là, on l'avait sous la main et on ne le lâcherait pas !

Tout comme Grouchy, Bazaine entre dans la catégorie des zhéros qui commettent une énorme bourde qu'ils n'auront plus l'occasion de rattraper. Mais, avant la « boulette finale », Bazaine est l'un des officiers français les plus titrés et les plus admirés de son pays. Au moment de son procès, son avocat fera état de toutes les décorations et autres gratifications obtenues par son client sur les champs de bataille, un palmarès indéniablement éblouissant ! Au cours de ses quarante-deux années de service dans l'armée française, il a en effet combattu sur tous les terrains où la France se trouvait engagée et participé à près de soixante-dix campagnes entre l'Algérie, le Maroc, l'Espagne, l'Italie, la Crimée, et surtout au Mexique où il a succédé au commandant en chef du corps expéditionnaire français venu épauler Maximilien, éphémère empereur du Mexique. Le nom de Bazaine est aujourd'hui encore tellement lié à la défaite de 1870 que l'on a du mal à en croire ses yeux lorsque l'on regarde sa carrière de plus près : non seulement il fut présent sur tous les points chauds du moment, mais il s'y illustra systématiquement : un vrai héros de A à Y !

Dès son entrée dans l'armée, Bazaine se fait remarquer, puisque ayant échoué au concours de Polytechnique, il s'engage comme simple soldat en 1830 et devient en trois ans à peine sergent, puis lieutenant. Décoré de la Légion d'honneur pour avoir été blessé au cours d'un combat en Algérie (1833), il est également cité pour son courage au moment de la reddition de la smalah d'Abd el-Kader en 1847. En quatorze ans seulement, il sera donc passé de simple « troufion » à maréchal de camp (1854). Et ce n'est pas fini : il s'illustre pendant la guerre de Crimée et obtient le cordon de commandeur de la Légion d'honneur. Devant le feu, il manifeste une vaillance et un courage irréprochables et sera blessé plusieurs fois : d'une balle dans le poignet à la Macta, en Algérie, d'une autre dans la jambe en Espagne, et il est

aussi blessé en Crimée. Il a un premier cheval tué sous lui en Italie et un second à Solferino. Le nombre de chevaux tués « sous lui » est un bon indicateur du niveau d'héroïsme de l'officier de cavalerie : Napoléon I^{er} estimait lui-même en avoir eu dix-huit ou dix-neuf. Ney en eut trois pour la seule bataille de Waterloo ! Le champion toutes catégories de la discipline est un certain Jacob Marulaz, général de division de l'Empire qui reçut dix-neuf blessures et eut vingt-six chevaux tués sous lui ! Quant à Grouchy, il semble qu'il en ait eu « seulement » trois : deux à la bataille de la Trebbia en Italie et un à la Moskova. Étonnez-vous après cela que ce « petit joueur » soit arrivé en retard à Waterloo !

Poursuivant sa carrière ascendante, Bazaine devient grand-croix de la Légion d'honneur et maréchal de France après la prise de Puebla au Mexique (1863). C'est d'ailleurs sans doute au Mexique qu'il commence à dérailler un peu. Il épouse en secondes noces une jeune Mexicaine de dix-sept ans à qui il va donner quatre enfants et qui n'aura de cesse de pousser son mari à comploter pour prendre la place de Maximilien comme empereur du Mexique. Les relations entre les deux hommes vont se tendre et Bazaine est rapatrié en France. Le rêve mexicain de Napoléon III tombe à l'eau. D'une certaine manière c'est une chance pour Bazaine, car les choses tournèrent très mal pour Maximilien, fusillé après quatre années de « règne », à l'âge de trente-cinq ans, par les troupes du général Juárez.

Cette allusion à l'aventure mexicaine de Napoléon III nous offre l'occasion d'ouvrir ici une parenthèse sur un curieux fait du hasard. En l'espace de vingt-cinq ans seulement, entre 1845 et 1870, vont avoir lieu trois des plus glorieuses défaites de l'armée française : Sidi-Brahim en Algérie, contre les troupes d'Abd el-Kader, Camerone au Mexique contre les troupes de Juárez, et Bazeilles où les troupes françaises livreront un combat héroïque contre les chasseurs bavarois pour protéger la retraite de l'armée vers Sedan.

À chaque fois, Bazaine se trouve dans les parages : il combat à Sidi-Kafir, à l'ouest de l'Algérie, pendant que se déroule, non loin de là, la bataille de Sidi-Brahim (21 septembre 1845), il assiège Puebla pendant la bataille de Camerone (30 avril 1863), et il est retranché dans Metz pendant celle de Bazeilles (31 août et 1^{er} septembre 1870).

Pourquoi mentionner ces trois batailles ? Pour nuancer ce que nous

avons avancé dans la préface de ce livre, en affirmant que les Français supportaient mal l'évocation de leurs défaites. Cette réalité souffre en effet quelques exceptions précises : les défaites héroïques, ce que furent précisément Sidi-Brahim, Camerone et Bazeilles. Avec ces défaites, on n'est plus dans le refoulement mais bien au contraire dans l'exaltation. Prenons l'exemple de Camerone : il concerne Bazaine au premier chef, car celui-ci était en train d'assiéger Puebla lorsque la compagnie du capitaine Danjou, dont le rôle était d'assurer la sécurité d'un convoi de ravitaillement destiné aux troupes de Bazaine, fut contrainte de se replier dans l'auberge de Camerone, une grande bâtisse aux murs de 3 mètres de haut. Les hommes de Danjou vont jurer de s'y battre jusqu'à la mort. Dans une chaleur de plomb, sans eau ni nourriture, ces soixante hommes combattent toute une journée contre deux mille Mexicains. Ils se font tuer l'un après l'autre, y compris Danjou qui prend une balle en pleine poitrine. À la fin de l'après-midi, il ne reste plus que quatre hommes, qui, acculés, sont épargnés par les Mexicains impressionnés par leur courage et qui les laissent même conserver leurs armes. À Camerone, soixante Français tuèrent trois cents Mexicains et en blessèrent autant. Leur sacrifice permit au convoi en route pour Puebla de parvenir sans encombre à destination. Ce combat est devenu l'emblème de la Légion étrangère et c'est Napoléon III qui fit inscrire le nom de Camerone sur le drapeau de la Légion, et écrire en lettres d'or sur les murs des Invalides les noms des trois officiers de la compagnie Danjou. Chaque année, le 30 avril, les légionnaires sortent la main artificielle du capitaine Danjou de sa vitrine, se trouvant dans la crypte du musée de la Légion étrangère à Aubagne, et la portent solennellement jusqu'au monument érigé à la mémoire des légionnaires tombés au combat.

Bazeilles et Sidi-Brahim furent des combats de la même espèce, au cours desquels quelques soldats héroïques, submergés par le nombre, luttèrent jusqu'à épuisement de leurs dernières cartouches. Tandis que les légionnaires conservent la main de bois de Danjou, les cendres des combattants de Sidi-Brahim sont conservées dans un mausolée au château de Vincennes et la terre de Bazeilles est gardée dans une urne au musée des Troupes de marine à Fréjus.

Chacune de ces défaites héroïques est devenue l'emblème d'un corps d'armée. Citant Ernest Renan dans un article consacré à ces trois défaites évoquées dans *Le Sacrifice du soldat* (collectif CNRS, septembre 2009), le journaliste Claude Jaquemart – lui-même né à Sedan ! – écrit : « La souffrance en commun unit plus que la joie. En fait de souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que des triomphes, car ils imposent des devoirs, ils commandent l'effort en commun. »

Nous, Français, ne serions donc pas loin de préférer le sacrifice du dernier carré de grognards anéanti à Waterloo, façon « la garde meurt mais ne se rend pas », à l'éblouissante victoire d'Austerlitz. Voilà qui ne manque pas de panache et c'est un bon point pour la France dont il fallait absolument faire état dans ce livre où l'on cherche davantage à aligner ses petitesesses que ses grandeurs ! Enfin, sachons rester lucides : sur l'Arc de triomphe ne sont gravés que des noms de victoires remportées par nos armées : cent soixante-quatorze victoires obtenues entre 1835 et 1895 pour être exact. Au lendemain de la bataille de Diên Bien Phu, il se trouva bien un député pour suggérer de faire inscrire le nom de cette terrible défaite dans la pierre du monument, mais ce projet ne fut pas suivi d'effet et, finalement, seule une plaque apposée au sol sous la grande voûte en évoque le souvenir. Notons également dans le même ordre d'idées que l'école militaire de Saint-Cyr, à côté des promotions capitaine Danjou (1971-1973), Camerone (1962-1964), et même... Montcalm (1980-1982), eut sa promotion Diên Bien Phu (1953-1955). Il est vrai que Saint-Cyr conserva longtemps la tradition de confier au dernier reçu au concours d'entrée, surnommé « Père système » ou « Systus », la charge honorifique de délégué de la promotion. À l'Ecole polytechnique, c'est le major que l'on surnomme « le Nègre » ! Dans un cas, le moins bon est valorisé, dans l'autre, le meilleur est affublé d'un sobriquet désobligeant. Traditions surprenantes mais ô combien significatives ! Quoi qu'il en soit, nous n'en sommes encore pas à donner des noms de déculottées à des bases militaires ou à des bâtiments de guerre, ou à nous passionner pour nos vaincus, comme le font sans complexe les Américains. Chez eux, le général Custer, qui fut battu à plates coutures par les Indiens au cours de la fameuse bataille de Little Bighorn (25 juin 1876), est la personnalité à laquelle le plus grand nombre de livres ont été consacrés aux États-Unis jusqu'à ce jour, précédant en cela le président Lincoln. Imagine-t-on chez nous la biographie de Grouchy délogeant celle du général de Gaulle des têtes de gondole des librairies ?

Fermons à présent cette parenthèse et retrouvons Bazaine au moment où commence la guerre franco-prussienne. En août 1870, il est donc nommé commandant en chef de l'armée du Rhin. Pour l'armée française mal préparée, la guerre de 1870 ne sera qu'une longue suite de défaites. Enfin, « longue », il faut le dire vite, puisqu'il s'écoule un mois et demi seulement entre la déclaration de guerre et la capitulation de Napoléon III, suivie de cinq mois de siège devant Paris. Côté français, c'est l'improvisation ! La mobilisation est anarchique, on ne sait où concentrer les réservistes qui affluent de toutes parts. Et si

ce n'était que ça ! Napoléon III, commandant en chef, est malade ; il souffre beaucoup, ce qui a pour effet de lui brouiller l'esprit et de le rendre plus indécis que jamais. Au moment où débutent les hostilités, les Prussiens sont à deux contre un, leurs troupes sont commandées par de meilleurs officiers, mieux organisées, mieux équipées, disposant notamment de canons Krupp en acier à toute épreuve et à longue portée. Et puis ils sont motivés, ayant en ligne de mire la perspective enthousiasmante de réaliser l'unité allemande autour de la Prusse, unité préparée de main de maître par Bismarck, et qui sera proclamée dans la galerie des Glaces du château de Versailles le 18 janvier 1871.

Après les premiers revers essuyés par les troupes françaises, l'opinion publique réclame Bazaine à la tête de l'armée. Bazaine n'est pas emballé par sa nomination (réaction on ne peut plus classique chez nos héros de l'histoire), car il hérite d'une armée qui a déjà connu trois défaites et qui est totalement désorganisée. Le 6 août, les Français sont vaincus à Forbach. Les troupes de Bazaine se replient sur la rive gauche de la Moselle, tout en tenant Metz. À ce moment précis, le maréchal français dispose momentanément de la supériorité numérique. Il passe la Moselle avec cent trente mille hommes, livre une bataille indécise contre soixante-cinq mille Allemands qui résistent avec acharnement et là, chose absolument incompréhensible, plutôt que de profiter de son avantage, il replie toutes ses troupes sur Metz le 17 août. La I^{re} et la II^e armée allemande s'étant rejointes, les Prussiens sont à présent deux cent mille, contre quarante mille soldats français restés en dehors de Metz. Ces malheureux se font « ratatiner » à Gravelotte et la garnison de Metz est à nouveau bloquée. Pendant que Bazaine s'y claquemure, (ce qui n'est pas sans faire penser à l'attitude de Villeneuve à Cadix !), Strasbourg et surtout Belfort, commandée par Denfert-Rochereau, résistent aux troupes allemandes ! En voulant se porter au secours de Bazaine encerclé dans Metz, Napoléon III va se faire enfermer à son tour dans Sedan. Riche idée de regrouper ses troupes à Sedan, tout au fond d'une vallée ! Fallait-il que la maladie de la pierre dont il souffrait mort et passion lui portât sur le système ? L'empereur s'y fait canarder par sept cents canons ; il est obligé de capituler sans conditions avec cent mille hommes le 1^{er} septembre et se constitue prisonnier. La veille avait eu lieu la terrible défaite de Bazeilles qui vient d'être évoquée. Il n'y a plus d'armée française, hormis celle de Bazaine assiégée dans Metz. Napoléon III signe la capitulation le 2 septembre, au château de Bellevue.

Deux jours plus tard, la déchéance de l'Empire est prononcée ; Jules Favre, Jules Ferry et Gambetta proclament la République à l'Hôtel de Ville et annoncent la création d'un gouvernement provisoire placé

sous la direction du général Trochu et de Favre. Bientôt, les troupes allemandes encerclent Paris, et trois membres du gouvernement français, dont Gambetta, fuient la capitale en montgolfière pour aller organiser la résistance en province.

À présent, tous les espoirs reposent sur Bazaine ; mais à la stupéfaction générale celui-ci reste totalement inerte ! Bonapartiste, il refuse de se rallier au gouvernement de Défense nationale et ses troupes continuent à se battre avec les drapeaux impériaux. Il négocie de son côté, par personne interposée, avec Bismarck, auquel il propose que l'impératrice Eugénie, épouse de Napoléon III, exerce la régence et que lui-même devienne « lieutenant général de l'Empire ». Un projet très légèrement mégalomane que l'on peut vraisemblablement analyser comme un reliquat des rêves de grandeur mexicains du ménage Bazaine. Eugénie refuse ce projet qui supposait l'acceptation de la défaite et des conditions prussiennes. Alors qu'elle assurait jusqu'à présent la régence, elle se réfugie chez son dentiste américain, puis gagne Deauville et l'Angleterre.

Le 28 octobre 1870, sans raison militaire valable, Bazaine capitule avec une armée intacte : cent soixante-treize mille hommes et mille cinq cent soixante-dix canons. La France entière se sent trahie ! Il était le seul espoir de pouvoir continuer la guerre. Sa capitulation libère les troupes prussiennes occupées à assiéger Metz, ce qui vient ruiner définitivement le plan de défense du gouvernement provisoire : non seulement les troupes ainsi libérées peuvent se lancer à l'attaque des troupes françaises massées à Orléans, mais, en outre, l'armée de Bazaine ne pourra plus se porter au secours de Paris. C'en est donc bien fini, Paris est perdu. « Le misérable Bazaine venait de surpasser tout ce que l'histoire nous apprend sur les grands traîtres, suivant en cela l'exemple du troisième Bonaparte à Sedan (25) » Léon Gambetta rédige aussitôt une proclamation dans laquelle il accuse explicitement Bazaine de trahison. Et, de fait, côté prussien, des journaux se féliciteront de l'attitude de Bazaine, admettant que la poursuite des combats à Metz aurait certainement hypothéqué leur victoire finale. Une enquête est ouverte. De retour d'Allemagne, où il a été retenu prisonnier, puis de Suisse, Bazaine lui-même demande à être présenté devant un conseil de guerre pour pouvoir s'expliquer alors que jusqu'à présent, il n'avait fait l'objet que d'un blâme.

Grave erreur de sa part ! Que peut-il attendre d'un procès ? Il est le coupable idéal : pour les républicains et les royalistes, il est bon de

pouvoir faire porter le chapeau à un bonapartiste, et pour les bonapartistes, Bazaine paiera les pots cassés pour Napoléon III, dont ils ne désespèrent pas alors qu'il revienne en France. Le conseil de guerre se tient au Grand Trianon à Versailles ; il est présidé par le duc d'Aumale, fils de Louis-Philippe, vainqueur d'Abd el-Kader. D'Aumale est consterné d'être nommé à cette fonction mais doit s'incliner car il est alors le plus ancien divisionnaire de l'armée. Il y avait bien le général Schramm, mais il était cacochyme. En présidant malgré lui les débats, d'Aumale demanda à Bazaine : « Comment avez-vous pu vous adresser à l'ennemi en pleine guerre ? Ne pensez-vous pas que votre situation militaire vous obligeait à respecter les règlements ?

— Mais l'Empire était tombé... balbutia le malheureux Bazaine. Rien de légal n'existait plus, il n'y avait plus rien. » D'Aumale lui fit alors cette réponse bien digne de lui :

« Plus rien ? Il y avait la France, monsieur le maréchal. »

Avocat de Bazaine, maître Lachaud commence sa plaidoirie en ces termes : « Le plus glorieux de nos soldats est-il un traître ? Le maréchal Bazaine a-t-il forfait au devoir et à l'honneur ? L'accusation vous demande de le déclarer et d'ajouter cette honte à toutes nos infortunes. » Il poursuit : « Les nations viriles n'ont pas d'injustes soupçons pour les hommes qui, chargés de les défendre, ont succombé sous le nombre, et elles n'accusent pas de trahison leurs généraux malheureux. Les peuples faibles, au contraire, cherchent une victime ; ils l'immolent, et il leur semble que leur douleur est moins amère. » Puis Lachaud énumère les états de service de Bazaine, dix fois cité au service de la France et titulaire des plus prestigieuses décorations anglaises, espagnoles, mexicaines, savoyardes et même perses. « Il a trahi, lui, le militaire dont les états de service vous ont été lus, au commencement de cette affaire, lui, dont l'existence glorieuse pendant quarante ans a été pour la France un sujet d'admiration ! » Lachaud va tenter de démonter le chef d'inculpation principal de « capitulation en rase campagne », passible de la peine de mort, en essayant notamment de démontrer que Bazaine n'était en aucun cas en rase campagne puisqu'il était bloqué dans Metz avec son armée ! Il évoque également les différentes tentatives de percée en dehors de Metz effectuées par Bazaine. Peine perdue ! Au terme d'un laborieux procès qui durera dix-huit mois, le conseil prononce son jugement au nom du peuple français, le 10 décembre 1873. Aux quatre questions suivantes : « Le maréchal Bazaine est-il coupable d'avoir, le 28 octobre 1870, comme commandant en chef de l'armée du Rhin, capitulé en rase campagne ? Cette capitulation a-t-elle eu pour résultat de faire poser les armes aux

troupes dont le maréchal Bazaine avait le commandement en chef ? Le maréchal Bazaine a-t-il traité verbalement, ou par écrit, avec l'ennemi sans avoir fait préalablement tout ce que lui prescrivaient le devoir et l'honneur ? Le maréchal Bazaine, mis en jugement après avis d'un conseil d'enquête, est-il coupable d'avoir, le 28 octobre 1870, capitulé devant l'ennemi, et rendu la place de Metz, dont il avait le commandement supérieur, sans avoir épuisé tous les moyens de défense dont il disposait, et sans avoir fait tout ce que lui prescrivaient le devoir et l'honneur ? » Il est répondu « oui » à l'unanimité. En conséquence, le conseil condamne, à l'unanimité des voix, François Achille Bazaine, maréchal de France, à la peine de mort avec dégradation militaire.

Immédiatement après avoir voté la peine de mort, les jurés vont adresser un recours en grâce au ministre de la Guerre. Ils y font état des « difficultés inouïes » dans lesquelles Bazaine a pris en charge l'armée du Rhin, de sa vaillance, de ses campagnes, de toutes les actions d'éclat qui lui ont valu de mériter le bâton de maréchal de France. Ils le prient d'appuyer leur initiative auprès du président de la République. Deux jours plus tard, le *Journal officiel* publiait la note suivante : « Monsieur le président de la République a commué la peine de mort prononcée contre le maréchal Bazaine en vingt années de détention, à partir de ce jour, avec dispense des formalités de la dégradation militaire, mais sous réserve de tous ses effets. »

Or, qui donc avait tergiversé à n'en plus finir, faisant piétiner pendant deux jours son corps d'armée, alors qu'il avait pour ordre de gagner Metz coûte que coûte pour permettre à Bazaine et à ses troupes de s'en échapper ? Qui fut blessé la veille de la capitulation de Sedan et ne put prendre part à cette dernière bataille décisive parce qu'il avait reçu un gros éclat d'obus... dans les fesses ? Réponse : le maréchal de Mac-Mahon, précisément ce même président de la République dont les jurés sollicitaient maintenant la clémence pour Bazaine. On comprend mieux pourquoi il accepta le recours en grâce ! La condamnation à mort d'un maréchal de France instantanément suivie d'une demande de recours en grâce par ceux-là mêmes qui venaient de le condamner : cela n'était pas banal. C'est sans doute aussi la confirmation du caractère excessif et inique de cette condamnation. Bazaine a payé pour tous les autres, et, aujourd'hui encore, on ne lui a pas pardonné d'avoir contribué à faire de l'Alsace-Lorraine une province allemande pendant près de cinquante ans.

Après sa condamnation, il fut emprisonné au fort de l'île Sainte-Marguerite, au large de Cannes, là où avant lui avaient été prisonniers le fameux « Masque de fer » ainsi qu'un certain Jean-Baptiste Suard, « double zhéro » dont le cas sera étudié plus loin dans ce livre. Bazaine s'en évade avec l'aide de plusieurs complices et de codétenus, dont sa femme. L'événement fait jaser dans toutes les chaumières de France et quelques petits malins vont avoir l'idée de l'exploiter en éditant une carte postale édifiante, comme on les aime en cette fin de XIX^e siècle, où figurent à la fois Bazaine, la prison de Sainte-Marguerite et la corde à nœuds historique avec laquelle le traître s'est évadé ! Après un passage par la Belgique, Bazaine trouve refuge à Madrid où il va vivre misérablement. L'Espagne n'oublie pas qu'il a jadis acquis chèrement le grade de capitaine dans son armée. Le 17 avril 1887, soit quatorze ans après sa condamnation, un voyageur de commerce français tente de l'assassiner à l'arme blanche, mais ne fait que le blesser au visage ; il voulait venger sa patrie, dira-t-il au cours de son procès ! Bazaine meurt l'année suivante, le 23 septembre 1888, d'une congestion cérébrale. Jamais il ne sera réhabilité.

Le général Bazaine ayant monopolisé la vindicte de l'opinion publique française, nous avons vu que les noms de certains zhéros au petit pied – type Ollivier, Lebœuf ou Chevandier de Valdrome – sombrèrent injustement dans l'oubli.

Jules Favre fut l'un de ces zhéros dont on s'explique mal que la postérité l'ait à ce point négligé. Jugez-en plutôt : chargé de négocier avec Bismarck à Ferrières les conditions de l'armistice, les 18 et 20 septembre 1870, il était tellement obnubilé par le sort de Paris qu'il en oublia complètement d'inclure dans les négociations la garnison de Belfort et l'armée de l'Est, forte de plus de cent mille hommes et commandée par Bourbaki. Celle-ci n'est même pas mentionnée dans les termes de l'armistice, et Favre n'y fait aucune allusion dans la dépêche qu'il adresse au gouvernement provisoire, alors réfugié à Bordeaux. Il l'a purement et simplement oubliée : « J'étais alors dans un grand état de trouble », plaidera-t-il devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale. En fait de « grand trouble », il se serait même effondré en larmes dans les bras de Bismarck après la signature de l'armistice ! La presse de l'époque ne se privera pas de le représenter pleurnichant dans le giron de son ennemi. Apprenant l'incroyable erreur de Favre, Gambetta se met dans une colère indescriptible : « Je comprends qu'un avocat hébété par la peur ait commis une pareille balourdise et une semblable infamie ; mais ce Jules Favre était assisté d'un général quand il discutait avec Bismarck des clauses de la convention : que le sang de l'armée de l'Est et la

honte de la défaite retombent sur lui. » Il s'agissait d'un certain général Valdan, autre zhéro oublié de tous dont nous tenons à saluer au passage la nullité exemplaire en cette occasion !

Comment se fait-il qu'un Jules Favre s'en soit aussi bien sorti devant la postérité ? Car sa bourde monumentale fut criminelle : l'armée de l'Est n'étant pas comprise dans l'armistice, elle va se faire attaquer par surprise et subir de très lourdes pertes, près de quinze mille hommes. Bientôt, ce sont quatre-vingt-dix mille soldats épuisés, morts de froid et de faim qui se retrouvent acculés à la frontière, n'ayant plus d'autre choix que de déposer les armes ou de... passer en Suisse ! Et c'est précisément ce qu'ils firent ! Chose inconcevable et jusqu'alors totalement inédite dans l'histoire militaire, l'armée de l'Est, expulsée, de son propre territoire, passa en Suisse le 1^{er} février 1871, à 5 heures du matin. C'est à Jules Favre que l'on doit cette catastrophe originale ! Depuis la prison où il attendait son procès, Bazaine dut se sentir un peu moins seul !

La France endolorie, amère et revancharde appelle désormais de ses vœux l'entrée en scène d'un héros pur sucre qui lui rendra les territoires perdus. Cet homme va bientôt se présenter : il se nomme Georges Boulanger.

Le général Boulanger : quand le condor devient cacatoès !

Le général Boulanger est d'autant plus intéressant pour nous qu'il a été le personnage le plus cité de notre liste de ratés de l'histoire de France. Il est considéré comme le champion toutes catégories de l'occasion manquée ; on conserve de lui l'image de l'homme providentiel dont on crut un moment qu'il allait changer le destin de la France et qui finalement se dégonfla comme une baudruche. Paradoxalement, ce n'est pas parce que son nom revient souvent que ceux qui le mentionnent ont la moindre idée des circonstances dans lesquelles il passa de héros adulé des foules à zhéro discrédité et tourné en ridicule.

Rappelons le contexte. L'Alsace-Lorraine est allemande depuis maintenant seize ans. En France, tout le monde rêve de revanche et l'armée est au faite de sa popularité, car on compte sur elle pour

reprendre un jour les territoires perdus. Le 7 janvier 1886, Georges Boulanger (1837-1891) est nommé ministre de la Guerre dans le ministère Freycinet, sur la recommandation appuyée de son ancien condisciple au lycée de Nantes, Georges Clemenceau. Boulanger et Clemenceau, c'est un peu Soubise et Louis XV, la loyauté en moins ! Car, le jour où viendra la disgrâce, Clemenceau sera le premier à laisser tomber son camarade de classe et à l'accabler, notamment par cette réflexion restée célèbre : « Il est mort comme il a vécu... en sous-lieutenant ! »

Entre l'empereur Napoléon I^{er} et le *Mémorial de Sainte-Hélène*, Voltaire et les *Reproches de la Tulipe à Madame de Pompadour*, Victor Hugo et son poème « L'Expiation » et les petites phrases assassines de Clemenceau, on remarquera qu'il se trouve toujours un grand homme pour accabler les zhéros, ce qui n'est pas d'une grande noblesse, mais enfin comme nous l'avons rappelé, *vae victis* !

Boulanger n'est pas maréchal de France comme Soubise, Grouchy ou Bazaine et nous n'avons pas été en mesure de trouver le nombre de chevaux tués sous lui. Mais l'absence de cette information est compensée par la publicité donnée par ses partisans aux nombreuses blessures qu'il reçut au feu. Après une brillante campagne de Kabylie, il fut en effet blessé d'une balle dans la poitrine au cours de la guerre d'Italie, ce qui lui valut la Légion d'honneur à vingt-deux ans à peine. Il reçut aussi un coup de lance en Cochinchine. Blessé pour la troisième fois d'une balle dans l'épaule à Champigny pendant la guerre franco-prussienne, il devient colonel et obtient la croix d'officier de la Légion d'honneur. Puis il reçut au coude gauche une quatrième blessure, cette fois, pendant le siège de Paris. Quoique cet avancement rapide lui vaille quelques inimitiés au sein de l'armée et un certain nombre de déconvenues (notamment une rétrogradation provisoire), le duc d'Aumale, fils de Louis-Philippe, que nous avons déjà rencontré alors qu'il présidait le conseil de guerre devant lequel comparut Bazaine, le propose au titre de général en 1880.

L'année suivante, alors chef de la députation militaire envoyée aux fêtes de commémoration de l'indépendance des États-Unis, Boulanger exige des frégates américaines amarrées devant Yorktown qu'elles fassent disparaître l'aigle allemande qu'elles avaient eu le malheur de hisser à côté du drapeau tricolore. Ce pavillon était arboré en hommage aux descendants, présents ce jour-là, du baron de Steuben, un aristocrate allemand qui avait combattu à côté des insurgés

américains. Pavoiser l'aigle allemande, c'était mettre sur pied d'égalité la France, ayant pris fait et cause pour l'insurrection américaine en tant que nation, et un malheureux Teuton passé au service du roi de France et ayant atterri aux États-Unis quasiment par raccroc ! Dans *Voyage aux États-Unis, notes et impressions*, le vicomte d'Haussonville, lui aussi membre de la délégation française, relate comment cette tempête dans un verre à dents fut à deux doigts de créer un incident diplomatique entre la France et les États-Unis !

Il faut dire que dans ces années-là, on ne plaisante pas avec les symboles nationaux. Nos compatriotes ignorent bien souvent ce détail, mais Maxim's, restaurant de la rue Royale célèbre dans le monde entier était un simple bistrot, qui fut racheté par le garçon de café Maxime Gaillard, après que la foule l'eut dévasté parce que son patron avait eu le malheur de pavoiser sa vitrine d'un drapeau allemand le 14 juillet 1890.

Auréolé de la noble attitude anti-allemande qu'il a manifestée aux États-Unis, Boulanger devient le « Général Revanche ». Nommé directeur de l'infanterie en 1882, il va prendre toutes sortes de mesures extrêmement populaires auprès de l'armée et de l'opinion publique. Les plus connues sont évidemment celles qui nous paraissent aujourd'hui les plus amusantes, voire les plus futiles : changement du sac militaire réglementaire, peinture des guérites en tricolore, introduction de la morue dans l'ordinaire du troupier, autorisation pour les sous-officiers de porter la barbe et de sortir au théâtre, introduction des vélocipèdes dans l'armée... Même les importantes mesures de réorganisation de l'armée auxquelles il procédera comme ministre de la Guerre après son retour de Tunisie – réorganisation de l'enseignement militaire, de l'Etat-Major, du génie, de la surveillance militaire et des frontières – comporteront aussi leur lot de dispositions plus insignifiantes telles que le remplacement de la gamelle par des assiettes, le droit de posséder des fourchettes et le remplacement des paillasses par des sommiers. (Et un sommier de plus à ajouter aux matelas de Decrès, La Motte-Piquet et Chaumareys !) C'est également Boulanger qui fera mettre au point et adopter le fusil Lebel, un fusil à dix coups qui vient remplacer le fusil Gras à un coup, arme totalement dépassée depuis l'apparition du mauser dans l'armée allemande.

Boulanger se révèle à la population parisienne au cours d'une revue

militaire à Longchamp, le 14 juillet 1886. Il plastronne sur un beau cheval noir. Quelle prestance ! Oui, le voilà, c'est bien lui, le futur sauveur de la France ! Sa cote monte au firmament, d'autant que le gouvernement en place est impopulaire et maladroit. En quelques mois à peine, Boulanger devient une personnalité politique de premier plan.

Obsédé par la revanche contre l'Allemagne, le nouveau ministre de la Guerre va entretenir tout un réseau d'espions en Alsace, sans en tenir informé le gouvernement auquel il appartient. En avril 1887 éclate l'affaire Schnæbelé : des policiers allemands arrêtent de leur côté de la frontière Guillaume Schnæbelé, commissaire spécial à Pagny-sur-Moselle, accusé d'espionnage et mis au secret à Metz. Une réunion de crise est immédiatement organisée à Paris, au cours de laquelle Boulanger remet au président de la République, Jules Grévy, un ordre de mobilisation générale. Le signer, ce serait déclencher une nouvelle guerre contre l'Allemagne. Fort heureusement, l'affaire Schnæbelé se dégonfle, car on parvient à prouver aux Allemands que Schnæbelé a été attiré dans un traquenard par son homologue alsacien allemand, un certain Gautsch. La guerre est évitée *in extremis*, mais l'affaire Schnæbelé a créé une émotion indescriptible dans l'opinion publique française. Schnæbelé est finalement libéré. Devenu héros national, il est acclamé lorsqu'il prend le train pour Paris à Pont-à-Mousson le 30 avril. Ce n'est que par la suite que le gouvernement français aura connaissance des réseaux d'espionnage mis en place par Boulanger.

Ce côté cavalier seul de Boulanger, sa popularité croissante qui ravive les espérances des ennemis de la République et de tous ceux qui souhaitent la revanche militaire de la France sur l'Allemagne commencent à inquiéter sérieusement le gouvernement : il en est donc exclu. On tente de se débarrasser de lui en l'expédiant en garnison à Clermont-Ferrand, mais le 8 juillet 1887, jour où il doit prendre le train à la gare de Lyon, ses admirateurs survoltés, passionnés, tentent de l'empêcher de partir. Dans le journal *Le Socialiste*, Paul Lafargue raille « l'extravagante et grotesque popularité du général sans victoire » qui « ne demandait qu'à être un ministre nul et ami de tout le monde ».

Boulanger se présente dans plusieurs départements à des élections partielles en 1888. C'est le bon moment, la cote du gouvernement est au plus bas, car on est en plein scandale des décorations. De quoi s'agit-il ? On a découvert que Daniel Wilson, le gendre du président de la République, Jules Grévy, volait la griffe de son beau-père pour

attribuer des décorations contre espèces sonnantes et trébuchantes. Daniel Wilson, un tout petit zhéro à ajouter à notre tableau de chasse ? Sans aucun doute, car, par sa faute, son beau-père doit donner sa démission. On imagine sans peine l'atmosphère chaleureuse des réunions de famille qui suivirent cet événement ! Le scandale est d'autant plus grand que Wilson, pourtant condamné à deux ans de prison et privé pour cinq ans de ses droits civiques, restera néanmoins député et sera même réélu ! Le mouvement boulangiste naîtra aussi de la colère et du dégoût inspirés par ce genre de scandales. « Quand le peuple souffre, quand il se sent mal gouverné ou qu'il soupçonne les dirigeants de se livrer à des trafics honteux, instinctivement il cherche un maître, un sauveur qui chassera les marchands du temple et nettoiera les écuries parlementaires », conclut le bâtonnier Henri Robert (26).

Le programme des boulangistes tient en trois mots : « dissolution, révision, constituante ». Ses affiches électorales sont truffées de points d'exclamation, astuce typographique permettant de manifester au lecteur à quel point l'on est indigné par la situation actuelle : « À bas les coterie parlementaires ! », « Plus de pots-de-vin ! Vive la République honnête, vive la France ! »

Vive la République honnête... on ne peut être que d'accord et c'est là le point fort du boulangisme ; il ratisse large, c'est une sorte d'auberge espagnole dont le programme est assez imprécis pour attirer à lui tous ceux qui aspirent au changement de régime. Grâce au flou artistique de ses propositions, Boulanger va cristalliser tous les mécontentements sur sa candidature, séduisant aussi bien les républicains que les réactionnaires désireux de se débarrasser de la République, notamment les bonapartistes et les monarchistes. Ce sont d'ailleurs les monarchistes qui financent son mouvement, grâce aux libéralités de la richissime duchesse d'Uzès, propriétaire des champagnes Veuve-Clicquot. Fort de ces soutiens hétéroclites, Boulanger remporte un premier succès lors de ces élections : il est élu député du Nord.

Dans son entourage, tout le monde veut prendre le pouvoir ; lui aussi voudrait bien, mais il ne sait pas trop comment ni avec qui ! Il se déclare publiquement prêt à « balayer » le régime, mais le balayer pour mettre quoi à la place ? Un roi, un empereur, un président de la République ?

Une échéance décisive se présente bientôt : un député de la Seine venant de mourir, son siège doit être pourvu lors d'élections organisées le 27 janvier 1889. La presse radicale met Boulanger au défi de se présenter à Paris, où jusqu'à présent n'ont jamais été élus que des hommes de gauche. Bonne pioche pour Boulanger, les

républicains serrent les rangs entre « opportunistes » et « radicaux » et tombent d'accord sur un candidat totalement falot : Jacques, président du conseil général de la Seine, radical, distillateur de son métier ; un vieux monsieur obscur dont Paul de Cassagnac écrit dans l'*Autorité* : « L'accord entre les anti-boulangistes semble se faire. On va choisir le plus bête. J'entends par le plus bête, celui dont la nullité, la pâleur intellectuelle, la stupidité politique ne dérangent, ne gênent personne et ne soulèvent ni rivalité ni jalousie (27). »

Jamais jusqu'à présent on n'avait vu en France une campagne aussi agressive, une telle débauche d'affiches et de tracts, ni d'aussi nombreux incidents. Tandis que Déroulède prend en charge la propagande de Boulanger, le fringant général mène sa campagne tambour battant. Il se révèle un vrai champion de la poignée de main, et il sait à merveille soulever l'enthousiasme de ses auditeurs par les diatribes théâtrales où il dénonce l'« abâtardissement » de la France. Paris en délire chante *La Boulangère*, la République est en surchauffe et en sursis. Les adversaires de Boulanger l'accusent de vouloir établir une dictature. On s'épie, on se copie, à tel point d'ailleurs que les candidats finissent par avoir les mêmes affiches : « Notre candidat a un nom modeste et bien français, il s'appelle Jacques. » « Notre candidat a un nom modeste et bien français, il s'appelle Boulanger », rétorquent les boulangistes. La police extralucide prévoit la victoire de Jacques.

Le 27 janvier au soir, tout Paris attend les résultats dans un climat de tension incroyable. Boulanger et ses amis se sont regroupés au restaurant Durand, place de la Madeleine. La foule s'y masse, de plus en plus nombreuse, à mesure que se précisent les résultats, et acclame son champion en criant : « C'est Boulanger qu'il nous faut », « À l'Élysée ! »

Vers 11 heures du soir, le résultat tombe : à l'exception d'un seul, tous les arrondissements de Paris ont donné la majorité à Boulanger. Dans les rangs gouvernementaux, c'est la panique : on convoque un Conseil des ministres d'urgence. Que faire ? Un ministre propose de faire arrêter Boulanger comme suspect de complot contre la sûreté de l'État, mais Floquet, président du Conseil, et Goblet, ministre des Affaires étrangères, s'y opposent. Pendant que le gouvernement impuissant réfléchit à ce qu'il pourrait bien faire pour contrer l'homme du jour, les Parisiens descendent dans la rue en scandant « À l'Élysée, à l'Élysée ! »

Pour Boulanger, c'est maintenant l'heure du choix. Tenter un coup d'État ? Ce serait facile, la rue est pour lui, la garde nationale lui est favorable, l'officier qui commande la garde du président de la République est un sympathisant royaliste qui a proposé d'ores et déjà à la duchesse d'Uzès de mettre le président aux arrêts... Et puis d'autres coups d'État ont déjà bien marché, non ? Ceux du 18 brumaire et du 2 décembre en particulier ; alors pourquoi pas un coup d'État du 27 janvier ?

À cette minute, Boulanger est au faîte de sa gloire : un mot de lui et tout peut basculer ! Face à lui, rien ni personne, une république chancelante ! Ses amis croient depuis le début à sa victoire et le supplient de marcher sur l'Elysée à la tête de cette foule en liesse qui le réclame. C'est l'heure, c'est le moment, le pouvoir va lui tomber entre les mains comme un fruit mûr. Ainsi que l'écrivait Victor Hugo : « Rien n'est plus fort qu'une idée dont l'heure est arrivée », aujourd'hui et maintenant, c'est l'heure du boulangisme !

Mais Boulanger hésite, il ne sait plus trop quoi penser. Fidèle à son habitude lorsqu'il est dans l'expectative, il laisse tout le monde en plan pour se précipiter chez sa maîtresse, Marguerite de Bonnemain, jolie trentenaire dont il est fou amoureux. Tandis que « Napoléon perçait sous Bonaparte », c'est hélas un zhéro qui perce sous Boulanger ! Alors que la France se donne à lui, il court tel un caniche rejoindre sa maîtresse. Il est vrai que cette amoureuse égoïste et exigeante le domine et peut tout obtenir de lui. N'a-t-il pas tenté, pour pouvoir l'épouser, d'obtenir du Vatican l'annulation de son mariage et ce, contre l'avis de ses amis catholiques ? Le journaliste du Figaro auteur du livre *Dans les coulisses du boulangisme* (livre de 1890 où Mme de Bonnemain n'apparaît pas sous son nom) résume cela ainsi : « Après beaucoup d'aventures, il trouva son maître, Mme de X... Il l'aima avec une fidélité et une constance qui étonna ses amis [...]. Comme une aiguille aimantée qui a trouvé le nord, il se fixa. » Voici donc que la baudruche se dégonfle, que le condor devient cacatoès ! Boulanger est tyrannisé par sa jeune maîtresse et il aime ça !

Ses partisans sont effondrés ! D'autant que lorsque leur zhéro revient de sa consultation auprès de Marguerite, c'est pour exprimer sa réticence à faire quoi que ce soit en dehors de la légalité : « Scrupules, timidité instinctive du militaire devant le pouvoir civil, certitude de parvenir à son but par des voies légales, crainte de perdre en un coup de force manqué cette popularité et cette vie facile dont il jouit présentement, influence de Mme de Bonnemain, qui dans son

égoïsme d'amoureuse désire garder tout à elle son amant et craint de le voir accéder au pouvoir suprême ? » (Fresnette Pisani-Ferry).

Quoi qu'il en soit, après avoir consulté l'autorité « incompétente » de sa maîtresse, ainsi qu'un président de la République aurait consulté le président de l'Assemblée nationale avant une dissolution, Boulanger renonce à prendre le pouvoir, alors qu'il se consacre depuis des mois à tenter de le conquérir. Plus tard il justifiera son inertie en invoquant le traumatisme de son père, fervent bonapartiste qui n'avait jamais pardonné à Napoléon III son coup d'Etat : « Je n'ai jamais pu oublier cette répugnance invincible d'un honnête bourgeois pour la force », écrira-t-il.

N'ayant rien fait, rien décidé, notre zhéro se fait conduire rue de Berri chez Mme de Bonnemain, tandis que la foule déçue se disperse. Le président de la République est prévenu que tout danger est écarté, M. Boulanger étant allé se coucher. Apprenant cela, Constans, ministre de l'Intérieur, aurait dit : « Quel c... ! »

Le lendemain matin, rien n'est encore perdu. Déroulède lui propose de marcher sur le Palais-Bourbon avec deux cent mille ligueurs. Mais, pas plus que la veille, Boulanger n'est décidé à lever le petit doigt. Pire encore, alors que tout Paris est en effervescence et que tout est encore possible, il disparaît plusieurs jours. Apparemment, il ne se trouve plus à Paris. Où donc est-il ? Bientôt, on apprend par des rapports de police qu'il a quitté Paris avec une dame. En effet, le 31 janvier, Boulanger a pris le train pour Royan avec Mme de Bonnemain.

Ainsi donc, tandis que la France entière retient son souffle, que ses partisans attendent ses ordres, lui roucoule avec sa maîtresse à Royan, à l'hôtel des Marronniers. Il juge sa présence inutile à Paris et s' imagine que les élections le porteront au pouvoir en septembre prochain. Mais l'occasion ne se retrouvera pas ! L'auteur anonyme des *Coulisses du boulangisme*, qui a cru en son héros, reproche amèrement à Boulanger d'avoir dissimulé sous ses décorations un tempérament velléitaire : « Jamais un gouvernement n'en a remplacé un autre sans une secousse et avec le consentement du pouvoir menacé [...]. Boulanger pensait que la toute-puissance viendrait à lui sans qu'il se dérangeât ! [...] Le mieux était de rester chez soi, et d'attendre. Ainsi raisonnait ce conspirateur qui ne conspirait pas, cet aventurier qui ne voulut jamais rien aventurer. » Et de conclure par ce trait impitoyable : « Tout le monde se trompa sur son compte, il put bien se tromper lui-même. »

Tandis que Boulanger et sa maîtresse sont en villégiature, Pierre Tirard, appelé pour la deuxième fois à la présidence du Conseil, le 22 février 1889, prend les choses en main. Avec son ministre de l'Intérieur, Constans, il fait courir le bruit d'une arrestation imminente du général. Ce dernier s'enfuit sur-le-champ à Londres, puis à Bruxelles où il va rejoindre sa chère amie.

Hélas, cet exil en amoureux ne durera que quelques mois, car Marguerite souffre de phtisie, maladie à laquelle elle va succomber. Tel un vieux chien fidèle se laissant mourir sur la tombe de son maître, le général Boulanger déchu, en exil, privé de la femme de sa vie, se rend au cimetière d'Ixelles le 30 septembre 1891 et se tire une balle dans la tête sur la tombe de Marguerite. Depuis quelque temps, il disait souvent à son neveu qui l'avait suivi dans l'exil : « Je suis comme une horloge qui a perdu son ressort et rien ne pourra me remonter. » Le journal belge *Le Soir* décrit les faits : « En cette matinée de fin septembre, vers 11 heures, le général Boulanger s'était rendu à son pèlerinage journalier au cimetière d'Ixelles. Tout à coup, une détonation se fit entendre. On accourut et l'on se trouva en présence d'un homme qui venait de se faire sauter la cervelle. »

Les Français supportent sans doute les défaites héroïques, mais pas les défaites piteuses et encore moins le suicide de ceux dont elle attendait tout sur un terrain plus grandiose que celui des sentiments ! Sans doute est-ce pour cela que nous conservons une image particulièrement négative du malheureux Boulanger ? En tout cas, dans cette affaire, les Allemands, eux, ne s'y étaient pas trompés. Dès 1887, Rubeman, journaliste à *L'Écho de Berlin*, écrivait : « Le général Boulanger, ministre de la Guerre actuel, n'est pas un génie. Il y a eu Napoléon I^{er}, mais il n'y aura pas de Boulanger I^{er} ! »

Nuls subsidiaires : Dupleix et Montcalm

Voulant laisser sa chance à chacun des personnages cités par mon entourage de figurer dans mon palmarès des zhéros de l'histoire de France, j'ai été amenée à survoler les biographies de deux candidats subsidiaires à la médiocrité : Dupleix et Montcalm. Mais à mesure que j'en apprenais davantage à leur sujet, je me suis rendu compte que si l'un comme l'autre étaient nommés, c'est qu'ils figuraient dans notre mémoire collective comme responsables de la perte d'anciennes colonies. Dupleix, cité comme « nul », car il nous aurait fait perdre les Indes, Montcalm, cité comme « nul », parce qu'il nous aurait fait

perdre le Canada. Dupleix et Montcalm, deux zhéros à ajouter à notre collection ?

À vrai dire, pas vraiment. Il apparaîtrait même plutôt avec eux que la postérité se trompe parfois d'un zhéro dans ses calculs ! C'est manifestement le cas avec Dupleix, gouverneur des établissements français de l'Inde de 1742 à 1754. Un rapide survol de sa biographie semble confirmer qu'il fut parfaitement compétent, n'ayant d'autre objectif que la conquête de nouveaux territoires, sources de richesses futures pour son pays. Lorsqu'il est nommé gouverneur, il vit en Inde depuis vingt ans et dirige depuis douze ans le comptoir de Chandernagor, principal établissement commercial français. Devenu gouverneur des comptoirs français, il va développer une politique fondée sur l'entente diplomatique avec les princes indiens et l'occupation militaire par la France de quelques points stratégiques. En échange de quoi il obtient des marchés de cotonnades, produits les plus recherchés du moment par les Européens. Il place donc la France en situation de devenir « la » puissance dominante en Inde.

D'où vient alors qu'il ait été démis de ses fonctions et soit tombé en disgrâce dans son propre pays ? Dupleix victime de l'effet de Grasse ? En réalité, depuis la France, sa politique ne fut pas comprise par les directeurs de la Compagnie des Indes, qui s'inquiétaient de l'augmentation des effectifs militaires et craignaient avant toute chose la guerre avec l'Angleterre : « Point de victoires, point de conquêtes, beaucoup de marchandises et quelques augmentations de dividendes », voilà tout ce qu'ils attendaient de Dupleix. Comme le gouverneur n'était pas décidé à changer une politique qui s'était avérée efficace, les directeurs le destituèrent le 4 août 1754, nommant à sa place un certain Charles Godeheu, muni de l'ordre pour les troupes françaises de se retirer des positions stratégiques où Dupleix les avaient placées.

Le tout, évidemment, à la plus grande satisfaction des Anglais, aux yeux desquels la disparition soudaine du glorieux vainqueur de Pondichéry, de ce damné Français qui menaçait leur présence en Inde, apparaissait comme providentielle. Désormais, ils avaient les mains libres dans un pays qui était pourtant à deux doigts de leur échapper par la faute de Dupleix.

De retour en France, le gouverneur disgracié passa le reste de sa vie à poursuivre en pure perte la Compagnie des Indes devant les

tribunaux. Il allait mourir dans la misère en 1763. À l'évidence, dans son cas, la postérité n'a pas incriminé le bon zhéro ! Elle est en effet passée à côté de Jean-Baptiste de Machault d'Arnouville, secrétaire d'État à la Marine qui usa de son influence pour permettre le renvoi de Dupleix, croyant ainsi se concilier les bonnes grâces de l'Angleterre et éviter la guerre. Ce fut raté sur toute la ligne ! Non seulement cette mauvaise décision fit perdre à la France la plus riche de ses conquêtes, mais les Anglais, bien plus malins que nous en l'occurrence, allaient s'y montrer les fidèles continuateurs de Dupleix, en adoptant la même stratégie que lui. Enfin, la France, qui avait voulu faire le dos rond et éviter un conflit avec l'Angleterre, sera finalement entraînée dans la guerre de Sept Ans. Cette bévée, parmi d'autres, vaudra plus tard à Machault d'Arnouville le surnom de « plus bête de tous les ministres de Louis XV ». En France, on mettra un certain temps à réaliser ce que l'on a perdu ; le grand Voltaire lui-même, commentant l'abandon de la politique de Dupleix en Inde, fera ce commentaire navrant : « C'est une querelle de commis pour de la mousseline et des toiles peintes. » Comme quoi, même les plus grands génies peuvent perdre de bonnes occasions de se taire !

S'il fut désavoué, pis, oublié par ses contemporains, Dupleix rentra progressivement en grâce dans nos livres d'histoire. Preuve qu'il ne saurait être retenu parmi les zhéros, une station du métro parisien porte son nom, ce qui, nous semble-t-il, est un assez bon indicateur du degré de popularité et de mérite des personnages historiques. Parmi les personnages évoqués jusqu'à présent, seuls La Motte-Piquet, Denfert-Rochereau, héroïque défenseur de Belfort contre les Prussiens, et le marquis de La Fayette ont donné leur nom à une station de métro. Notons toutefois que cette corrélation entre popularité et station de métro souffre quelques exceptions, à en juger notamment par l'existence de stations Félix Faure et Robespierre !

Joseph de Montcalm, lieutenant général des armées en Nouvelle-France, est un cas de zhéro moins contestable que celui de Dupleix. De nos jours, on lui fait plus ou moins porter le chapeau de la perte du Canada, mais, à l'époque, la France fit tout pour atténuer sa responsabilité, afin que le déshonneur de sa défaite dans les plaines d'Abraham, à Québec, ne retombe pas sur l'armée. La plaque commémorative déposée au lieu de son attaque contre les Anglais est assez révélatrice d'un certain malaise : « Montcalm, quatre fois victorieux, une fois vaincu. Toujours au grand honneur de la France. Blessé à mort ici le 13 septembre 1759. »

Quatre fois victorieux, une fois vaincu, sans doute ! Mais, en l'occurrence, mieux aurait valu le contraire, car cette ultime défaite entraîna la reddition de l'armée française et à court terme la perte de la Nouvelle-France. La traduction anglaise de cette même plaque commémorative laisse songeur : *The gallant, good, and great Montcalm ; four times deservingly victorious and at last defeated through no fault of his own*. En somme, encore un « galant loser » vaincu à l'insu de son plein gré ! Pour le coup, c'est à se demander si les Anglais sont sincèrement fair-play ou totalement faux jetons ?

Montcalm est battu dans les plaines d'Abraham, le 13 septembre 1759, après s'être rué sur quelques Anglais très inférieurs en nombre. W.J. Eccles, auteur britannique de *The French in North America, 1500—1783*, n'y va pas de main morte pour accabler le lieutenant général français : « L'ennemi virtuellement à sa merci, Montcalm choisit la seule ligne de conduite qui lui garantissait la défaite. Il décida d'attaquer sur-le-champ avec les troupes qu'il avait sous la main, sans attendre que Bougainville le rejoigne avec ses hommes. Il négligea même d'avertir celui-ci que l'ennemi avait débarqué, comptant que les avant-postes s'en chargeraient. » S'ensuit tout naturellement une défaite dramatique qui se solde par la mort de Montcalm et la reddition le 18 septembre des troupes françaises cantonnées à Québec.

Un an après cette reddition, le gouverneur général Pierre de Rigaud de Vaudreuil, supérieur hiérarchique de Montcalm, présentera à Montréal la capitulation générale de l'armée de la Nouvelle-France. Le Canada est perdu. En France, on cherche aussitôt le bouc émissaire auquel imputer la défaite. Nous l'avons dit, il n'est alors pas question d'incriminer Montcalm, car son déshonneur rejaillirait sur l'ensemble de l'armée française. Or nous avons vu avec Chaumareys à quel point l'armée savait se montrer solidaire et discrète lorsqu'il s'agissait de sauver sa réputation. Puisque Montcalm ne peut être coupable, ce sera donc Vaudreuil, qui lui n'est pas un soldat mais un fonctionnaire canadien placé à la tête de l'administration coloniale : « On imputa donc la perte du Canada non pas à l'incompétence de Montcalm comme général d'armée, non pas à la supériorité de la petite armée régulière anglaise sur les bataillons français, lors d'un unique et bref combat qui n'aurait même pas dû être livré, mais bien à Vaudreuil et aux fonctionnaires de la colonie. Dans la lettre de réprobation que Berryer, ministre de la Marine, écrivit à Vaudreuil sur l'ordre du roi, le nom de Montcalm n'était pas mentionné » (W. J. Eccles).

Entre l'officier français et le fonctionnaire canadien, les rôles du héros et du zéro étaient distribués d'avance. Nos lointains « cousins »

de la Belle Province ne contestent d'ailleurs pas à Montcalm le titre de héros, car ils n'en ont pas tant que cela à se mettre sous la dent ! S'ils considèrent la bataille des plaines d'Abraham comme le Waterloo québécois, ils n'en sont pas à comparer Montcalm à Grouchy. Cela ne les empêche pas de lui reconnaître des torts : son défaitisme, son caractère vaniteux et borné d'officier français n'en faisant jamais qu'à sa tête et privilégiant notamment l'art de combattre à l'ancienne, là où un Vaudreuil avait compris qu'il fallait mener une guerre de raids éclair, ses intrigues constantes contre son supérieur dont il contestait sous cape toutes les décisions... Joli héros que voilà !

En 1763 (année de la mort de Duplex), la France cédait définitivement le Canada et ses dépendances à la Grande-Bretagne par le traité de Paris. Tout ce qu'il nous reste aujourd'hui de ce vaste territoire, ce sont les petites îles de Saint-Pierre et Miquelon, un endroit aussi hospitalier que les Kerguelen !

Même si Montcalm est un zhéro plus « recevable » que Duplex, il faut admettre que ni l'un ni l'autre de ces messieurs ne sont bien convaincants dans ce rôle. Pour ne pas laisser nos lecteurs sur leur faim, nous concluons donc le présent chapitre par une brève incursion dans le XX^e siècle avec l'évocation d'un vrai nul bien de chez nous : le ministre Eugène Étienne. Son nom ne vous dit rien ? C'est tout à fait normal ! Sachez cependant qu'avec la chevalerie française à Crécy qui perdit à trois contre un, Maginot, Berthelot et les officiers qui firent le choix stratégique de la cuvette de Diên Biên Phu, il est l'un de ces « Gaffeurs sur terre » évoqués par Regan Geoffrey dans un chapitre de *Military Blunders* intitulé : « Le pantalon rouge » (en français dans le texte). Voici ce dont il est question : dans la décennie qui précéda la guerre de 1914, les Anglais et les Allemands dotèrent leurs troupes d'uniformes kaki et vert-de-gris. Au tout début du conflit, le ministre de la Guerre, Adolphe Messimy, qui avait commandé des troupes dans les Balkans en 1913-1914 et compris l'avantage de ce type de couleurs ternes se confondant avec l'environnement, les proposa pour les troupes françaises. Cela provoqua un tollé général. « Les Français considéraient que leurs pantalons rouges et leurs vestes bleues étaient consubstantiellement gauloises », ironise Geoffrey.

Par voie de presse, on accusa Messimy de vouloir faire porter aux troupes françaises des couleurs déshonorantes, incompatibles avec leur prestige et contraires au goût français. Messimy tentait simplement de leur sauver la vie plutôt que de les laisser faire office de cibles ! Quant à Eugène Étienne, notre zhéro national qui avait précédé Messimy au

portefeuille de la Guerre jusqu'en décembre 1913, il déclara : « Eliminer le pantalon rouge ? Jamais ! Le pantalon rouge, c'est la France ! » La bataille de la Marne vint bientôt montrer à quel point cet entêtement était criminel. Les soldats du 24^e régiment d'infanterie, qui traversaient une vaste plaine en plein jour et en plein soleil avec leurs beaux pantalons rouges, constituaient des cibles immanquables que l'on repérait à 1 000 mètres ! Ce régiment fut presque intégralement décimé.

Voilà qui valait bien une mention spéciale pour Eugène Étienne, non ? À ceci près que ce zhéro, qui tenait des propos aussi inconscients en 1914, était aussi celui qui, un an auparavant, déposait comme sénateur le projet de loi de réintégration de Dreyfus dans l'armée, mettant ainsi un terme définitif à l'affaire. Décidément, au royaume des zhéros, rien n'est jamais cousu de fil blanc !

Resquiescat in pace ?

Nos « zhéros zhéros 7 » ont tous été ostracisés. Ils sont enterrés à l'étranger ou ont purement et simplement disparu. Ils n'ont donc pas grand-chose à envier aux marins d'eau douce.

Soubise : pas de tombe ! Il fut inhumé dans le caveau de l'église des Pères de la Merci, située dans l'ancienne rue du Chaume (aujourd'hui, rue des Archives), à Paris. Cette église fut détruite sous la Révolution. Où donc furent transférées les dépouilles de tous les Rohan inhumés en ce lieu ? En tout cas, pas au Père-Lachaise. Et l'époque n'était pas à prendre soin des dépouilles d'aristocrates. Alors peut-être aux catacombes ? Mystère !

Grouchy : une tombe bien à part ! L'ostracisme dont Grouchy fit l'objet le poursuivit jusque dans la mort. En effet, s'il est bien enterré au Père-Lachaise, comme de très nombreux maréchaux du Premier Empire, il n'a pas été inhumé dans le « Quartier des maréchaux » mais assez loin de là, dans la 57^e division (avenue latérale du Nord, première ligne). Son cœur est tout de même aux Invalides, mais aucune plaque ne le mentionne dans l'église.

Bazaine : mort en exil ! Inhumé au cimetière de San Justo, en Espagne.

Jules Favre : inhumé au cimetière Notre-Dame à Versailles, non loin des soldats prussiens tombés pendant le siège de Paris.

Boulanger : mort en exil ! Il fut enterré au cimetière d'Ixelles, près

de Bruxelles, dans la même tombe que sa maîtresse. Il avait demandé que l'on place dans son cercueil le portrait de Marguerite et une mèche de ses cheveux. Sur la pierre tombale furent ajoutés les mots : Georges, 29 avril 1837 - 30 septembre 1891. « Ai-je bien pu vivre deux mois et demi sans toi ! »

Dupleix : pas de tombe ! Inhumé au cimetière de la Madeleine, comme Louis XVI, Marie-Antoinette et tant d'autres, mais ce cimetière disparaît dans les années qui suivent la Révolution. Les dépouilles qu'il contenait furent transférées aux cimetières des Errancis, puis, de là, aux catacombes.

Montcalm : « désossé » à Québec ! Inhumé en 1759 dans la chapelle des Ursulines, il eut le cercueil et les funérailles des pauvres. Son crâne est aujourd'hui encore présenté dans une vitrine de cette chapelle.

Post-scriptum : dans la mesure où nous avons choisi de circonscrire notre panorama des nullités historiques à la fin du XIX^e siècle, les zhéros de l'armée de l'air échapperont pour cette fois à notre enquête ; mais ils ne perdent rien pour attendre !

IV

Doubles Zhéros

Les ratés ne vous rateront pas.

Bernanos.

1.

Desfontaines, Suard et Népomucène

La première partie de ce chapitre concerne des individus doués d'un talent médiocre qui s'escrimèrent à mettre des bâtons dans les roues aux authentiques génies qu'ils côtoyèrent. Les exemples ne manquent pas de ce genre de *losers* ayant vécu dans l'ombre de géants, mais nous en avons retenu trois : Pierre-François Desfontaines, Jean-Baptiste Suard et Népomucène Lemercier. Ces noms ne vous disent rien ? Ceux de Voltaire, Beaumarchais et Victor Hugo auxquels ils sont étroitement liés vous parlent-ils davantage ?

L'abbé Desfontaines

Voltaire eut beaucoup d'adversaires acharnés parmi les critiques : Fréron, Palissot de Montenoy, La Baumelle et Piron, pour ne citer que les plus constants. Mais il n'eut qu'un seul véritable ennemi en la personne de Pierre François Guyot Desfontaines (1685-1745), dit aussi l'abbé Desfontaines, parce qu'il avait été prêtre avant de se lancer dans le journalisme. Le portrait que fait de lui Charles Nisard dans *Les Ennemis de Voltaire* en fait, selon nous, un candidat d'élite au zhéroïsme. À son propos, Nisard écrit : « L'abbé Desfontaines n'était pas un homme du monde, il était épineux, absolu et pédant. » L'auteur poursuit en dépeignant son esprit étriqué et envieux que blessait la célébrité des autres. Plus traducteur qu'auteur, Desfontaines publie sous son nom une œuvre prolifique et soporifique dont la moitié au moins n'est pas de sa main. C'est en tout cas ce que prétendait son contemporain l'abbé de La Porte. Auteur frustré, il va passer maître dans l'art de critiquer les autres, et ce d'autant plus impitoyablement qu'il enrage de ne pas être à leur niveau. Par chance pour lui, il est amené à exercer ses talents de critique dans une époque où le public n'attend pas des feuilles littéraires qu'elles soient justes et modérées mais plutôt iniques et insolentes. C'est une exigence du temps à laquelle Desfontaines se pliera toujours avec zèle. Piètre poète, il se venge de la poésie : « Notre Parnasse moderne est une galère et nos rimeurs, des forçats ! » écrit-il dans sa revue *Jugement sur les écrits nouveaux*. À défaut de pouvoir se montrer l'égal de Voltaire dans la prose ou la tragédie, il va le tourmenter pendant des années par des critiques onctueuses, tournées de telle manière qu'elles ressemblent

presque toujours à des injures.

À tous ses défauts déjà énoncés, Desfontaines allait ajouter celui d'une ingratitude noire envers Voltaire, qui lui avait pourtant sauvé la mise alors qu'il risquait la peine de mort. L'abbé, surpris dans les bras d'un jeune homme, avait en effet été emprisonné comme « sodomite » à la prison de Bicêtre. Grâce aux interventions de Voltaire, il sort de prison au bout de quelques jours. Éperdu de reconnaissance, il écrit alors à son bienfaiteur : « Vous êtes l'ami le plus essentiel qui ait jamais été. » Après quoi, Desfontaines supplie Voltaire d'intervenir à nouveau en sa faveur pour faire mettre un terme à l'exil auquel il a été condamné. Mais alors même que le philosophe agite la cour et la ville pour aider l'abbé, celui-ci exhibe à ses amis un libelle rédigé en prison, dans lequel il raille et diffame son bienfaiteur ! Intitulé *Apologie de Voltaire adressée à lui-même*, ce libelle que Desfontaines fait publier dès sa sortie de prison est une critique de *La Henriade*, dont il n'aura même pas le cran d'avouer qu'elle est de sa main. Voilà donc qu'il nous faut encore ajouter la lâcheté à une liste d'aptitudes à la médiocrité qui qualifie Desfontaines haut la main pour notre palmarès de zéros de l'histoire.

Voltaire sait parfaitement que Desfontaines est l'auteur du libelle en question mais il va rester stoïque et prendre sur lui. Pendant dix ans, « ne se croyant pas lié par la reconnaissance au point de manquer à ses devoirs comme journaliste (28) », Desfontaines va « démolir » amicalement dans ses *Observations sur les écrits modernes* les œuvres de Voltaire. Parfois, le philosophe réagit, se défoule à son tour en faisant publier des vers anonymes, dont nul n'ignore qu'il en est l'auteur :

« Cent fois plus malheureux et plus infâme encore,
Est ce fripier d'écrits que l'intérêt décore,
Qui vend au plus offrant son encre et ses fureurs,
Méprisable en son goût, détestable en ses mœurs,
Médissant qui se plaint des brocards qu'il essuie,
Satyrique ennuyeux disant que tout l'ennuie,
Criant que le bon goût s'est perdu dans Paris,
Et le prouvant très bien, du moins par ses écrits. »

Fine mouche, Voltaire se fait toujours le champion des auteurs épinglés par l'abbé avant de défendre ses propres œuvres, ce qui lui vaut leur amitié et leur admiration, tandis que son ennemi se fait

cordialement détester de tous les gens de lettres.

Instruit de la mauvaise presse que lui fait le philosophe, Desfontaines ne prend bientôt plus la peine d'enrober ses critiques dans le miel, il trempe au contraire sa plume dans le vitriol. À propos de la tragédie *La Mort de César*, il écrit : « Cette tragédie (si l'on peut lui donner ce nom) malgré tous ses défauts porte l'empreinte de son auteur ; c'est-à-dire d'un grand génie et d'un grand écrivain [...] on y admire de fort beaux vers [...] mais qu'il y en a de faibles et de durs. Que d'expressions vicieuses, que de mauvaises rimes. »

À quoi Voltaire riposte en écrivant : « Les observations de M. Desfontaines sont des outrages qu'il fait une fois par semaine à la raison, à l'équité, à l'érudition et au goût. » Un jour, Desfontaines informe Voltaire qu'il souhaite publier l'une de ses épîtres. Or il s'agit d'une lettre strictement confidentielle dans laquelle Voltaire fait état de sa liaison clandestine avec Mme du Châtelet. En leurs noms à tous deux, Voltaire fait savoir à Desfontaines qu'il refuse que son épître soit publiée et qu'il considérerait cela comme une injure. Indifférent aux adjurations voltairiennes, Desfontaines publie l'épître mettant la liaison de Voltaire et de Mme du Châtelet sur la place publique. Au moment où amant, femme et mari vont porter l'affaire devant le garde des Sceaux, Desfontaines, mis en cause par l'Académie française pour une lettre insultante, se retrouve à nouveau en prison, au Châtelet cette fois.

Dans ces circonstances, Voltaire, qui n'est pas encore membre de l'Académie et ne la porte pas dans son cœur, renonce à poursuivre Desfontaines devant les tribunaux : « L'abbé Desfontaines est malheureux, et dès ce moment je lui pardonne », écrit-il magnanime. Par contre, il laisse circuler dans Paris une ode contenant ces vers infamants et évidemment anonymes : « C'est Desfontaines, c'est ce prêtre, venu de Sodome à Bicêtre. » Désormais c'est la guerre des tranchées en attendant une « ventilation façon puzzle » à la Tontons flingueurs.

Quand Voltaire publie anonymement *L'Enfant prodigue*, Desfontaines sachant très bien qu'il en est l'auteur écrit : « Sans vouloir en dévoiler le mystère, je dirai que le grand poète peut quelquefois se dégrader en offrant du bas et du trivial ; qu'il peut mettre sur la scène des rôles insipides qu'il a cru de bon goût dans son cabinet. » Lorsque Voltaire doit fuir en Hollande, parce qu'il est recherché pour avoir écrit un ouvrage dans lequel il narre de façon assez leste la vie d'Adam et Eve

au paradis, c'est probablement Desfontaines qui l'a dénoncé. Puis quand il publie, depuis son exil, les *Éléments de Newton*, commentaire de la pensée du physicien dont le sous-titre est : « Mis à la portée de tout le monde », Desfontaines, même s'il n'en est pas l'auteur, colporte à cœur joie la formule ainsi modifiée : « Mis à la porte de tout le monde. »

Cette fois-ci, c'en est trop ! Voltaire va « sortir la grosse artillerie ! » La bombe à retardement s'intitule : *Le Préservatif*, petite brochure d'une quarantaine de pages contenant une réfutation des critiques de l'abbé dans les Observations et le récit par le menu de ses turpitudes, de son ingratitude et de son déshonneur. Publié sous le nom du chevalier de Mouhy, homme de paille grassement payé par Voltaire, *Le Préservatif* paraît en 1738, agrémenté d'une gravure absolument ignoble représentant Desfontaines à genoux en train de se faire fustiger. L'épigramme suivante y figure : « Jadis curé, jadis jésuite, Partout connu partout chassé, Il devint auteur parasite, Et le public en fut lassé. Pour réparer le temps passé, Il se déclara sodomite ; À Bicêtre il fut bien fessé. Dieu récompense le mérite. »

Transporté de fureur et de rage, Desfontaines annonça « hautement son intention de se venger ». Pour lui, il était insupportable d'être décrit comme « un homme flétri par la main du bourreau pour le plus sale, le plus infâme de tous les vices » (Charles Nisard). Naturellement, Voltaire aussitôt suspecté jure solennellement qu'il n'est pour rien dans ce texte ; mais Desfontaines n'est pas dupe et le 14 décembre 1738, en réponse au *Préservatif*, il fait publier, lui aussi anonymement, la *Voltairemanie*. L'abbé y traite les pièces de Voltaire de « fictions usées et dépassées où il y a autant de fautes contre la langue que de pages », son *Temple du goût*, de « production d'une tête ivre d'orgueil », son *Charles XII*, de « l'ouvrage d'un ignorant étourdi, écrit dans le ton badin d'une caillette bourgeoise qui brode des aventures » et les *Éléments de Newton* de « l'ébauche d'un écolier qui bronche à chaque pas » et d'un « livre ridicule ». Ces critiques sont suivies d'une compilation de toutes les anecdotes scandaleuses du moment sur Voltaire et l'ouvrage se termine sur cette interrogation : quand Voltaire « sera-t-il rassasié d'ignominies » ?

Par malheur pour Voltaire, la *Voltairemanie*, imprimée en Hollande, connaît immédiatement un succès prodigieux : il s'en vend deux mille en quinze jours, ce qui pour l'époque est extraordinaire ! Desfontaines triomphe, il ne nie même plus en être l'auteur. Mieux même, il

organise des lectures de son œuvre dans des salons parisiens, où bien souvent se trouvent des amis du philosophe. Voltaire, qui nie toujours avec la dernière énergie être l'auteur du *Préservatif*, poursuit Desfontaines en justice pour la *Voltairemanie*. Il demande que tous les exemplaires en soient brûlés. Pour un homme qui avait écrit : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire », cette attitude manquait singulièrement de cohérence et de panache. Toujours est-il que la menace du tribunal fonctionne, puisque Desfontaines accepte finalement de signer une réfutation dans laquelle il déclare ne pas être l'auteur de la *Voltairemanie* et la désavouer dans son entier. Il déclare : « Regardant comme calomnies tous les faits qui sont imputés à M. de Voltaire dans ce libelle, je me croirais déshonoré, si j'avais eu la moindre part à cet écrit, ayant pour lui tout le sentiment d'estime dû à ses talents et que le public lui accorde si justement. » Voltaire s'en tire bien. Si la preuve avait été faite de son mensonge à propos du *Préservatif*, il eût été non seulement traîné en justice mais déshonoré.

Coup de pied de l'âne, alors que ce désaveu signé par Desfontaines devait rester secret, Voltaire le fit publier dans *La Gazette d'Amsterdam* du 4 avril 1739. Il était vengé, mais ne sortait pas grandi de cette histoire ! Le journal de Desfontaines censuré, sans cesse menacé de suspension, va finalement lui être retiré par l'Académie. Desfontaines mourra quelques années plus tard d'hydropisie, à l'âge de soixante-dix ans en décembre 1745. Au fait, l'hydropisie, n'est-ce pas cette maladie de la grenouille qui voulait se faire aussi grosse que le bœuf ?

Voltaire était débarrassé de Desfontaines, mais ses ennuis n'en étaient pas terminés pour autant, car l'abbé avait fait un brillant émule en la personne de Fréron, élève chez les jésuites, puis professeur à Louis-le-Grand. À force de corriger les devoirs de ses élèves, il se pensait doué pour la critique et se flattait de diriger le goût du public quant aux œuvres nouvelles : « Il louait les uns, flagellait les autres », en particulier Voltaire et les Encyclopédistes, car lui-même était un écrivain religieux. « Si on laisse faire M. Diderot et ses semblables, les lettres et le goût seront anéantis avant dix ans », écrivait-il. Puis dans une lettre de janvier 1758 à Malesherbes, qui est alors directeur de la Librairie du roi, il persifle : « Je n'ai jamais lu toute l'*Encyclopédie* ni ne la lirai jamais, à moins que je ne commette quelque grand crime et que je ne sois condamné au supplice de la lire. » Et encore ceci toujours à propos des Encyclopédistes : « Ils ne seront jamais que d'insolents médiocres. Je sais ce qu'ils valent et je sens ce que je vaux. »

On mesure dans cette phrase la morgue et la vanité du personnage. Voltaire et ses amis ne l'appelaient d'ailleurs que Jean Fréron parce que cela donnait comme initiales : J.F. (C'est-à-dire « J'en Foutre » !) Dans sa pièce *L'Écossaise*, où Fréron est caricaturé dans le personnage de Frelon, un infâme espion et dénonciateur politique, Voltaire le traite de fripon, de crapaud, de lézard, de couleuvre, d'araignée, de vipère, de faquin, de coquin, de dogue, etc. De son côté, Fréron déteste Voltaire au point de s'occuper exclusivement de lui dans ses feuilles à partir de 1745, année de la mort de Desfontaines ! C'est ce que l'on appelle « reprendre le flambeau » ! Quel que soit l'auteur qu'il brocarde, ses critiques s'achèvent systématiquement par une comparaison avec l'œuvre du philosophe.

Alors que Fréron écrivait entre six et huit volumes par an, qui se souvient encore de l'œuvre de ce critique qui nuisit autant qu'il put à celui que l'on considère de nos jours comme le plus grand philosophe des Lumières ? Fréron a sombré dans l'oubli avec les auteurs médiocres qu'il passait son temps à encenser. Selon Nisard, il avait en effet « la manie d'élever des pygmées de la littérature tels que les d'Arçaq, les d'Arnaud, les Baculard, les Leroi et autres écrivains médiocres, tandis qu'il traînait dans la boue les auteurs les plus justement renommés », justifiant avec éclat la phrase de Bernanos choisie pour illustrer le présent chapitre : « Les ratés ne vous rateront pas. »

Jean-Baptiste Suard

Notre « double zhéro » suivant est tout aussi inconnu aujourd'hui que le sont Desfontaines et Fréron. Il s'agit d'un certain Jean-Baptiste Suard, (1732-1817), comme eux critique littéraire et homme de lettres, mais également censeur de Louis XVI. Évidemment, comme tous ses contemporains, il a dû naviguer à vue dans l'une des périodes les plus agitées de notre histoire, au cours de laquelle les héros et les zhéros se faisaient et se défaisaient du jour au lendemain, au gré des bouleversements politiques. Nous avons déjà évoqué ce problème de timing qui fait qu'au jour près l'on pouvait devenir l'un ou l'autre. Prenons la période très spécifique des Cent-Jours : en l'espace de trois mois, ceux qui venaient de prêter serment de fidélité au roi, après quinze ans d'allégeance à l'Empereur, étaient mis en demeure de servir à nouveau l'Empire sans savoir que cela ne durerait qu'un trimestre jusqu'à Waterloo et au second retour de Louis XVIII.

Dans un moment pareil, difficile de savoir à quel saint se vouer. Tous ceux qui retournèrent leur veste dans cette période furent recensés dans un livre resté célèbre intitulé *Dictionnaire des girouettes*, « par un collectif d'auteurs anonymes ». Il s'agit d'un annuaire de plus de quatre cents pages répertoriant quelques centaines d'affidés de l'Empire qui, selon les auteurs, trahirent Napoléon après son départ pour l'île d'Elbe, pour le servir à nouveau à son retour. Ces girouettes sont recensées par ordre alphabétique. La liste en est encore plus indigeste que celle des rois fainéants !

Parmi les personnes épinglées, citons Bernadotte, qui, « jusqu'au moment où il est devenu prince héréditaire de Suède, aurait prêté plus de dix serments de fidélité différents ». Dans l'édition de 1832 de ce même ouvrage, le nombre de trahisons des « girouettes » est sanctionné par des fanions et ce sont Talleyrand et Fouché qui en récoltent le plus. Talleyrand, onze fanions au compteur, aura été successivement ministre des Relations extérieures de la République française en 1797, de Napoléon jusqu'au 8 août 1807 et du roi nommé le 13 mai 1814.

Mais revenons-en à Jean-Baptiste Suard, dont nous disions qu'il vécut précisément dans cette époque difficile. Était-ce une raison pour faire autant de mauvais choix ? Dans sa jeunesse, il va se montrer plutôt héroïque, puisque ayant été témoin d'un duel au cours duquel se fait tuer le neveu du ministre de la Guerre, il refuse de dénoncer son ami et, pour ce motif, est emprisonné dix-huit mois à la prison de Sainte-Marguerite. Par la suite, il entame une carrière de journaliste et de critique littéraire dans la *Gazette littéraire* et la *Gazette de France*. En 1772, il est élu à l'Académie française, mais son élection est annulée par Louis XV en personne, au motif que Suard a écrit dans l'*Encyclopédie* et qu'il est l'ami de D'Alembert, auquel l'influent duc de Richelieu s'oppose auprès du roi. Cela fait donc deux fois déjà que Suard a de gros problèmes à cause de ses amis : par la faute du premier, il a été envoyé en prison et son amitié pour le second l'a privé d'un fauteuil à l'Académie française ! Deux ans plus tard, il est finalement élu à l'Académie et nommé censeur des pièces de théâtre par le roi Louis XV en personne, poste qu'il va occuper jusqu'en 1790. Il va donc pouvoir seize ans durant s'opposer à la représentation de toutes les pièces qu'il juge sulfureuses et dont l'acceptation pourrait lui attirer des ennuis dans sa carrière.

Voilà comment il va interdire, avec d'autres « collègues » censeurs, la représentation de *La Folle Journée ou le Mariage de Figaro*, de Pierre

Augustin Caron de Beaumarchais. La pièce passe des années de leurs mains à celles des protecteurs de Beaumarchais ; en fait, six longues années vont s'écouler en lectures aux censeurs, aux protecteurs et en suppliques au roi lui-même. Instances, démarches, remaniements, pendant tout ce temps, rien n'y fera ! Suard et ses homologues ont bien senti ce qu'il y a de subversif, de trop libre dans cette pièce qui remet en cause l'organisation de la société. Il faudra donc attendre le 27 avril 1784 pour qu'en soit donnée la première représentation publique au Théâtre-Français, actuel théâtre de l'Odéon. Suard avait vu juste : dès le lendemain de la première, tout Paris répète à l'envi les répliques provocatrices du valet Figaro. En mars 1785, Beaumarchais est emprisonné cinq jours à Saint-Lazare pour s'être plaint à mots couverts, dans le *Journal de Paris*, des réticences royales vis-à-vis de sa pièce. *La Folle Journée* remporte néanmoins le plus grand triomphe de toute l'histoire de la Comédie-Française : plus de cent représentations en quatre ans. C'est un succès de fronde politique, l'éclair annonciateur de la Révolution française.

Malgré une attitude assez lâche dans l'affaire du *Mariage de Figaro*, Suard va se montrer plutôt courageux au début de la Révolution, en continuant à afficher ses idées monarchistes dans des revues et à défendre l'existence de l'Académie française menacée de disparition par les révolutionnaires. Mais chassez le naturel... et le jour de l'exécution de Louis XVI, le 21 janvier 1793, il sera le seul de tous les académiciens à se rendre à la séance de travail du jour, touchant ainsi les jetons de présence de l'ensemble de ses collègues. Chic garçon, non ? Et c'est loin d'être terminé ! Pendant la Terreur, il se cache à Fontenay-aux-Roses. Son ami Condorcet recherché pour trahison, chose relativement courante sous la Terreur, se rend chez lui, car Suard s'est engagé à le cacher et à laisser l'une des portes de sa maison ouverte à son intention. Condorcet se présente chez lui et trouve porte close. Il est contraint de s'enfuir, sera arrêté deux jours plus tard à Clamart et mourra après s'être empoisonné dans sa cellule. Suard avait-il décidé qu'il avait eu suffisamment d'ennuis comme cela dans la vie à cause de ses amis ? Pour la petite histoire, le nom de jeune fille de Sophie de Condorcet, épouse du savant, était... Grouchy ! Entre son grand ami Suard, qui refusa l'asile à son mari en fuite, ce qui coûta la vie à celui-ci, et son frère, grand héros de Waterloo, la malheureuse vivait entourée d'une belle équipe de cadors !

Notre censeur survit à la Révolution, et sous l'Empire il est nommé censeur honoraire des théâtres, mais surtout secrétaire perpétuel de l'Académie française. C'est à ce titre qu'il va procéder à l'épuration de l'Institut de France, dont il purge alors tous les éléments jugés

indésirables. La notice bibliographique de Suard, éditée par l'Académie française, exprime la chose en des termes feutrés : « Il prit une part regrettable à la réorganisation de 1816, en collaborant avec le comte de Vaublanc à l'établissement des listes d'académiciens et par conséquent de ceux qui devaient être exclus. » « Regrettable » en effet d'avoir à dénoncer des collègues et amis ! Récapitulons les exploits de Jean-Baptiste Suard : censeur des pièces de Beaumarchais, lâche ayant refusé l'asile à son ami Condorcet, seul académicien présent à l'Institut le 21 janvier, s'en met plein les poches le jour même de la mort de son roi ; délateur de service de l'Académie sous l'Empire. Pour finir, homme de lettres dont l'œuvre est tombée dans l'oubli le plus total. Pourtant, l'un de ses tout premiers ouvrages, écrit en 1754, alors qu'il n'avait que vingt-deux ans, en disait déjà long sur sa carrière prometteuse, puisque ce livre avait pour titre : *Lettre écrite de l'autre monde par l'abbé Desfontaines et Fréron...* à croire que les zhéros s'attirent entre eux !

Népomucène Lemercier

Alors que nous venons de mentionner le *Dictionnaire des girouettes*, il se trouve que le dernier « double zhéro » dont nous souhaitions faire état dans ce chapitre figure dans les deux versions de cet ouvrage. Il s'agit de Népomucène Lemercier (1771-1840), dont le prénom seul résonne comme celui d'un zhéro, avant même que nous ayons évoqué quoi que ce soit de sa trajectoire personnelle. Il y est signalé comme membre de l'Institut ayant tourné le dos à l'Empereur, alors qu'il avait composé une ode à l'occasion de son mariage : « Lyre, éveille-toi, Seconde d'un poète les chants par l'hymen inspiré. » Cette lourdeur, cette emphase, c'est tout à fait Népomucène ! Dans la seconde édition du dictionnaire, Népomucène est gratifié de quatre fanions, car « il n'a accepté ni places ni récompenses d'aucun gouvernement » ; cela aussi, c'était tout à fait lui !

Notre ultime « double zhéro » a ceci de particulièrement spectaculaire à nos yeux qu'il a sombré dans l'oubli comme s'il n'avait jamais rien produit, alors qu'il était considéré par ses contemporains comme un vrai génie et que ses œuvres se comptent par dizaines ! Sous le Directoire, ses pièces de théâtre et ses tragédies étaient aussi célèbres que celles d'un Molière ou d'un Racine aujourd'hui. Il rêvait de créer un grand Théâtre national, où seraient mises en scène des œuvres consacrées aux grands hommes de l'histoire de France... Un

auteur chercheur de héros en quelque sorte !

Des seize tragédies et quinze comédies qu'il a écrites, la plus applaudie fut *Agamemnon* (1797), qui lui apporta la célébrité. À compter de ce succès, les salons les plus courus du Directoire, en particulier ceux de Mme de Staël et de Mme Tallien, se disputèrent « ce petit homme frêle à demi paralysé ». Bernardin de Saint-Pierre lui fit fête et Beaumarchais voulut devenir son éditeur. Le grand Talleyrand, qui avait pourtant une très haute opinion de lui-même, considérait Lemercier comme « l'homme qui cause le mieux en France ». Après le coup d'Etat du 18 brumaire, Népomucène devint l'un des habitués de la Malmaison et se lia d'amitié avec Bonaparte, qui aimait le théâtre. Mais cette amitié ne devait pas survivre à la proclamation de l'Empire désapprouvée par l'homme de lettres. Il rendit sa Légion d'honneur, dont il avait été l'un des premiers décorés, et se mit à critiquer constamment l'Empire dans ses pièces, ce qui valut à celles-ci d'être aussi constamment censurées. Lorsqu'il fut élu à l'Académie, le 11 avril 1810, ses collègues lui firent promettre de ne pas faire de scandale s'il devait se rendre aux Tuileries pour des cérémonies officielles, car ils connaissaient sa franchise et son culot.

Si Népomucène nous intéresse, ce n'est pas parce qu'il fut un « écrivain vedette » que nul ne lit plus de nos jours : c'est là le sort d'une multitude d'autres auteurs ! Prenez le grand Nicolas Haroncourt. Avez-vous jamais lu ses *Poèmes hystériques*, *Les Naufragés*, *La Peur*, *La Démoralisation* et le magistral *Livre à mon chien* ? Ni vous, ni moi, ni personne ne les a lus. Comme tous nos « doubles zhéros », Desfontaines, Fréron, Suard ou Népomucène Lemercier, les œuvres d'Haroncourt ont chu aux oubliettes de la littérature ! Inconnu au bataillon, Haroncourt est pourtant l'auteur de l'un des vers les plus fameux de la poésie française : « Partir, c'est mourir un peu ! » Tout le monde connaît ce vers, personne n'en connaît l'auteur ! Si ça n'est pas un beau zhéro de la littérature ?

Ce n'est donc pas le fait qu'il ait été adoré des foules puis oublié qui nous intéresse chez Lemercier. S'il est évoqué comme « double zhéro » dans ces pages, c'est parce que, en tant qu'ennemi irréductible du romantisme, il s'opposa par deux fois à l'élection de Victor Hugo à l'Académie française ! Un nain interdisant à un colosse l'accès au Panthéon de la littérature. On croit rêver ! Lors de ses deux premiers échecs, Victor Hugo se vit souffler le fauteuil qu'il convoitait par MM. Dupaty (élu le 18 février 1836) et Mignet (élu le 29 décembre suivant). À la suite de ces revers, il présenta systématiquement sa candidature à chaque fauteuil vacant.

Il sera à nouveau en lice en 1839. L'apprenant, Honoré de Balzac retirera sa propre candidature, car il jugeait le talent d'Hugo supérieur au sien, considération qui, pas plus qu'elle n'avait frappé Dupaty et Mignet, ne sembla effleurer Michaud, face auquel Hugo échoua à nouveau cette année-là. Lorsque Hugo fut finalement élu, le 7 janvier 1849, avec 17 voix sur 32, à qui croyez-vous qu'il succéda ? À Népomucène Lemer cier bien sûr, ce qui allait le mettre, le jour de sa réception à l'Académie, dans l'obligation de prononcer l'éloge de celui-là même qui n'avait jamais cessé de lui tirer dans les pattes ! Cela ne manquait pas de sel ! Comment Hugo allait-il se tirer de ce mauvais pas ? Comment complimenter une œuvre littéraire dépassée, complexe et embrouillée, qu'Hugo jugeait probablement indigeste et médiocre par rapport à la sienne ?

Le nouvel académicien prononça son discours de réception le 5 juin 1841, un an tout juste après la disparition de Népomucène, mort le 7 juin de l'année précédente. Il se tira d'affaire en faisant davantage un discours politique qu'un traité de littérature. « On ne savait pas bien si l'on se trouvait assis dans le sanctuaire des lettres ou si l'on ne s'était pas par hasard fourvoyé dans une enceinte législative », écrivit à l'époque Charles Magnin dans la *Revue des Deux Mondes*. L'éloge de Népomucène consiste en réalité en un mélange subtil de compliments et de critiques. Il débute son pensum en associant Lemer cier aux grands écrivains français qui résistèrent à Napoléon. Népomucène se retrouve donc en bonne compagnie avec Mme de Staël, Chateaubriand, Benjamin Constant, Ducis et Delille. « Six penseurs restés seuls debout dans l'univers agenouillé [...]. Six poètes irrités contre un héros [qui] représentaient la seule chose qui manquât alors à la France : la liberté. »

Hugo poursuit son dithyrambe : « Il était un homme que Bonaparte avait aimé [...] cet homme, messieurs, c'était M. Lemer cier. Nature probe, réservée et sobre ; intelligence droite et logique ; imagination exacte et pour ainsi dire algébrique [...] né gentilhomme mais ne croyant qu'à l'aristocratie du talent ; né riche mais ayant la science d'être noblement pauvre ; modeste d'une sorte de modestie hautaine ; doux, mais ayant dans la douceur je ne sais quoi d'obstiné. » Après ces amabilités doucereuses suivent des propos pour le moins équivoques : « Il paraissait avoir mis autant d'amour-propre à se tenir toujours de plusieurs années en arrière des événements que d'autres en mettent à se précipiter en avant [...]. Son opinion politique dédaigneuse de ce qui lui semblait le caprice du jour était toujours mise à la mode de l'an passé. » De nos jours on dirait de Népomucène qu'en fait d'intuition politique il avait toujours un mètre de retard !

Hugo raconte ensuite à ses auditeurs que Lemercier assistait tous les matins aux séances de la Convention sous la Révolution et qu'un jour, alors qu'il y arrivait plus tard qu'à l'ordinaire, l'une des tricoteuses habituées à l'y voir quotidiennement dit à sa commère : « Ne te mets pas là, c'est la place de l'idiot ! » Quatre ans plus tard, en 1797, l'idiot donnait à la France *Agamemnon*, ajoute Hugo. Qu'apporte cette anecdote dans le fil de son discours ? De toute évidence absolument rien, sinon la satisfaction pour Hugo de pouvoir qualifier Népomucène d'idiot, en mettant cette insulte dans la bouche d'une autre personne que lui ? Mais ça n'est pas fini ! Evoquant la *Panhypocrisiade*, œuvre monumentale et pompeuse en alexandrins, dédiée au grand Dante par Népomucène, Victor Hugo parle de : « Cette *Panhypocrisiade* qui est tout ensemble une épopée, une comédie et une satire, sorte de chimère littéraire, espèce de monstre à trois têtes qui chante, qui rit et qui aboie. » Si c'est un compliment, il est bien curieusement tourné !

Après quoi, Hugo explique qu'il pourrait bien faire quelques critiques sur le style de Lemercier, puisque ses collègues s'attendent à ce qu'il le fasse, mais qu'il n'en fera rien car c'est à la postérité de le juger : « La postérité seule a le droit définitif de critique et de jugement envers les talents supérieurs. » La postérité avait bon dos, l'invoquer permit à Hugo de botter en touche plutôt que se lancer dans une critique acerbe du style « népomucénien » ! Au demeurant, la suite lui donna raison, la postérité s'est en effet bien chargée de Népomucène. De même qu'elle châtia Desfontaines et Fréron pour s'être acharnés sur Voltaire, et Suard pour avoir censuré Beaumarchais, elle fit payer à l'auteur de la *Panhypocrisiade*, récit d'un immortel ennui, son arrogance face à l'un des plus grands de nos poètes. À tel point d'ailleurs que la notice biographique consacrée à Lemercier dans le *Dictionnaire Napoléon* commence par ces mots cruels : « Justement oublié aujourd'hui... » Pour avoir voulu priver l'Académie française de Victor Hugo, nous décernons à Népomucène Lemercier le titre de grand zhéro de l'Histoire de France, même si de notre point de vue deux de ses pièces mériteraient peut-être d'être sauvées du naufrage. Leurs titres ? *Démence de Charles VI* et... *Frédégonde et Brunehaut* !

Resquiescat in pace ?

Pour se, recueillir sur les tombes de nos doubles zhéros :

Abbé Desfontaines : pas de tombe ! Mort à Paris le 16 décembre

1745, il fut probablement inhumé dans quelque cimetière d'église désaffecté ; ses ossements doivent se trouver aux catacombes.

Jean-Baptiste Suard : se trouve aussi au Père-Lachaise, 11^e division. Sa tombe existe toujours mais elle est invisible, totalement envahie de broussailles ; munis d'une bonne machette, nos lecteurs pourront deviner la petite colonne surmontée d'une urne agrémentant la tombe du censeur de Beaumarchais.

Népomucène Lemerrier : s'est éteint à Paris le 7 juin 1840, il repose dans la 30^e division du Père-Lachaise sous un monument orné d'un médaillon en marbre, œuvre de David d'Angers.

2. Napoléon Zéro

Il avait tous les dons, hormis celui de s'en servir...

Princesse Palatine à propos de son fils le régent
Philippe, duc d'Orléans.

Nous en arrivons à présent à notre dernière catégorie de zhéros, celle des ratés qui reçurent dans leur berceau un capital exceptionnel qu'ils dilapidèrent par la suite, ces malheureux « fils de », que l'on jugea d'autant plus « nuls » qu'ils étaient les rejetons de grands hommes. C'est à ce dernier groupe qu'appartient selon nous le plus grand zhéro de notre histoire, toutes catégories confondues, le « zhéro absolu », « grand-croix de la Légion du déshonneur ».

Plutôt que de passer en revue ceux qui, tout comme lui, ne furent pas à la hauteur de leurs brillants géniteurs, nous avons choisi d'évoquer son seul exemple. S'il est, à notre avis, le plus exceptionnel et le plus pathétique des zhéros, c'est parce que son père est considéré dans le monde entier comme l'un des plus grands hommes de tous les temps, l'un de ces êtres auréolés de gloire comme l'histoire de l'humanité n'en produit pas un par siècle. Et si nous avons écrit dans l'introduction de ce livre que chacun connaissait notre « super-zhéro » sans le connaître, c'est tout simplement, vous l'avez compris, parce que son père était l'empereur Napoléon I^{er}.

L'impérial rejeton qui nous intéresse n'est évidemment ni l'Aiglon, dit aussi « roi de Rome », ni Alexandre Walewski, mais Léon, le fils aîné de l'Empereur. Il est ce fameux « fils Léon » dont il est question dans une chanson presque aussi populaire que *Le Bon Roi Dagobert*, et dont chacun reconnaîtra les paroles : « Napoléon est mort à Sainte-Hélène, son fils Léon lui a crevé l'bidon. On l'a r'trouvé assis sur une baleine, en train d'sucer les fils de son caleçon ! »

Le Léon de la chanson a bien existé, mais contrairement à Dagobert, injustement brocardé, cette comptine le raille à juste titre, car il fut un raté de première classe et s'il ne suça pas « les fils de son caleçon », il

mourut dans une telle misère qu'il n'était pas loin d'en être réduit à devoir le faire réellement. Léon, c'est du caviar, la providence du collectionneur de nuls ! Quoi qu'il entreprenne, cela tourne mal ! Et ses échecs sont d'autant plus accablants qu'ils sont, par la force des choses, mis en balance avec les succès fulgurants de son papa. À trente-trois ans, âge auquel Léon sortit de deux ans de prison pour dettes, Bonaparte était, lui, Premier consul, à quelques mois d'être sacré empereur des Français à Notre-Dame. Là où Napoléon connaîtra une gloire ascendante, y compris dans l'exil à Sainte-Hélène, qui viendra ajouter la couronne du martyr à sa couronne de lauriers, son fils vivra une lente descente aux enfers illustrant magistralement la phrase de son propre père : « On peut s'arrêter quand on monte, jamais quand on descend ! » Et, en effet, jamais Léon ne cessera de dégringoler, comme si, le père ayant accaparé toute la gloire de son siècle, il n'était plus resté au fils d'autres terrains pour s'illustrer que ceux de la médiocrité, du tapage, du vice, de l'escroquerie et, pour finir, du caniveau.

Que sa progéniture ne soit pas à sa hauteur, Napoléon lui-même en pressentait le risque. « Le génie ne se transmet pas, disait-il, depuis que le monde est monde, il n'y a pas eu, que je sache, deux grands poètes, deux grands mathématiciens, deux grands conquérants, deux monarques de génie dont l'un soit le fils de l'autre. » Cela étant, quand bien même l'Aigle ne s'attendait pas à engendrer son alter ego, il n'aurait probablement jamais imaginé, même dans ses pires cauchemars, donner naissance à un vilain petit canard de l'engeance de Léon. Grâce au ciel, Napoléon I^{er} mourut avant que Napoléon Zéro ne commence à dérapier sérieusement.

La naissance du petit Léon s'était pourtant déroulée sous des auspices prometteurs, puisqu'il voit le jour le 13 décembre 1806, rue de la Victoire, division du Mont-Blanc à Paris, deux mois après la grande bataille d'Iéna remportée par son empereur de père. Victoire, Mont-Blanc, Iéna, empereur... autant de mots annonciateurs d'un avenir, radieux. D'autant que Napoléon, à qui cette heureuse nouvelle parvient quinze jours plus tard à Pultusk, en Pologne, est fou de joie lorsqu'il apprend la naissance de son premier enfant et qui plus est d'un fils. Marié depuis bientôt onze ans à Joséphine, il n'avait toujours pas de descendance et se croyait stérile, son épouse ayant pour sa part deux enfants, Eugène et Hortense. La naissance de Léon vient donc lui confirmer que le problème ne vient pas de lui, mais bien de sa femme. C'est à compter de ce jour que germera dans son esprit l'idée de répudier Joséphine. Mais pour l'heure, emporté par l'enthousiasme, l'Empereur chantonne et prend un bain, signes caractéristiques de son

excellente humeur. Le lendemain même, il rencontrera Marie. Walewska, jeune, belle et héroïque Polonaise. Elle aussi lui donnera un fils, Alexandre, dont le destin sera nettement plus reluisant que celui de son demi-frère aîné.

Si sa naissance est accueillie par des transports de joie, au moins par son père, Léon démarre toutefois dans l'existence avec un gros handicap : il est un enfant naturel, ce qui change tout ! Son acte de naissance indique d'ailleurs : « de père absent ». Puisque cet enfant est un « bâtard » qui jamais ne pourra prétendre succéder à son père à la tête de l'Empire, Caroline Murat, sœur de Bonaparte, suggère de ne lui donner que la moitié du prénom paternel, Léon, nom de baptême qui correspond également à la moitié d'Éléonore, prénom de sa mère. Un enfant naturel, de père absent, considéré comme la demi-portion de chacun de ses géniteurs... voilà qui de nos jours suffirait amplement à expédier Léon sur le canapé de quelque psychanalyste lacanien, aux yeux duquel le seul fait pour le petit garçon de porter un prénom amputé de moitié, pour ne pas dire « castrateur », viendrait excuser tous les débordements ultérieurs de son existence. Ajoutons au pedigree de Léon un beau-père cocu et repris de justice dont nous dirons quelques mots par la suite, et l'on admettra que son démarrage dans la vie n'était finalement pas aussi reluisant qu'il en donnait l'apparence. Cela ne s'arrangea guère avec le temps, puisque, déjà privé de père, Léon sera abandonné par une mère indifférente à son sort : « Privé de la tendresse d'une mère et de l'autorité d'un père, n'avais-je pas tout pour n'être rien ? » lui fait dire Isabelle Bricard dans le roman qu'elle lui a consacré.'

Qui donc est cette mère indigne, mauvaise épouse et mauvaise mère ? Éléonore Revel, de son nom de jeune fille Denuelle de la Plaigne (1787-1868), est une amie de Caroline Bonaparte, sœur de l'Empereur. Les deux jeunes femmes ont été élèves dans une pension de jeunes filles créée sous le Directoire par Mme Campan, ancienne dame de compagnie de la reine Marie-Antoinette. Réservée à l'élite de la société nouvelle, cette école est un vivier de jeunes filles à marier : Eglé Auguié, future épouse de Ney, Caroline Bonaparte, future épouse de Murat, et Hortense de Beauharnais, future épouse de Louis Bonaparte, y furent toutes les condisciples d'Éléonore. Celle qui deviendra la mère de Léon appartient à une famille d'aristocrates désargentés qui lui font épouser, le 15 janvier 1805, le premier soupirant venu, un certain Jean-Honoré-François Revel. Celui-ci se fait passer pour un officier de dragons, mais cela fait déjà deux ans qu'il

ne l'est plus. Pour avoir confondu sa poche et celle de son escadron, en tant qu'officier payeur de son régiment, il est passé en conseil de guerre et a été réformé. Depuis, il vit de petits trafics, ce qu'Éléonore ne sait pas.

À peine la nuit de noces des tourtereaux est-elle consommée que la police vient mettre Revel en arrestation. Inculpé de faux en écritures commerciales, il est condamné à deux ans de prison. Éléonore tombe de haut ! La jeune épousee s'en va alors pleurer dans les jupes de Mme Campan, qui lui suggère de solliciter un emploi auprès de son ancienne condisciple Caroline Murat, devenue entre temps princesse impériale. La jeune et ravissante Éléonore devient donc dame d'annonce puis lectrice de Caroline, qui, très au fait des goûts de son frère en matière de femmes, compte fermement sur sa jeune protégée pour se livrer à un genre d'effeuillage moins intellectuel que la lecture.

Comme elle déteste sa belle-sœur, Joséphine, elle a en effet pris l'habitude d'approvisionner son frère en chair fraîche et c'est donc elle qui, en janvier 1806, va placer Éléonore sur son chemin « comme une grenade dégoupillée ». Ainsi, tandis que Napoléon fait d'Éléonore sa maîtresse, Revel ronge son frein derrière les barreaux et se demande pourquoi sa jeune épouse ne lui rend pas visite et ne lui écrit jamais.

Les anecdotes liées à la brève liaison de Napoléon et d'Éléonore sont bien connues : les rendez-vous furtifs entre deux séances de travail de l'Empereur dans la pièce secrète aménagée aux Tuileries ; les deux heures, pas davantage, imparties à leurs ébats sans amour, Éléonore attendant indéfiniment le bon vouloir de Napoléon, puis avançant l'aiguille du cartel afin d'abrégier le moment qu'elle devait passer avec un amant manifestement plus glorieux sur les champs de bataille que dans un lit. Tout cela est de notoriété publique et nous intéresse évidemment moins que Léon, fruit inattendu de ces étreintes clandestines. Ajoutons tout de même ici pour mettre une touche finale au portrait de son édifiante mère que, non contente d'être la maîtresse de l'Empereur, elle fut aussi celle de Murat sous le propre toit de Caroline, sa bienfaitrice !

Comme cela est souvent le cas avec nos zhéros de l'histoire, Léon, tout bâtard qu'il fût, frôla un instant la gloire avant de sombrer dans l'oubli et la médiocrité. Pendant un très court moment, en effet, le trône de France aurait pu lui échoir, Napoléon ayant eu l'idée saugrenue de le faire passer pour son fils et celui de Joséphine. Il eût

suffi pour cela que l'impératrice prétende être enceinte et s'éloigne quelque temps de la capitale. Mais Corvisart, son médecin, se refusa à couvrir un tel stratagème. Napoléon envisagea donc d'adopter Léon, mais y renonça finalement assez vite, jugeant trop « Ancien Régime » ce projet de légitimation d'un, enfant naturel dont il ferait son héritier. Une fois encore, mauvaise pioche pour Léon. Adieu trône, empire, rêves de puissance et de gloire !

Il mène malgré tout une vie de rêve. Certes sa mère ne s'occupe guère de lui, mais il est élevé avec les quatre enfants Murat, en particulier le petit Achille dont il a l'âge, et surtout, il a la joie d'être reçu régulièrement par son père à l'Elysée et aux Tuileries. « Le maître du monde souffle devant lui dans une trompette pour l'amuser, imite la poule qui vient de pondre et, comme Henri IV, se met à quatre pattes pour être à sa portée (29) » Léon se sent important. Napoléon le reçoit encore quelques fois après son mariage avec Marie-Louise, mais, après le 20 mars 1811 et la naissance de l'Aiglon, Léon est relégué au second plan dans l'affection et l'intérêt de l'Empereur. À compter de ce jour, tout va se mettre à tourner de travers.

Élève à l'X, il entend constamment parler de lui comme de « l'enfant de vous savez qui... ». Comment ça l'X ? Léon était polytechnicien et l'on voudrait le faire passer à nos yeux pour un nul, s'interroge notre lecteur indigné par tant d'iniquité ? Sauf qu'à y regarder de plus près l'école qu'il va fréquenter n'est pas l'X mais l'HIX, une pension pour petits garçons qui se trouvait rue de Matignon à Paris. Au cours des dix années qu'il va y passer avant de s'en faire renvoyer, Léon recevra en tout et pour tout deux lettres de sa mère. Depuis la naissance de son fils, elle a divorcé, s'est remariée, retrouvée veuve et vit maintenant à Mannheim dans le grand-duché de Bade, avec son troisième mari, le comte de Luxbourg, un diplomate bavarois. Quant au « père absent » qu'on lui dit toujours « retenu à l'étranger pour de mystérieuses affaires », Léon le verra pour la dernière fois de sa vie à la Malmaison en mars 1815, c'est-à-dire au début des Cent-Jours. Trois mois plus tard, au lendemain de Waterloo, Napoléon quittera la France pour Sainte-Hélène. L'excuse sans cesse évoquée pour consoler son fils est devenue réalité : il est vraiment « retenu à l'étranger » et, cette fois, c'est pour toujours !

À défaut d'avoir des parents sous la main, Léon est placé sous la responsabilité d'un conseil de famille qui comptera des noms prestigieux, comme ceux de Las Cases ou Denon, et d'un tuteur légal

désigné par Napoléon : M. Mauvières, beau-père de Méneval, secrétaire de l'Empereur. Méneval lui succédera à son grand dam, car il sera littéralement poussé à bout, usé jusqu'à la corde, écoeuré par les turpitudes et les extravagances de son protégé, au point de devoir renoncer à son rôle de tuteur. Dès qu'il sera délivré de ses austères censeurs, Léon n'aura plus alors qu'une idée en tête : festoyer et dilapider sa fortune. Car le jeune Léon est riche, son père y a pourvu : trois mois avant la première abdication qui l'avait conduit en captivité à l'île d'Elbe, il lui a constitué une rente de douze mille francs. Le 26 juin 1815, l'un de ses derniers actes officiels avant son départ pour Sainte-Hélène est encore d'attribuer à Léon une rente de cent mille francs. Enfin, il l'inscrira pour la somme de trois cent mille francs sur son testament (soit plus d'un million et demi de nos euros) en précisant qu'il ne serait « pas fâché que le petit Léon entrât dans la magistrature si cela était de son goût ». Hélas, « ce ne fut point son goût ; il n'en eut d'autres que la paresse », nous dit Charles Nauroy dans *Les Secrets de Bonaparte*. Propos très exagéré, car Léon dépensa tant de temps, d'énergie et d'argent en procès à sa propre mère, à ses créanciers, à la famille Walewski, et fut lui-même si constamment endetté, qu'il fréquenta autant les prétoires, les bancs des accusés et la prison pour dettes qu'il l'aurait fait s'il avait été magistrat !

Après la mort de Napoléon, le 5 mai 1821, le bâtard impérial va faire semblant de respecter les dernières volontés paternelles en suivant quelques cours à l'école de droit de la place du Panthéon, mais, bien vite, il s'endort sur le Code civil et sèche les cours. Brûlant de s'affranchir de ses tuteurs, il échappe à l'attention de Méneval au cours d'une représentation théâtrale et s'enfuit en Allemagne pour y retrouver sa mère. Il y passe quelque temps, mais réalise que pour le jeu, les femmes, la gastronomie et les théâtres, il n'y a guère que Paris. Il s'y rapatrie donc, afin d'y entamer au plus vite une très brillante carrière de parasite, bambocheur, tapeur, importun, oisif, emploi difficile requérant des dispositions physiques et intellectuelles particulières comme la paresse, la résistance au sommeil, à l'alcool et à la syphilis. Cela tombait bien, Léon présentait justement sous leur forme la plus aboutie toutes ces qualités de parfait raté. Il commence donc à écumer les tripots, travaille son « look » de dandy, s'endette partout où il passe, en particulier chez les tailleurs, les chausseurs et les restaurateurs, devient « ce prince charmant des Mille et Une Nuits parisiennes qui ne trouvait pas assez de fenêtres par où jeter son argent (30) »

En 1826, estimant que l'on ne peut être le fils de Napoléon I^{er} sans posséder un titre de noblesse, il s'« autodécerne » le titre de comte, dessine son blason et fait réaliser des cartes de visite au nom de « comte Léon ». Puis, muni de ce patronyme aristocratique qui devrait en imposer au moins un temps à ses futurs prêteurs, il dilapide l'argent à peine emprunté, court la gueuse, festoie, joue, perd au jeu (il ira jusqu'à perdre quarante-cinq mille francs en une nuit !), se fait admettre au très sélect club du Bicarbonate (Bambocheurs Impénitents Casseurs de Réverbères Bretteurs Ombrageux Noceurs Assoiffés Trouseurs Effrontés), où sa candidature ne pouvait manquer de faire l'unanimité ! Dans Paris, où il commence à être connu comme le loup blanc, d'autant qu'il est le sosie de son père, on le surnomme l'« Aiglon des boulevards ». En 1828, alors il qu'il n'a pas vingt-deux ans, l'Aiglon des boulevards est déjà quasiment sur la paille.

Notre zhéro a beau se la couler douce, cela ne l'empêche pas de se rengorger à tout bout de champ des exploits de son glorieux père. Frustré de ne pas être à sa hauteur et furieux de ne savoir employer son énergie autrement que dans les plaisirs, il se montre extrêmement irritable, impétueux. Son sang corse lui bout facilement dans les veines et il prend la très mauvaise habitude de se battre en duel pour un oui ou pour un non. À la suite d'une dispute au cours d'une partie de cartes, il se bat au pistolet contre l'ancien aide de camp du duc de Wellington et le tue. Son adversaire aurait-il eu le malheur de prononcer un mot qui fâchait... tel que « Waterloo » ? Allez savoir ! Léon pouvait démarrer au quart de tour pour des motifs bien plus futiles.

Après les Trois Glorieuses, il a enfin l'occasion de s'illustrer sur le terrain militaire, ce qui, de son propre aveu, aurait été sa vocation si la carrière de son père dans les armes ne l'avait découragé à tout jamais de vouloir y briller à son tour. Proclamé chef de bataillon de la garde nationale, « il se sent enfin le fils de l'Empereur ». Il a trente-cinq ans, ressemble à son père comme deux gouttes d'eau tout en étant plus grand et en ayant l'air martial du soldat imbu des exploits qu'il n'a pas encore eu l'occasion d'accomplir. Derrière lui, les membres de la garde nationale se prennent tous pour des grognards de la vieille garde.

Naturellement, cette situation à peu près stable ne pouvait pas durer. Au bout de vingt mois à battre le pavé parisien en se prenant pour Murat à Pratzen, Léon est suspendu de son grade dans la garde nationale, pour refus de service, et révoqué. Mais il passe directement de la caserne à la prison, car il est à nouveau criblé, de dettes et cette

fois ses créanciers déchaînés contre lui sont parvenus à le faire mettre sous les verrous. Emprisonné à Clichy, Léon passe le temps en jouant du cor de chasse dans sa cellule et compose des poèmes : « En ce lieu, je ris et je dors bien comme si je ne devais rien. Et zon, zon, zon. Vive la prison où la vie est si bonne. » Si Léon n'était pas Napoléon, de toute évidence, il n'était pas Rimbaud non plus !

Notre zhéro n'est pas encore quadragénaire que sa coupe est déjà pleine et que nous pourrions nous en tenir là. Mais Léon nous réserve encore quelques surprises, à commencer par celle-ci : pendant qu'il est en prison, son oncle, le cardinal Fesch, qui espère encore pouvoir faire quelque chose de ce bon à rien, a une idée lumineuse dont nos lecteurs désormais instruits des principales qualités de Léon pourront juger de la pertinence. Il lui propose d'entrer dans les ordres ! C'est dire s'il connaît son homme ! Le comte Léon dans les ordres ? Même s'il distribue généreusement son argent et celui des autres et pratique intensivement l'amour de son prochain dans les coulisses des théâtres et les maisons closes de la capitale, Léon ne se voit pas du tout renoncer aux plaisirs terrestres. L'odeur de sainteté, ce n'est pas pour lui. On imagine qu'il dut avoir du mal à retenir son fou rire quand son oncle évoqua ce projet devant lui. Mgr de Quelen, archevêque de Paris, ancien secrétaire et ami du cardinal Fesch, ira tout de même jusqu'à écrire au pape pour lui recommander Léon. Il ignorait sans doute que le mauvais garçon, dont il plaidait la cause et vantait les qualités de futur parangon de vertu, avait été catalogué comme « le plus mauvais sujet de la prison » où, comme partout ailleurs, il va s'illustrer pour le pire : « Il a escroqué tous les restaurateurs et volé la montre du directeur, a fait bruit et scandale. On l'a mis au cachot. Il a proposé à sa mère d'empoisonner son mari, le comte de Luxbourg, puis menacé sa mère de l'assassiner si elle ne lui donnait pas d'argent ; il a accusé le directeur de coucher avec sa mère que ce dernier n'a jamais vue. » C'était bien là le fidèle tableau d'une âme mûre pour entrer dans les ordres !

Au bout de deux ans, le 23 octobre 1839, ce roué de Léon va parvenir à sortir de prison grâce à un habile stratagème. Comme ce sont alors les créanciers qui paient le gîte et le couvert de leurs débiteurs emprisonnés, Léon a la bonne idée de faire publier son propre avis de décès dans *Le Constitutionnel*, unique gazette distribuée à Thiviers, en Dordogne, où son principal créancier est alors en villégiature. À la nouvelle de la disparition de Léon (qui s'est « fait mourir » d'une congestion cérébrale !), celui-ci, un nommé Delpesch, cesse immédiatement de s'acquitter des frais de pension de son débiteur, ce qui entraîne sa libération immédiate. Par la suite,

évoquant ce passage en prison dans ses mémoires, le comte Léon admettra avoir fait de la prison pour dettes – il était au demeurant difficile de nier une évidence de notoriété publique –, mais il jurera ses grands dieux que c'était par suite « d'innombrables machinations » ourdies contre lui...

Avec notre cher Léon, impérial zhéro des faubourgs, le pire est toujours à venir. À sa sortie de prison, il va donc s'installer chez une certaine dame Lesieur, magnétiseuse de son état, femme adultère vivant avec un homme ayant lui même quitté sa femme. Bientôt la pseudo-magicienne devient également la maîtresse de Léon. Ce trio pitoyable, aussi dépravé que malhonnête, vivote dans un garni de la rue du Mail. À ce moment-là, Léon ne vit plus que d'escroqueries et, depuis longtemps déjà, Méneval ne le voit ni ne le reçoit plus. Ses relations les plus fidèles sont ses partenaires de jeu et ses créanciers : tailleurs, cordonniers, fournisseurs, avocats, avoués, huissiers, horlogers-bijoutiers, restaurateurs... il n'est pas un corps de métier auprès duquel Léon ne soit pas endetté !

Ayant pu se procurer la somme nécessaire à son voyage, Léon fuyant ses créanciers se rend en Angleterre au début de l'année 1840. Il espère y rencontrer son cousin germain, Louis Napoléon Bonaparte. Il se présente donc quatre jours de suite au domicile de ce dernier, en y laissant chaque fois sa carte, mais, le quatrième jour, son cousin lui fait savoir qu'il ne peut pas le recevoir. Piqué au vif d'être retoqué comme un gêneur par le chef de la maison impériale qui n'est qu'un vague bâtard de Louis Bonaparte (frère de Napoléon) et d'Hortense, là où lui, Léon, même réduit à l'état de semi-clochard, est tout de même le bâtard de l'Empereur en personne, il lui adresse le 29 février 1840 une lettre injurieuse commençant par un très condescendant « mon petit cousin », et le provoque en duel. Louis Napoléon en accepte le principe. On se battra donc à... Wimbledon ! On retrouve ici l'étrange fatalité des noms qui poursuivra Léon tout au long de sa vie, donnant une coloration ridicule à tout ce qui l'entoure, entre son prénom, ses études à l'« HIX » puis à la pension « Bourdon », son avoué nommé « Boudin », son duel à Wimbledon, alors que le tennis n'a pas encore été inventé. On prévoit un beau duel, mais au moment où les duellistes enfin tombés d'accord sur le choix des armes s'apprêtent à tirer, des *policemen* surgissent et les emmènent devant un juge qui les condamne à une forte amende dont nul ne sait comment Léon parvint à la payer.

En février 1840, à Londres, Louis Napoléon, le futur Napoléon III, avait donc refusé de recevoir Léon. Quelques mois plus tard, lui-même allait connaître un grand moment de zhéroïsme, au cours de sa catastrophique tentative de « débarquement » en France, censée s'achever par la prise du pouvoir. Victor Hugo prend un malin plaisir à faire état de cet épisode dans *Napoléon le Petit*. Le 6 août 1840, jour de son arrivée en France en provenance d'Angleterre, Louis Napoléon embarqua dans ses bagages un chapeau identique à celui que portait son oncle, Napoléon I^{er}, ainsi qu'un aigle dans une cage. Il accrocha un morceau de lard sur son chapeau, afin que l'aigle, attiré par le fumet du lard, vienne s'y poser, montrant par là aux spectateurs médusés que ce noble animal symbolisant l'Empire avait reconnu son maître, dès que celui-ci avait posé le pied sur le sol français. Cette piteuse équipée s'acheva au fort de Ham pour Louis Napoléon. Notons au passage que nos zhéros ont tendance à fréquenter les mêmes établissements pénitentiaires : Chaumareys précéda Louis Napoléon au fort de Ham, tandis que Jean-Baptiste Suard fut incarcéré à Sainte-Marguerite, tout comme Bazaine ! Louis Napoléon passera six longues années au fort de Ham et s'en évadera en empruntant les vêtements et les papiers d'un maçon. Il se réfugiera en Angleterre. Avec le coup du morceau de lard, il s'était montré digne de son grand guignol de cousin, mais lui au moins se ferait connaître sous un jour plus honorable en d'autres occasions !

Après son duel manqué à Wimbledon en février 1840, nous retrouvons Léon le 14 décembre suivant, attendant sur un quai de Seine à Courbevoie, l'arrivée de la barge cénotaphe (la *Dorade*, que nos lecteurs connaissent déjà) transportant les restes de son père. Une fois encore, comme simple bâtard de l'Empereur et personnalité peu reluisante, Léon doit se fendre d'une lettre au roi Louis-Philippe pour obtenir une place dans le cortège du retour des cendres de son papa, événement très couru dont il est à la fois l'un des participants les plus « naturels », c'est le cas de le dire, mais aussi les moins désirés. Dans ces années-là, il est tellement « fauché » qu'il pose pour des peintres souhaitant réaliser des portraits de son père et en est réduit à tenter à sa propre mère un procès dont il tire quelques sous. En mal comme en bien, il doit encore tout à ses parents !

En 1848, apprenant que son « petit cousin » brigue la présidence de la République française, Léon est absolument furieux, car il estime que cette dignité lui revient en priorité. Il envisage donc de se présenter lui-même à la magistrature suprême, mais y renonce finalement et fait à ses futurs ex-électeurs des déclarations grandiloquentes sur son refus de diviser, par sa candidature, les chances de sa famille. En réalité, on

se demande bien s'il se serait trouvé à ce moment-là un seul électeur assez inconscient pour faire porter son suffrage sur cette tête folle de Léon ? Bien évidemment, dès que Louis Napoléon est élu, Léon demande à venir le voir. Mais jamais son cousin ne recevra « cet hurluberlu sans convictions, sans principes, sans moralité d'aucune sorte ».

Quand Louis Napoléon rétablit l'Empire quatre ans plus tard, Léon se fait un devoir de chanter les louanges de ce « petit cousin » qu'il était fermement décidé à envoyer ad patres douze ans auparavant. Il devine à juste titre qu'être l'oncle du nouvel empereur le rendra plus crédible auprès de ses créanciers présents et à venir. Les Napoléon III, II, I sont bien à la mode, pourquoi pas Napoléon 0 ? N'est-ce pas le moment ou jamais ? Léon va en effet profiter à plein du rétablissement de l'Empire, puisque cela va lui permettre de toucher l'importante somme de trois cent mille francs que son « petit cousin » lui fait verser afin de respecter les dispositions testamentaires de Napoléon I^{er}, ainsi qu'une rente de six mille francs. Voilà qui permet à Léon de s'installer dans une belle demeure à Saint-Denis.

Puisque les temps sont favorables aux bonapartistes, Léon, qui rêve toujours de faire parler de lui, de « retentir », prend sa plus belle plume et écrit au pape pour lui demander de faire de lui... le nouveau roi d'Italie ! Et allons donc ! N'ayant pu être ni empereur, ni prêtre, ni magistrat, ni garde national, ni prisonnier modèle, ni poète, il pouvait bien s'essayer à la royauté ! Bien élevé, le pape lui adresse sa bénédiction pour toute réponse. On ne veut pas de lui comme roi d'Italie ? Qu'importe, il sera député ! Il se présente aux législatives à Saint-Denis, en 1857. Seulement, il a beau manifester son enthousiasme pour l'Empire dans ses discours, le préfet ne peut décemment pas « donner l'estampille officielle à ce candidat perclus de dettes, pensionnaire du Mont-de-Piété » ! Voilà un rêve de plus qui tombe à l'eau.

Quel domaine de l'activité humaine Léon n'a-t-il pas encore exploré ? L'industrie ? Fort bien ! Notre cher comte investit le legs de l'Empereur dans des entreprises aussi ineptes qu'aventureuses, s'occupe de chemin de fer, de tracés de boulevards, crée une fabrique d'encre, investit dans le bitume, « propose le reboisement et le défrichement de toutes les terres incultes de France, fait fabriquer des hamacs, propose des modèles de nautes sous-marins » (I. Bricard). Bref, il fait tout et n'importe quoi, ressortant à chaque fois bredouille

des industries dans lesquelles il braconne. Roi d'Italie, député, entrepreneur.... tout, il aura vraiment tout essayé, mais rien ne fonctionne jamais comme prévu. Les échecs s'accumulent, et Léon s'aigrit, vieillit. Il est à nouveau sans le sou et en revient à la sempiternelle question : à qui emprunter de l'argent, qu'il n'ait pas déjà sollicité vingt fois ?

Et, justement, il a grand besoin d'argent, car il compte épouser la fille de son jardinier, une certaine Françoise Fanny Jouet, couturière âgée de vingt-cinq ans de moins que lui. Il a déjà deux fils avec elle et souhaite régulariser leur situation. Il redevient donc le « tapeur » professionnel, le gêneur, l'importun qu'il n'a jamais véritablement cessé d'être, mais au moins avait-il autrefois des moments de bonne fortune dans lesquels il pouvait se montrer munificent. Tout cela est loin maintenant.

Sans aucun amour-propre, Léon, rendu à la plus grande extrémité, se met à emprunter de l'argent à n'importe qui. N'avait-il pas déjà eu le culot, en 1847, d'écrire au général Gourgaud, l'un des derniers compagnons de Napoléon à Sainte-Hélène, pour lui demander de l'argent afin de pouvoir s'acheter... un lit ! Ce n'est pourtant « ni sur la plume ni sous des couvertures qu'on parvient à la gloire » (ce vers, qui mériterait d'être tiré de la *Panhypocrisiade* de Népomucène Lemerrier, n'est en fait « que » du Dante dans *La Divine Comédie*. En tout cas, c'est une nouvelle histoire de literie à ajouter à notre liste !). Désormais, Léon sollicite indifféremment son demi-frère, le comte Walewski (qui, ayant bien mieux réussi que lui, est alors ministre des Affaires étrangères), James de Rothschild, ou encore son principal mécène, son cher « petit cousin », pour qu'ils l'aident à financer son mariage. Seul Napoléon III accepte encore de régler ses dettes ou de lui prêter quelque argent, ce qui permet à Léon d'épouser Françoise le 2 juin 1862. Deux ans plus tard, en juillet 1864, Napoléon III paiera ses dettes pour la toute dernière fois et lui fera comprendre que cette fois ne serait plus la peine d'y revenir.

C'était compter sans l'opiniâtreté et le culot de Léon. À la chute de l'Empire, au lendemain de Sedan, il suit son unique « mécène » jusqu'en Angleterre, où Françoise, son épouse, et leurs quatre enfants le rejoignent en 1871. Bonne pâte, Napoléon III, qui avait pourtant juré ses grands dieux de ne plus jamais lui verser un sou, maintient les six mille francs de pension de Léon sur sa cassette personnelle, qui n'est évidemment plus ce qu'elle était lorsqu'il était encore empereur des Français. Mais le versement de cette pension est brusquement interrompu au lendemain de la mort de l'empereur déchu, le 9 janvier

1873. Les dernières paroles du « petit cousin » de Léon auraient été : « N'est-ce pas que nous n'avons pas été des lâches à Sedan ? »

Avec l'empereur disparaît le « gagne-pain » de Léon. Il tente bien d'obtenir une audience auprès de l'impératrice Eugénie mais celle-ci refuse de le recevoir et ne lui versera plus un sou. Il n'y a donc plus qu'à rentrer en France. Notre zhéro ayant maintenant soixante-dix ans, il est à l'abri de la « contrainte par corps » menaçant les mauvais payeurs, de sorte qu'il peut rentrer faire des dettes dans son pays sans risquer la prison. Après une longue errance entre Toulouse, Bordeaux et Tours, la famille Léon échoue à Pontoise, dans une petite maison minable de la rue Baugeon. C'est ici que Léon va passer ses derniers jours dans une souffrance et un dénuement épouvantables. Quand on songe au luxe dans lequel il avait passé sa jeunesse... Dans leur gourbi pontoisien, les Léon n'ont presque plus de meubles. Les derniers portraits de l'Empereur, qui seuls venaient attester encore la prestigieuse filiation de Léon, sont vendus l'un après l'autre.

Napoléon Zéro passe de longues heures assis dans un fauteuil à fixer le vide en ressassant ses souvenirs. À quoi peut-il songer ? À son père le recevant aux Tuileries ? À sa mère, qui fut l'une des plus belles femmes de l'Empire ? À sa vie « qui l'a mené des marches du trône à cette chaise bancale miraculeusement échappée aux saisies et aux brocanteurs » (I. Bricard) ? Rien, il n'a plus rien ! Quoique ! Tout bien considéré, il lui reste tout de même quelque chose de son côté Bonaparte : s'il n'a pas hérité d'un trône, il a hérité du cancer des intestins dont son grand-père et son père sont morts avant lui, et qui va l'emporter lui aussi, le 14 avril 1881. Son propriétaire, M. Fleury, présent dans les heures qui suivront sa mort, témoignera que dans la mort sa ressemblance déjà frappante avec Napoléon était encore accentuée. D'après lui, seule manquait la mèche légendaire pour que la ressemblance soit parfaite.

Ainsi mourait à Pontoise Napoléon Zéro. Sa femme, Françoise, qui n'a alors que quarante-cinq ans, s'engage comme femme de ménage chez une cuisinière en retraite. La belle-fille de l'empereur Napoléon I^{er} femme de ménage à Pontoise, voilà l'image d'Epinal que Léon lègue à la postérité.

Jusqu'à présent, chaque fois que nous nous sommes penchés sur un personnage, nous avons passé en revue l'ensemble des éléments à charge confirmant ou non sa qualité de zhéro de l'histoire. Avec Léon, cela serait par trop laborieux : ses échecs, ses coups pendables, ses

magouilles, ses extravagances, ses bassesses sont si nombreux que cela donne le tournis. Si son père fut un « astre brûlant », selon la formule de Vivant-Denon, que dire alors de ce fils, sinon qu'il fut, à son exact opposé, une sorte de « trou noir », d'éclipse, et plus trivialement de puits sans fonds ? Il est vrai que, contrairement aux autres personnages évoqués avant lui, sa nullité ne fit guère de victimes, mis à part quelques compères de tripot tués en duel, ses créanciers, ses tuteurs, sa famille et lui-même ; mais il rata tout de manière si magistrale qu'il incarne et sublime merveilleusement la notion même de zéro. Être à la hauteur d'un père comme Napoléon était un challenge si difficile à relever qu'imitant les troupes de Soubise à Rossbach, Léon céda à son inclination pour la retraite et la médiocrité. « Les grands noms abaissent, au lieu d'élever, ceux qui ne les savent pas soutenir ! » aurait conclu La Rochefoucauld. À quoi Françoise aurait rappelé les termes mêmes de sa réponse à une lettre très critique, reçue à la mort de son mari : « Si vous l'aviez connu, vous l'auriez aimé, il était si distingué et si bon. » Comtesse veuve Léon, 28 juin 1881.

Resquiescat in pace ?

L'acte de décès de Léon comporte une erreur de date, indiquant le 13 avril au lieu du 13 décembre comme jour de naissance. Par ailleurs, Léon y est qualifié de « rentier » ! Nous avons vu ce qu'il en était !

Léon fut inhumé dans la fosse commune du cimetière de Pontoise, entre quatre planches que Françoise paya en demandant l'aumône à ses voisins. Les fossoyeurs privèrent Léon du seul titre qu'il ait jamais porté en l'enterrant par erreur sous le nom de « Lecomte Léon ! »

Cela étant, Napoléon Zéro est le seul des grands « napoléonides » à être mort sur le sol français : son père, premier du nom, est mort à Sainte-Hélène, son demi-frère, l'Aiglon (Napoléon II), à Schönbrunn, son oncle, Louis Napoléon (Napoléon III), à Camden Place, non loin de Chislehurst, en Angleterre, et son cousin, « Loulou » (Napoléon IV), à Istelizi, en Afrique du Sud.

Sur les quatre enfants de Léon, Charles, Gaston, Fernand, Charlotte (que Léon eut à soixante ans) :

— L'aîné fut employé à la Compagnie de l'Ouest et émigra au Venezuela, où il participa à la création des chemins de fer.

— Le deuxième fut représentant en vins puis en dictionnaires.

— Le troisième partit pour l'Amérique ; il devint « chef » dans le

spectacle de Buffalo Bill. L'un de ses descendants aurait fondé la CIA.

— Charlotte fut institutrice à l'école communale des filles à Boghari près d'Alger, puis à l'école de Bry-sur-Marne.

Le dernier petit-fils de Léon et donc arrière-petit-fils de Napoléon I^{er} est mort en 1994 à l'hôpital de Bry-sur-Marne, après avoir exercé pendant quarante ans le métier d'éleveur de chevaux et de moutons à La Queue-en-Brie.

En conclusion...

Récapitulons. Nous avons donc recensé dans ce livre :

— Les hommes providentiels qui décurent tous les espoirs par faiblesse, bêtise ou lâcheté (Henri V, Boulanger).

— Ceux qui ne furent pas à la hauteur de leur mission ou déclenchèrent des catastrophes par leur incompétence (Medina Sidonia, modèle du genre, Kerguelen, Soubise, Chaumareys, Jules Favre).

— Des boucs émissaires de nos défaites militaires que leur responsabilité soit fondée ou pas (Villeneuve, Grouchy, de Grasse, Bazaine et d'une certaine manière Dupleix et Montcalm).

— Des individus qui, eux-mêmes assez peu doués, eurent le pouvoir de nuire à de vrais génies. (Desfontaines, Fréron, Suard et Lemercier).

Nous leur avons adjoint, au passage, tout un menu fretin de zhéros dont les bourdes méritaient d'être signalées, mais qui furent cependant moins brillants que leurs pairs (Émile Ollivier, le général Lebœuf, Chevandier de Valdrome, le général Valdan, Daniel Wilson, gendre du président Grévy, de Machault d'Arnouville, « ministre le plus bête de Louis XV », et Eugène Étienne, le ministre « au pantalon rouge »).

Enfin, nous avons attribué une mention spéciale aux rois fainéants dans le classement des zhéros « par équipes », et la médaille d'or à titre individuel au comte Léon, fils de Napoléon, éblouissant médiocre qui fit la démonstration éclatante de tout ce qu'il ne savait pas faire et pratiqua l'art d'être un nul dans son expression la plus accomplie.

Ayant achevé la lecture de ce palmarès, notre lecteur ressent peut-être une sorte de gêne, s'apparentant à celle que l'on éprouve en lisant le roman de Georges Perec intitulé *La Disparition*. On sent bien, au fil de ses pages, que cet ouvrage à quelque chose d'étrange, mais on ne saurait dire quoi, jusqu'à ce que l'on réalise qu'il ne comporte pas une seule fois la lettre « e » ! De la même manière, le léger malaise que l'on ressent au sortir du présent livre provient aussi d'une absence : notre palmarès de grands zhéros de l'histoire de France ne comporte en effet strictement aucune femme ! Certes, nous avons bien évoqué Frédégonde et Brunehaut ; mais notre lecteur sait bien qu'à travers elles c'est leurs époux que nous recherchions, les inconsistants

Sigebert et Chilpéric, zhéros chers à nos cœurs, que nous avons souhaité hisser avec leurs collègues rois fainéants sur le podium des grands minables de notre histoire.

En réalité, s'il n'y a aucune femme dans ces pages, c'est tout simplement que ni les personnes interrogées dans mon entourage ni moi-même n'avons été en mesure de désigner une seule vraie « zhéro », ou devrais-je dire « zhérosse ? », ou encore « zhéroïne », de l'histoire de France. Le zhéroïsme est-il pour autant une qualité spécifiquement masculine ? Naturellement non ! Les femmes jouissent d'un potentiel de médiocrité largement équivalent à celui des hommes. Mais, le comte Léon mis à part, notre florilège de zhéros comporte essentiellement des souverains, des politiques, des académiciens, des militaires en tous genres, bref, des puissants ! Les dégâts qu'ils provoquèrent, furent proportionnels aux pouvoirs qu'ils exercèrent : seul un roi ou un chef de gouvernement peut entraîner son pays dans une guerre. Seul le capitaine d'un navire est responsable de son naufrage. Seul le maréchal est comptable, devant Dieu et les hommes, de la mort de ses soldats. Les naufrages et les défaites qui laisseront les traces les plus profondes dans la mémoire des peuples seront évidemment les plus spectaculaires, les plus absurdes et, avant tout, les plus coûteux en vies humaines. Or, dans le déclenchement et le déroulement de ces grands fiascos, les femmes furent rarement aux commandes. Certes, c'est pour Charlotte de Montmorency, dont il était follement amoureux, qu'Henri IV faillit lancer la France dans une guerre contre les Pays-Bas espagnols. Mais Charlotte avait quatorze ans et Henri IV, cinquante-cinq ! Entre l'adolescente et le quinquagénaire, point n'est besoin de réfléchir bien longtemps pour désigner celui des deux qui dans cette histoire se comporta comme un zhéro.

Si l'espérance de nullité à la naissance est identique chez les hommes et les femmes, ces dernières doivent à leur assujettissement aux hommes, durant des siècles, de n'avoir produit aucune grande « zhéroïne » qui mérite d'être signalée et promue dans ce livre. Mis à part certaines « grandes horizontales », maîtresses ou courtisanes de grands hommes, dont l'histoire a pu retenir la beauté légendaire, la bonne ou mauvaise influence sur leurs amants, les rares femmes dont l'histoire de France a conservé le souvenir furent de grandes figures féminines : Blanche de Castille, Jeanne d'Arc, Aliénor d'Aquitaine, Diane de Poitiers, Catherine de Médicis, Madame de Maintenon, femme de tête qui fit oublier à Louis XIV la frivole Athénaïs de Montespan, Madame de Pompadour, des révolutionnaires comme Charlotte Corday, Madame Roland ou Olympe de Gouges et même, à sa manière, la reine Marie-Antoinette. Il s'était bien trouvé quelqu'un pour citer Isabeau de Bavière comme nulle possible, parce qu'elle

trompa de façon éhontée son royal époux et finit par « vendre » le royaume de France aux Anglais. Mais avoir eu Charles VI le fou pour époux n'excuse-t-il pas, au moins dans une certaine mesure, ces malheureux débordements ? Si l'inconduite d'Isabeau eut incontestablement des conséquences catastrophiques pour le royaume de France, la plupart du temps, les femmes nulles n'ont jamais eu en mains les moyens de faire de gros dégâts ! Aussi médiocre qu'ait pu être une Madame du Barry, elle ne saurait être mise en concurrence avec un Chaumareys qui, par sa conduite indigne, réduisit ses marins à l'anthropophagie, ou avec un Jules Favre, dont la distraction contraignit cent mille soldats exténués à passer en Suisse.

Cela dit, tout espoir n'est pas perdu pour les femmes de gagner un jour le Panthéon des incompetents ! Ayant choisi de borner nos investigations à l'année 1899, nous avons dû faire l'impasse sur un siècle au cours duquel bien des choses ont changé pour elles. Elles affirment de plus en plus leur présence dans les sphères du pouvoir, de sorte qu'un livre sur les grands zhéros de l'histoire des XX^e et XXI^e siècles comporterait forcément quelques dames ayant gagné de haute lutte le droit d'y figurer.

Le XXI^e siècle sera paritaire ou ne sera pas, peut-on se risquer à prophétiser avec confiance. Si la femme est l'avenir de l'homme... elle est aussi celui du zhéro ! On peut donc compter sur elle, dans les siècles à venir, pour contribuer à son tour à faire monter le niveau de « nullitude » de l'humanité !

À des amis très décevants ;

Pierre-Antoine Bernheim (*Le passé révélé*, Agnès Viennot, 2006) qui a *insinué perfidement que si l'on était sûr que les Hawaïens avaient bien tués James Cook et préparé ses os pour les restituer quelques mois plus tard aux Anglais, rien ne prouvait pour autant qu'ils en aient agrémenté leurs sandwiches.*

M. Brouillet, spécialiste des tombes des maréchaux d'Empire, incapable de localiser celle de l'amiral Villeneuve.

M. David Mason, éditeur de la revue médicale internationale *Medicographia*. Il m'a beaucoup déçue en m'expliquant qu'un érysipèle pouvait être extrêmement douloureux et justifier que Kerguelen ne se soit pas senti en état de débarquer sur l'archipel lors de sa deuxième expédition.

Jacques Garnier, historien de l'Empire, qui aurait pu m'en dire bien plus sur l'attitude de Grouchy en Irlande.

Mme Nicole Raynaud qui, dans l'article écrit à partir des archives familiales de Chaumareys, s'escrime en pure perte à alléger la responsabilité du capitaine de la Méduse en incriminant son second.

À mon aïeul, le comte Bérenger, conseiller d'État de Napoléon, cité dans la première édition du Dictionnaire des girouettes, grâce auquel je peux me vanter d'avoir un zhéro dans mon ascendance.

À tous ceux dont les suggestions m'ont été totalement inutiles : David I er Alliot, Fabrice II d'Almeida, Yves III Aubin, Jean-Louis IV Bachelet, Odile V Barski, Alain VI Beuve-Méry, Hugues VII Delort-Laval, Jean VIII Gugliotta, Bruno IX Fuligni, Éric X, Jeannette XI et Pierre-Patrick XII Kaltenbach, Gérard XIII Legrain, Thierry XIV Lentz, Martin XV Monestier, Michèle XVI Naturel, Jean-Yves XVII Patte, Jean-Pierre XVIII Portefait et Denis XIX Saverot...

Enfin, à mon éditeur, Laurent Laffont, qui n'a pas cessé de me harceler comme s'il n'arrivait pas à trouver un autre auteur encore plus nul que moi !

À tous merci de ne pas avoir été à la hauteur à l'occasion du présent ouvrage.

1 *Military Blunders, Naval Blunders and Royal Blunders*, Regan Geoffrey, London, Guinness Publishing, 1993.

2 *An Utterly Impartial History of Britain or 2 000 Years of Upper-Class Idiots in Charge*, John O'Farrell.

3 *Military Misdemeanours : Corruption, Incompetence, Lust and Downright Stupidity* General Military, Terry Crowdy.

4 M. Brion, *De César à Charlemagne*.

5 *L'Histoire*, novembre 1979.

6 G. Lenotre, *Rois sans royaumes*.

7 *La Folie de Charles VI, roi bien-aimé*.

8 G. Lenotre, *En suivant l'Empereur*.

9 Michelet, *Histoire de France*, tome XII.

10 Ludwig Pfandl cité par Fernand Braudel dans *Mélanges d'histoires sociales*, 1944.

11 *Kerguelen, le phénix des mers australes*.

12 *Histoires extraordinaires et inconnues dans les mers australes*, Gracié Delépine.

13 Contre-amiral Rémi Monaque, *Villeneuve coupable ou victime ?*

14 Boulogne, 22 août 1805.

15 La Malmaison, 4 septembre 1805.

16 In *Napoléon et la mer* (voir Bibliographie).

17 Cité dans « La mort de l'amiral Pierre Charles de Villeneuve, suicide ou assassinat ? », article de Robert Ouvrard et Cori Hauer.

18 *Les Naufragés célèbres*, Zurcher et Margolé.

19 *L'affaire de la Méduse, le naufrage et le procès*.

20 *Histoire du peuple américain*.

21 Témoignage déposé aux archives de la Marine.

22 Général de Piepape, « Histoire des princes de Condé au XVIII^e siècle », *Revue d'histoire contemporaine*, 1921.

23 « La Fayette, faux héros de 1789 », *Historama*, sept. 1989.

24 *Napoléon pas à pas*, de Patrick Ravignand.

25 *Nos grands traîtres, Bourbon, Biron, Bouillé, Bonaparte*, de Jules Girard, 1874.

26 *Les Grands Procès de l'Histoire*.

27 *Le Général Boulanger*, Fresnette Pisani-Ferry.

28 Le Pan, *Vie de Voltaire*.

29 Max Billard, *Un fils de Napoléon I^{er}*.

30 Max Billard, *op. cit.*